



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 148 • NUMÉRO 024 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le mercredi 24 février 2016

—
Présidence de l'honorable Geoff Regan

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 24 février 2016

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Traduction]

Le Président: Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par le député de Kitchener—Conestoga.

[*Les députés chantent l'hymne national.*]

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

AIR CANADA

M. Simon Marcil (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, pour pouvoir privatiser Air Canada, le gouvernement Mulroney a pris un engagement solennel envers le peuple québécois et a prévu des garanties légales pour les activités d'entretien.

Comme les conservateurs-libéraux ont choisi de ne pas appliquer la loi, Air Canada a eu le champ libre pour y contrevenir. Grâce à l'aéronautique, le Québec est une société plus avancée technologiquement que le Canada. Or je suis très inquiet quand je vois l'insouciance du fédéral.

L'entretien d'un avion, c'est plus qu'un changement d'huile. Cela revient à le démonter et à le remonter en entier avec des pièces neuves. C'est l'ensemble de l'industrie et de ses fournisseurs qui souffre. En refusant d'appliquer sa propre loi, le Canada a trahi les employés, on le sait. Toutefois, il a aussi renié un engagement solennel pris envers le peuple du Québec. Nous, nous avons choisi notre camp. C'est celui des travailleurs d'Aveos.

* * *

[Traduction]

LE RECRUTEMENT PAR CV ANONYME

M. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour attirer l'attention de la Chambre sur une idée qui nous aidera à mettre fin à la discrimination et à parvenir réellement à l'égalité au pays.

Selon des recherches menées aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, les personnes ayant un nom à consonance anglaise ont presque deux fois plus susceptibles d'être convoquées à une entrevue d'emploi que celles qui ont un nom à consonance ethnique. Le recrutement par CV anonyme est un outil utilisé par le gouvernement britannique afin de supprimer les noms des curriculum vitae, de

prévenir les préjugés inconscients et de faire en sorte que tous puissent s'épanouir et connaître du succès en fonction de leur potentiel, de leurs talents et de leur détermination.

J'exhorte la Chambre à examiner le recrutement par CV anonyme au Canada. Nous devons veiller à ce que la fonction publique canadienne adopte cette pratique. Il s'agit d'un pas important en vue de créer une fonction publique encore plus talentueuse, plus diversifiée et plus efficace. Il est essentiel que les Canadiens qui ont les diplômes, les compétences et la détermination nécessaires puissent connaître du succès.

* * *

[Français]

LE 350^E ANNIVERSAIRE DE CHARLESBOURG

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je tiens à profiter du temps qui m'est accordé aujourd'hui pour souligner le travail de tous ceux et celles qui ont contribué au succès du 350^e anniversaire de Charlesbourg.

Situé au cœur de ma circonscription, Charlesbourg est désormais l'un des six arrondissements de la Ville de Québec. Pourtant, bien que cette fusion remonte au 1^{er} janvier 2002, le sentiment d'appartenance qui unit les Charlesbourgeois à leur milieu de vie est toujours bien présent. En 2015, ce sont 12 mois de célébrations qui ont été organisés. Rappels à l'histoire, repas festifs et événements à grand déploiement ont transformé les divers rendez-vous en de grands succès.

Je tiens d'abord à souligner la contribution du comité du 350^e anniversaire. Sous l'égide de son président, M. René Cloutier, cette équipe a su mettre sur pied une programmation exceptionnelle. Mes pensées vont aussi à la panoplie de bénévoles qui ont mis la main à la pâte, ainsi qu'à tous les gens de Charlesbourg qui ont célébré dignement leurs origines. C'est la preuve que, peu importe l'appellation qu'on lui donne, une municipalité trouvera toujours écho au cœur de ses racines.

Déclarations de députés

[Traduction]

LA NUIT LA PLUS FROIDE DE L'ANNÉE

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le 19 février, j'ai dormi dans une voiture. La mairesse de Brampton, des partenaires de la Ville et bien d'autres personnes ont participé à la Nuit la plus froide de l'année, une activité de nuit organisée par Centraide. Il faisait froid. J'étais dans une position inconfortable et j'avais mal au cou, mais tout cela n'a duré qu'une nuit. Malheureusement, un trop grand nombre de Canadiens doivent dormir dans leur voiture nuit après nuit, parfois même pendant des années. Cette expérience m'a donné un aperçu des difficultés auxquelles se heurtent les sans-abri au Canada. Je suis heureuse que nous puissions sensibiliser davantage les gens à cet enjeu très important dans de nombreuses collectivités.

J'espère que je pourrai collaborer davantage avec mes collègues à la Chambre pour que nous puissions offrir des logements abordables aux Canadiens. La façon dont nous traitons les personnes les plus démunies nous renvoie une image réaliste de nous-mêmes. En travaillant ensemble, nous pourrions régler ce problème pour les gens de Brampton-Sud et pour tous les Canadiens.

* * *

LA JOURNÉE DU CHANDAIL ROSE

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, les néo-démocrates de partout au pays porteront fièrement du rose en signe de solidarité avec les victimes d'intimidation au Canada.

Le mouvement du chandail rose a été lancé en 2007 par deux jeunes de la Nouvelle-Écosse qui ont acheté des t-shirts roses pour montrer leur appui à un garçon victime d'intimidation simplement parce qu'il portait un chandail rose. Comme eux, nous voulons que toutes les personnes qui sont malheureuses ou se sentent seules parce qu'elles se font intimider sachent que nous les soutenons.

OUTSaskatoon est un organisme de ma circonscription qui aide directement les personnes touchées par l'intimidation. Il nous trace la voie à suivre par sa vision de la collectivité comme un lieu où les gens sont aimés et soutenus, quelles que soient leur identité, leur expression et leur orientation sexuelles.

Les néo-démocrates croient que l'État a un rôle de chef de file à jouer dans la lutte contre toutes les formes d'intimidation. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de prendre sans tarder des mesures pour mettre en place une stratégie nationale contre l'intimidation.

* * *

• (1410)

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

M. Sean Fraser (Nova-Centre, Lib.): Monsieur le Président, dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs, j'aimerais parler de deux symboles canadiens de la défense des droits civils. Ces figures marquantes, qui proviennent de ma circonscription, ont fait avancer le principe d'égalité dans notre merveilleux pays.

La première est Mme Viola Desmond, qui s'est fait arrêter en 1946, à New Glasgow, en Nouvelle-Écosse, pour avoir refusé de quitter la section réservée aux Blancs de la salle de cinéma Roseland. Mme Desmond a été emprisonnée, mais elle a contesté les accusations criminelles portées contre elle et elle a eu gain de cause. Son courage et sa détermination ont amené la province à

invalider les lois ségrégationnistes. La nouvelle *Minutes du patrimoine* lui est d'ailleurs consacrée.

Je tiens aussi à rendre hommage aux membres du 2^e Bataillon de construction, le seul bataillon canadien dont les membres sont majoritairement noirs. Ce bataillon a été fondé il y a 100 ans à Pictou, en Nouvelle-Écosse. Postes Canada a récemment émis un timbre pour commémorer le fait qu'il a contribué à faire tomber les barrières raciales dans l'armée canadienne et à permettre aux citoyens noirs de librement s'engager et servir le Canada.

Je salue ces initiatives, qui permettent de rendre hommage à ces héros et qui rappellent ce qu'ils ont fait pour rendre le Canada plus juste, plus égalitaire et plus beau.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour remercier les hommes et les femmes qui travaillent dans l'industrie de l'énergie nucléaire du Canada et pour souhaiter la bienvenue aux scientifiques, chercheurs, travailleurs et entreprises qui sont ici à Ottawa pour leur rassemblement annuel.

Bien des Canadiens ne savent pas que cette industrie génère une activité économique de 7 milliards de dollars et soutient plus de 70 000 emplois d'un océan à l'autre.

Dans ma circonscription, Durham, la centrale de Darlington produit de l'électricité propre, fiable et abordable. Avec celles de Pickering et de Bruce, elle fournit à l'Ontario plus de la moitié de son électricité, et ce, sans émettre de gaz à effet de serre.

Le nouveau gouvernement parle beaucoup de réductions des gaz à effet de serre, mais jamais il ne mentionne l'industrie de l'énergie nucléaire et sa contribution. Le Canada est le deuxième pays à avoir maîtrisé la fission nucléaire. Nous avons des emplois dans la haute technologie, des emplois importants. Il serait temps que le gouvernement et tous les Canadiens reconnaissent le rôle que l'énergie nucléaire joue au Canada.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, récemment, nous avons célébré le Jour de la famille en Ontario. Je tiens à souhaiter la bienvenue au Canada à deux familles de Syrie qui viennent d'arriver dans ma circonscription, Scarborough-Centre.

La famille Al Jawabrah est parrainée par la mosquée Jame Abu Bakr Siddique. J'ai eu le plaisir de rencontrer Luai, Heba et leurs enfants au cours de l'activité organisée par la fondation musulmane d'Amérique du Nord à l'occasion du Jour de la famille. Ils s'adaptent bien, et leurs enfants — Jodi, Talen et Jawan — se sont beaucoup amusés dans la structure de jeu gonflable.

Les membres de la famille Samodi viennent eux aussi d'arriver à Scarborough et ils ont patiné pour la première fois lors d'une fête de patineurs que j'ai organisée pour le Jour de la famille. Ils sont parrainés par l'Église Unie de Rosedale. Leur fille Salam est impatiente de perfectionner son anglais grâce au programme LEAP du Conseil scolaire du district de Toronto.

Je demande à la Chambre de se joindre à moi pour souhaiter la bienvenue au Canada aux familles Al Jawabrah et Samodi. Bienvenue chez vous.

[Français]

LES CHAMPIONNATS MONDIAUX DE HOCKEY SUR GLACE NATURELLE

M. T.J. Harvey (Tobique—Mactaquac, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom du hockey. Je suis très fier d'avoir l'occasion de reconnaître la communauté de Plaster Rock, alors que plus de 200 organisateurs et bénévoles de la ville se préparent en vue des Championnats mondiaux de hockey sur glace naturelle qui auront lieu ce week-end.

Si le hockey est notre sport national le plus populaire, personne ne réussit mieux à faire vibrer la fibre patriotique que les gens de Plaster Rock.

À l'origine prévu comme une collecte de fonds communautaire, cet événement annuel de premier ordre de quatre jours réunit aujourd'hui plus de 8000 spectateurs et 120 équipes du monde entier pour s'amuser sur le lac Roulston.

•(1415)

[Traduction]

Grâce à des règlements civilisés, des tas de neige pour façonner les patinoires, des groupes de musiciens, des feux d'artifice, des températures glaciales, des fêtes d'avant-match, des braseros et des zambonis doubles, les Championnats mondiaux de hockey sur glace naturelle donnent une toute nouvelle dimension au hockey local.

Les Championnats mondiaux de hockey sur glace naturelle...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Carleton a la parole.

* * *

LA FISCALITÉ

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, une jeune entreprise en plein démarrage au Canada peut avoir de la concurrence au sud de la frontière, où les salaires sont payés en dollars américains, où l'accès au capital de risque est plus facile et où les taux d'imposition marginaux sont plus bas. Comment la jeune entreprise peut-elle trouver le moyen de compenser ces désavantages et de recruter les employés les meilleurs et les plus brillants? La réponse réside dans les options d'achat d'actions. Les travailleurs acceptent d'être payés moins cher en échange d'une part des gains futurs. Doubler le taux d'imposition des options d'achat d'actions risque d'étouffer les entreprises et de les obliger à fermer leurs portes. En fait, c'est le contraire qu'il faudrait faire.

L'objectif de la justice sociale ne devrait pas avoir comme conséquence de dresser les travailleurs contre les propriétaires d'entreprise, mais bien de transformer les travailleurs en propriétaires d'entreprise, comme l'a si bien dit Thatcher, afin de libérer tout le monde, de permettre aux gens d'améliorer leur sort grâce au travail, à la prise de risques et à l'intelligence. C'est la façon canadienne de voir les choses.

* * *

LA FUSILLADE À LA LOCHE

M. Don Rusnak (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer les gens de La Loche, en Saskatchewan. Au cours du dernier mois, cette collectivité a fait preuve d'unité et de courage face à une grande tragédie. On ne peut aisément oublier la douleur et la perte associées à une telle épreuve. Les gens de cette collectivité manifestent

Déclarations de députés

beaucoup de résilience dans leurs efforts pour aller ensemble de l'avant.

Je demande aux Canadiens d'avoir une pensée pour les gens de La Loche aujourd'hui, car c'est le retour en classe des enseignants et des élèves. La guérison prend du temps. Montrons ensemble aux habitants de La Loche que tout le pays les appuie dans ce cheminement vers la guérison. Merci, *meegwetch*.

* * *

[Français]

MARGUERITE CHARLEBOIS

L'hon. Denis Paradis (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes une grande famille ici, au Parlement.

Toutefois, en plus des élus de la Chambre et de nos collègues de l'autre Chambre, il y a des gens qui travaillent fort pour faire en sorte que notre présence à Ottawa soit agréable.

Dans cet esprit, j'ai l'immense plaisir de souligner le travail, le dévouement et l'entregent de Marguerite Charlebois, qui célèbre ses 35 ans de service au restaurant parlementaire, où elle est la responsable de l'accueil des clients.

[Traduction]

Marguerite a toujours traité avec égard tous les parlementaires. À ses débuts, elle a vu celui qui est maintenant le premier ministre courir et s'amuser ici même, au Parlement.

[Français]

Marguerite est un remarquable exemple de dévouement, une source inépuisable de sourires et, par-dessus tout, elle a toujours su nous faire sentir comme si nous étions à la maison.

Nous vous disons merci et bravo, Marguerite!

Le Président: Je remarque que l'honorable député n'a pas noté la présence de quelqu'un dans la tribune. S'il avait voulu le faire, je pense qu'il aurait obtenu le consentement unanime de la Chambre.

* * *

[Traduction]

LA CAMPAGNE « OIL RESPECT »

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, la campagne « Oil Respect », ce qui signifie « Respect pour le pétrole », a été lancée le 18 février, à Calgary. Son but est de faire connaître les travailleurs du secteur énergétique, des gens dévoués qui oeuvrent dans un secteur d'une importance cruciale pour le Canada, des gens qui sont nos voisins et nos concitoyens.

La campagne « Oil Respect » arrive à point nommé. Étant donné l'extrême faiblesse du prix du pétrole, il est important de rappeler aux Canadiens le rôle crucial que joue le secteur énergétique dans l'économie du pays. Le système réglementaire canadien est l'un des plus solides et des plus respectés du monde, et les travailleurs du secteur de l'énergie comptent parmi les mieux formés. Nous devons offrir soutien et encouragement aux familles qui vivent des moments difficiles.

J'encourage tous les parlementaires à soutenir la campagne « Oil Respect » et les activités qui se dérouleront dans leur région. De notre côté, nous défendons encore et toujours le secteur énergétique et les travailleurs canadiens.

*Questions orales***LA DÉPUTÉE DE VANCOUVER GRANVILLE**

Mme Filomena Tassi (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Monsieur le Président, le 25 janvier 2016, la députée de Vancouver Granville a été désignée comme étant l'une de huit femmes d'influence par la Nobel Women's Initiative. Ce groupe respecté de lauréates du prix Nobel a félicité la députée, qui représente le peuple kwakwaka'wakw, parce qu'elle est la première femme autochtone au Canada à être nommée ministre de la Justice et procureure générale du Canada.

En tant qu'ancienne procureure de la Couronne à l'échelon provincial, commissaire aux traités pour la Colombie-Britannique et chef régionale en Colombie-Britannique de l'Assemblée des Premières Nations, la députée est véritablement une femme impressionnante.

Ses réalisations ne sont pas le résultat de l'ambition, mais découlent plutôt d'un attachement profond à l'égard de son pays et d'un désir de servir ses concitoyens et d'améliorer leur vie. Ses réalisations sont le résultat de son travail acharné, de son dévouement, de sa compassion et de ses valeurs profondes. Elle est un modèle à suivre pour toutes les femmes qui souhaitent faire une différence.

Je demande à tous les députés de se joindre à moi et de féliciter la députée de Vancouver Granville pour sa nomination par la Nobel Women's Initiative, son leadership et son grand cœur.

* * *

● (1420)

LA MARCHÉ ANNUELLE POUR LES FEMMES AUTOCHTONES DISPARUES OU ASSASSINÉES

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le 14 février avait lieu la 26^e Marche annuelle pour les femmes autochtones disparues ou assassinées. Comme lors des 25 années précédentes, j'étais là et j'ai marché en compagnie de membres des familles, d'ainés, de femmes, de dirigeants autochtones et de militants. Tous ensemble, nous avons exprimé publiquement notre peine et avons réclamé que justice soit rendue. Des centaines de personnes se sont jointes à nous, dont le chef du NPD.

Nous marchons parce que trop de femmes autochtones subissent de la violence physique, mentale, émotionnelle et spirituelle. Elles portent le poids de la colonisation. Elles vivent dans la pauvreté. Pour elles, l'accès à un logement sûr, stable et abordable n'est rien d'autre qu'un rêve.

Si elle était bien menée, une commission d'enquête nationale constituerait le catalyseur nécessaire à la guérison et permettrait d'instaurer des changements historiques. Nous devons écouter le déchirant cri du cœur des proches de ces femmes et mettre à contribution les connaissances des femmes et des organismes qui oeuvrent auprès des femmes et des jeunes filles autochtones.

La coalition pour une commission d'enquête sur les femmes disparues ou assassinées a présenté un mémoire bien étoffé à la ministre dans lequel elle explique à quoi pourrait ressembler la future commission d'enquête nationale. Je prie le gouvernement de donner suite à ses recommandations.

* * *

LA JOURNÉE DU CHANDAIL ROSE

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, je suis fière et honorée de prendre la parole pour appuyer la Journée du chandail rose, une campagne nationale

de lutte contre l'intimidation visant à aider les jeunes qui sont vulnérables.

L'intimidation prend plusieurs formes, y compris les quolibets, les bousculades et, le plus souvent, la cyberintimidation.

Il faut que les victimes d'intimidation sachent qu'elles ne sont pas seules et qu'elles peuvent trouver de l'aide et du soutien. Porter un chandail rose indique clairement que nous nous soucions tous de la question.

Le geste peut paraître simple, mais le fait de porter un chandail rose peut susciter des conversations pouvant mener à la guérison et à de l'aide.

En tant que porte-parole de l'opposition pour les familles, les enfants et le développement social, je presse tout le monde d'utiliser le mot-clic #PinkShirtPromise dans leurs comptes de médias sociaux, d'appuyer la Journée du chandail rose, de contribuer à faire cesser l'intimidation et de s'engager à répandre la gentillesse.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE NATIONALE DU CHANDAIL ROSE

M. Pat Finnigan (Miramichi—Grand Lake, Lib.): Monsieur le Président, partout au pays aujourd'hui, les Canadiens porteront du rose à l'occasion de la Journée nationale du chandail rose pour appuyer la campagne contre l'intimidation.

Nous savons que les mots ont du poids. Toutefois, lorsqu'ils visent à agacer, à dévaloriser ou à rabaisser, ils peuvent être destructeurs, et cet effet peut durer toute une vie. Les recherches ont clairement démontré que l'intimidation peut mener à l'anxiété, à la dépression, à des troubles physiques et même au suicide.

[Traduction]

Voilà qui est tout simplement inacceptable. Personne ne devrait subir de l'intimidation durant son enfance. Les écoles devraient être un lieu d'apprentissage et non un endroit à craindre.

Il est temps de mettre fin à l'intimidation et à la cyberintimidation. Parlons pour ceux que la peur réduit au silence. Nous sommes plus forts en raison de nos différences, et non malgré elles. Chacun d'entre nous mérite de révéler au monde sa véritable nature.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a d'abord promis qu'il emprunterait seulement 10 milliards de dollars. Puis, il a rompu cette promesse et il a dit que cet emprunt dépasserait 10 milliards de dollars. Maintenant, il affirme qu'il va devoir emprunter 18 milliards de dollars, qui viendront s'ajouter aux 10 milliards de dollars initiaux. L'emprunt s'élève peut-être donc à 28 milliards de dollars, mais certainement pas à 30 milliards.

Les libéraux ont lancé tellement de chiffres que personne ne sait ce qu'ils font. Le premier ministre pourrait-il juste admettre que son ministre des Finances et lui improvisent au fur et à mesure?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, pendant 10 ans, les Canadiens ont dû composer avec une faible croissance et un gouvernement qui n'a pas ouvert les débouchés qu'ils savaient nécessaires afin de bâtir un avenir meilleur pour nous, nos familles, nos collectivités et nos enfants.

C'est pourquoi, lors de la campagne électorale, les libéraux ont promis d'investir de nouveau dans les collectivités canadiennes, de donner aux Canadiens de la classe moyenne et à ceux qui travaillent fort pour en faire partie la possibilité de réussir, ainsi que de reconstruire une économie qui fera la fierté de toutes les personnes qui y contribuent. C'est l'engagement que nous avons pris.

C'est ce que nous sommes déterminés à accomplir. Les Canadiens nous ont élus pour cette raison, et c'est exactement ce que nous ferons.

• (1425)

[Français]

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, les libéraux ont promis aux Canadiens de ne pas emprunter plus de 10 milliards de dollars. On apprend maintenant qu'ils augmentent cela à 30 milliards de dollars. Quel sera le chiffre demain? On ne le sait pas.

Pourquoi le premier ministre emprunte-t-il de l'argent que nous n'avons pas, alors qu'il n'y a pas de récession et qu'il n'a aucun plan pour le rembourser?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je trouve cela toujours intéressant de voir mes collègues conservateurs continuer de répéter les mêmes arguments que les Canadiens ont rejetés lors de la dernière élection. Nous savons que nous avons besoin d'investir dans l'économie canadienne. Nous savons que la classe moyenne a besoin d'aide et que nous avons besoin de faciliter la création de bons emplois. C'est exactement ce que nous nous sommes engagés à faire et c'est exactement ce que nous allons faire au cours des années à venir.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. Rona Ambrose (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, alors que le premier ministre est incapable de nommer un seul pays qui nous aurait demandé de retirer nos CF-18 du combat contre l'EIIS, le général américain qui dirige les frappes aériennes trouve regrettable de voir nos soldats rentrer chez eux. Il a aussi dit qu'il espérait le retour du Canada.

Pourquoi le premier ministre a-t-il à ce point induit les Canadiens en erreur en leur faisant croire que le retrait des CF-18 convenait parfaitement à nos alliés américains?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nos alliés sont heureux de savoir que le Canada demeure un membre dynamique de la coalition et qu'il a même intensifié sa participation au combat contre l'EIIS. Nous nous y prenons de manière à faire fond sur les forces du Canada. Nous faisons davantage de formation. Nous contribuons aux activités de renseignement. Nous en faisons davantage au chapitre de l'aide humanitaire et aux réfugiés.

En effet, comme l'a affirmé Brett McGurk, envoyé spécial du président des États-Unis chargé de la Coalition internationale contre l'EIIL: « Nous nous réjouissons de l'élargissement sensible de la contribution de ce partenaire précieux qu'est le Canada aux

prochaines phases de notre campagne visant à vaincre l'EIIL. » C'est exactement ce que nous faisons.

* * *

LES FINANCES

L'hon. Jason Kenney (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, seul le premier ministre pense que nous redoublons nos efforts en mettant fin à notre mission de combat. Cela n'a pas de sens.

Cela n'avait pas de sens non plus quand le premier ministre a dit que les budgets s'équilibraient d'eux-mêmes. Maintenant, il rompt complètement la promesse électorale d'un déficit de 10 milliards de dollars et il nous entraîne tout droit vers un déficit de 30 milliards de dollars.

Le premier ministre ne comprend-il pas qu'un déficit aujourd'hui se traduira en impôts plus élevés demain? Croit-il encore que les budgets s'équilibrent d'eux-mêmes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ce que le député d'en face semble ne toujours pas comprendre, c'est que les Canadiens savent que nous devons investir dans l'économie, que nous devons investir dans les infrastructures dont nos collectivités ont besoin et que nous devons investir dans les emplois et le soutien destinés à la classe moyenne, comme les Canadiens de partout au pays l'ont réclamé au cours des dernières élections.

Le député et son parti n'ont pas su offrir aux Canadiens la vision d'avenir nécessaire. Voilà pourquoi ils siègent maintenant de l'autre côté de la Chambre.

[Français]

L'hon. Jason Kenney (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, le problème est que le premier ministre a pris un engagement clair et précis envers un déficit qui ne dépasserait pas 10 milliards de dollars. Cette semaine, les libéraux ont admis que le déficit atteindrait peut-être 30 milliards de dollars. Cela a triplé en trois mois.

Ma question pour le premier ministre est claire: comment les libéraux vont-ils réduire cet important déficit qui augmente tous les jours sans augmenter les impôts? Et quels impôts vont-ils augmenter?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, on voit que les conservateurs ne comprennent pas comment créer de la croissance dans l'économie canadienne. Nous avons besoin d'investir pour créer cette croissance.

Les 10 ans de coupes, de réductions de service et de baisses d'impôt pour les mieux nantis plutôt que pour ceux qui en ont besoin nous ont amenés dans une situation où l'économie canadienne ne fonctionne pas à sa pleine puissance. C'est pourquoi nous faisons les investissements que, franchement, les Canadiens nous ont demandé de faire pendant la campagne électorale.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, une autre Première Nation du Nord de l'Ontario vient de déclarer l'état d'urgence non pas en raison d'une catastrophe naturelle ou d'un accident, mais bien à cause d'une réalité quotidienne tout simplement inadmissible au pays.

Questions orales

Une femme est morte dans les bras de son mari parce que le poste de soins infirmiers de la communauté a manqué d'oxygène pour la sauver. Deux enfants de quatre ans sont morts d'une angine à streptocoques, et une épidémie de suicides frappe des enfants âgés d'aussi peu que 10 ans. Le chef régional parle de discrimination et de racisme institutionnel dans le système de santé. Il a raison.

Que fait le gouvernement à ce sujet?

• (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir parlé de cette tragédie qui, nous le savons trop bien, ne se limite pas au Nord de l'Ontario: elle touche tout le pays.

Le Canada doit renouer avec les peuples autochtones une relation rompue depuis des dizaines, voire des centaines d'années. C'est pourquoi le gouvernement s'est engagé à rebâtir sa relation avec les Autochtones, à investir concrètement dans les infrastructures, la santé et divers autres secteurs, de même qu'à établir une véritable relation de nation à nation.

Je sais que tous les députés de la Chambre s'entendent là-dessus. Nous devons devenir des partenaires indéfectibles des Premières Nations.

* * *

[Français]

AIR CANADA

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, depuis deux jours, le premier ministre et son ministre des Transports font semblant qu'Air Canada, et je cite: « a pris l'engagement de mettre sur pied un centre d'entretien des C Series, ici. »

C'est faux. Il n'y a aucun engagement concret de construire un centre, tout au plus une vague intention d'Air Canada de sous-traiter la maintenance. Le premier ministre est manifestement mal informé.

Peut-il nous dire pourquoi il a renié sa promesse d'aider les 2 600 travailleurs d'Aveos en dispensant Air Canada de ses obligations pourtant claires aux termes de la loi?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, nous aidons les travailleurs manufacturiers de partout au pays, et surtout en aéronautique, en investissant dans la manufacture de haute qualité, y compris en regardant comment nous pouvons aider Bombardier.

Nous sommes en train de travailler pour souligner la grande bonne nouvelle qu'Air Canada va acheter des avions C Series et que Bombardier, le Québec et Air Canada vont travailler ensemble pour assurer la sous-traitance pendant 20 ans de la C Series, pas seulement pour les avions d'Air Canada, mais pour les avions de Bombardier partout dans le monde. C'est une bonne nouvelle pour notre industrie et pour nos travailleurs.

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, donc, le premier ministre admet maintenant qu'il n'y a aucune garantie ferme de construction d'un centre d'entretien.

Au lieu d'appliquer la loi comme il a l'obligation de le faire — c'est la base même d'une société démocratique, où la loi s'applique également à tout le monde —, les libéraux vont changer la loi sur Air Canada pour éviter de futurs litiges au transporteur.

Coudon, qui est le pilote dans l'avion? Est-ce Air Canada ou le premier ministre? Le premier ministre va-t-il s'engager à ne pas

toucher la loi sur Air Canada et enfin défendre les 2 600 travailleurs d'Aveos?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes très préoccupés par la perte d'emploi chez Bombardier et les travailleurs qui ont perdu leur emploi il y a plusieurs années.

Nous voulons travailler pour restaurer la force de l'industrie aéronautique partout au Canada et pas seulement au Québec. C'est exactement ce que nous sommes en train de faire en travaillant avec l'industrie, avec Bombardier, avec Air Canada, avec le Québec et les autres provinces afin de s'assurer d'avoir un avenir fort pour l'économie canadienne et pour les travailleurs exceptionnels.

* * *

[Traduction]

LA FISCALITÉ

L'hon. Thomas Mulcair (Outremont, NPD): Monsieur le Président, comme Kevin Page l'a dit avec beaucoup d'éloquence: « Cette façon de fausser la réalité est ahurissante. »

Les libéraux ont promis d'éliminer l'échappatoire fiscale liée aux options d'achat d'actions. Leur plateforme souligne qu'environ 8 000 Canadiens à revenu élevé profitent de cette échappatoire pour mettre dans leurs poches plus de 0,5 milliard de dollars chaque année.

Toutefois, on dirait que les libéraux sont maintenant en train de dire secrètement aux entreprises qu'ils vont aussi rompre cette promesse.

Le premier ministre pourrait-il enfin donner une réponse claire? Le prochain budget va-t-il éliminer l'échappatoire fiscale liée aux options d'achat d'actions qui profite aux riches PDG? Oui ou non?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député siège à la Chambre depuis assez longtemps pour savoir que toutes les questions obtiendront une réponse le 22 mars, lorsque nous présenterons le budget.

Le budget visera à créer des emplois pour la classe moyenne, à favoriser la prospérité au Canada, ce qui a posé problème par le passé, et à faire en sorte que les membres de la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie puissent disposer de possibilités d'avenir, tant pour eux que pour leurs enfants. Nous savons que c'est ce que les Canadiens méritent.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens savent que le ministre libéral des Finances n'a pas d'argent à dépenser.

Il n'en a pas parce qu'il a déjà épuisé l'excédent budgétaire que le gouvernement conservateur avait laissé. Il dépense des fonds que les Canadiens n'ont pas. Ce seront nos enfants, nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants qui devront rembourser les milliards de dollars qu'il dépense inconsidérément.

Les Canadiens le savent. Pourquoi le ministre des Finances ne le comprend-il pas, lui?

• (1435)

[Français]

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

Questions orales

Les conservateurs ont laissé un déficit. Ils ont laissé les finances publiques dans un état lamentable. Heureusement, le 19 octobre, les Canadiens et les Canadiennes ont fait le choix de la croissance.

En décembre, nous avons amorcé notre plan économique en réduisant l'impôt de la classe moyenne, et nous poursuivrons ce plan en présentant l'allocation canadienne pour enfants dans le budget. Nous avons un plan visant à investir dans l'innovation et dans la productivité, ainsi qu'un plan historique visant à investir dans l'infrastructure.

C'est cela, investir dans la croissance au pays.

[Traduction]

L'hon. Kevin Sorenson (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, les Albertains savent que la mesure annoncée par le gouvernement libéral n'est tout au plus qu'un soutien symbolique. Elle est survenue à peine quelques heures après qu'Encana a décidé de licencier 20 % de sa main-d'oeuvre. Les Albertains ne veulent pas être bénéficiaires de l'aide sociale ni servir de prétexte à des exercices médiatiques.

Lorsque le premier ministre discute avec la première ministre albertaine d'un transfert de fonds du gouvernement fédéral libéral au gouvernement provincial néo-démocrate, le gouvernement s'en réjouit. Par contre, il ne fait rien pour faciliter le transport des ressources naturelles de l'Alberta.

Quand le premier ministre aidera-t-il l'Alberta à vendre ses ressources au lieu de verser au gouvernement provincial des fonds empruntés?

Mme Kim Rudd (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que la baisse du cours mondial du pétrole est difficile pour l'Alberta et pour les autres provinces qui produisent de l'énergie.

Le repli mondial du cours des produits de base a eu des répercussions dans bien des secteurs de l'économie canadienne, et nous suivons de près la situation. Toutefois, grâce à ses ressources naturelles abondantes et variées, le Canada sera bien placé pour répondre à la demande mondiale de ressources naturelles qui, selon les prévisions, devrait augmenter à long terme.

[Français]

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, ce gouvernement laisse tomber les Canadiens. Nous avons laissé la maison en ordre. Il y avait, en novembre, un surplus de 1 milliard de dollars. C'est un fait.

Les libéraux ont promis, lors de la campagne électorale, qu'ils feraient un modeste déficit. Donc, pour eux, 18 milliards de dollars, c'est modeste. Le compteur continue de tourner.

À combien serons-nous rendus, dans un mois, lors du dépôt du budget? Si le gouvernement ne maîtrise pas les revenus tel qu'il le mentionne, a-t-il prévu, dans son fameux plan, des mesures pour contrôler les dépenses?

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

Seuls les conservateurs pensent qu'on peut se baser sur une période de deux mois pour savoir si on a laissé un surplus ou un déficit au cours d'une année financière. La réalité, c'est que nous avons un plan pour la croissance. Nous avons amorcé notre plan en décembre et nous poursuivrons sur cette voie afin de créer de la croissance.

Le moment est venu d'investir dans l'économie canadienne. C'est ce que les Canadiens ont demandé le 19 octobre, et c'est exactement ce que nous allons faire.

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, où ce gouvernement ira-t-il chercher l'argent pour financer ses dépenses hors de contrôle? Le *party* libéral est commencé. Les contribuables et les PME de partout au pays sont inquiets face à l'irresponsabilité de ce gouvernement. Les entreprises canadiennes ont perdu confiance. Que les libéraux soient honnêtes: c'est dans les poches des contribuables canadiens qu'ils iront chercher l'argent pour rembourser des déficits astronomiques.

Qu'entend faire ce gouvernement pour stopper l'hémorragie et agir en bon père de famille?

M. François-Philippe Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

L'ensemble des économistes s'entendent pour dire que le moment est venu d'investir dans l'économie. Les seuls qui ne comprennent pas cela sont nos collègues de l'autre côté. À un moment comme cela, il faut investir dans l'économie. Il faut générer la croissance économique. C'est exactement ce que le plan libéral propose de faire.

Dans le prochain budget, nous allons investir en innovation, nous allons investir en productivité, nous allons faire les investissements que les conservateurs n'ont pas faits en 10 ans dans les infrastructures, dans nos infrastructures vertes et dans nos collectivités. C'est cela qui va remettre le pays en mode de croissance.

* * *

• (1440)

[Traduction]

LE TRANSPORT AÉRIEN

Mme Kelly Block (Carlton Trail—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, la première décision du ministre des Transports a consisté à mettre fin au projet d'expansion de l'aéroport des îles de Toronto. Il a unilatéralement mis fin aux consultations en vue de cette expansion, qui aurait permis à l'aéroport d'accueillir des aéronefs qualifiés par le ministre lui-même de meilleurs dans leur catégorie, soit les avions de la C Series de Bombardier.

Pourquoi le ministre laisse-t-il les pressions politiques internes du Parti libéral limiter le développement économique de Toronto et bloquer la création de nouveaux emplois chez Bombardier?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue a raison. J'ai dit que les appareils de la C Series étaient les meilleurs au monde dans leur catégorie. Je suis enchanté qu'Air Canada ait décidé d'en acheter 45 à Bombardier, avec l'option d'en acheter 30 de plus.

Mieux encore, compte tenu de cette décision, il faudra créer un centre où la maintenance de ces appareils sera effectuée au cours des 20 prochaines années. Des emplois seront créés. C'est une bonne nouvelle pour Bombardier. C'est une bonne nouvelle pour l'industrie aérospatiale. La députée devrait en être très heureuse.

Questions orales

[Français]

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, on le sait, les libéraux aiment se gargariser dans la pseudo-transparence. Or on apprend que depuis décembre, un comité secret a été formé pour traiter des avions de chasse et de la stratégie navale.

Pourquoi autant de secrets derrière des portes closes?

Les libéraux ont-ils déjà décidé d'abandonner les travailleuses et les travailleurs canadiens de l'industrie de la construction navale et de faire construire des bateaux à l'étranger?

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à appliquer la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale et à acheter ses navires au Canada de façon ouverte et transparente. Aucune décision n'a encore été prise concernant les exigences des gros remorqueurs, dont le projet est encore à l'étape préliminaire.

[Traduction]

Comme c'est le cas pour tous les achats militaires, nous chercherons à en maximiser les retombées économiques pour le Canada.

* * *

LE PATRIMOINE CANADIEN

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NP): Monsieur le Président, le secteur des arts et de la culture emploie 150 000 Canadiens et représente un apport économique de 8 milliards de dollars au Canada. Les compressions opérées par les conservateurs ont fait du tort à ce secteur et mis en péril de bons emplois. Après avoir promis 150 millions de dollars à Radio-Canada et 25 millions de dollars à Téléfilm Canada et à l'Office national du film, la ministre libérale du Patrimoine canadien n'en finit plus de parler pour ne rien dire.

Les artistes canadiens méritent une réponse franche. Les libéraux ont-ils l'intention, oui ou non, d'honorer les promesses qu'ils ont faites en matière de financement de Radio-Canada et des organismes subventionnaires du cinéma?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, nous allons augmenter le financement de Radio-Canada et nous allons aider le secteur des arts et de la culture au pays.

Pourquoi? Parce que nous croyons en ce secteur et parce que le financement a manqué au cours des 10 dernières années pour les arts et la culture au Canada. Nous avons promis d'accroître le financement et nous allons le faire parce que nous croyons que ce doit être un élément d'une véritable politique de l'innovation au Canada.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NP): Monsieur le Président, voyons, est-ce que les libéraux croyaient à leurs propres promesses, pendant les élections?

Le milieu de la télévision est en pleine mutation. Les nouvelles règles du CRTC, qui vont entrer en vigueur la semaine prochaine, inquiètent les travailleurs. Des milliers d'emplois sont en jeu. La ministre doit agir pour protéger les artisans du milieu culturel.

En campagne, les libéraux se sont engagés à injecter 150 millions de dollars dans Radio-Canada et 25 millions de dollars dans Téléfilm et l'ONF, ainsi qu'à doubler le budget du Conseil des arts.

Est-ce que la ministre va finalement tenir parole?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Le milieu des médias est présentement confronté à des défis sur le plan des technologies, parce que les consommateurs sont appelés à choisir différents contenus, et ce, de façon différente. Voilà pourquoi nous allons non seulement réinvestir dans Radio-Canada/CBC et dans nos différentes institutions culturelles, mais nous allons également lancer des consultations publiques qui vont permettre aux différentes industries, incluant le monde des médias, de savoir comment saisir les opportunités de l'ère numérique.

* * *

● (1445)

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, le général américain chargé de la force opérationnelle aérienne de la coalition contre le groupe État islamique a été étonné d'apprendre dans un reportage diffusé par CNN le retrait des avions de chasse canadiens. Bravo pour la consultation de nos alliés!

Comme le gouvernement a omis d'aviser convenablement nos alliés et que le Parlement ne s'est pas encore prononcé sur la mission sans combat des libéraux, le ministre de la Défense nationale se joindra-t-il à nos alliés et renverra-t-il nos CF-18 au combat?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je puis assurer au député que nous prenons part à la lutte aux côtés de nos partenaires de la coalition. Je lui rappellerai également ce que le secrétaire de la Défense a dit. Le commandant de la coalition, avec qui je me suis entretenu personnellement, a déclaré que le plan s'inscrivait dans une perspective d'avenir. J'ai parlé au commandant de la force terrestre, qui a déjà commandé la 10^e division de montagne et avec qui j'ai servi.

Je puis assurer au député que la coalition voulait notre plan et que c'est exactement ce qu'il fallait, car le combat contre le groupe État islamique ne peut se dérouler qu'au sol.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, personne n'a vraiment parlé de la mission de combat des forces aériennes. Le général Brown a déclaré que nos appareils avaient si bien pilonné l'ennemi que le groupe État islamique avait été incapable de lancer des offensives majeures et qu'il perdait du terrain. Il a aussi dit que le Canada comptait parmi les quelques pays qui avaient la souplesse voulue pour viser des cibles et des zones précises. Il a ajouté que le retour des CF-18 serait accueilli avec joie si l'occasion se présentait et si les dirigeants politiques changeaient d'idée.

Pourquoi le gouvernement libéral décide-t-il de se retirer de la mission de combat contre le groupe État islamique? Il abandonne la lutte.

Questions orales

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, puisque le député a été le secrétaire parlementaire du ministre de la Défense au cours des dernières années — je le félicite d'ailleurs pour son travail —, il devrait comprendre la signification du terme « chaîne de commandement ». Je me suis entretenu avec le commandant de la coalition, le commandant de la force terrestre, ainsi qu'avec le secrétaire de la Défense. Lorsque je discute avec eux, ils s'expriment au nom de tous ceux qui travaillent pour eux, et ils me disent qu'ils aiment notre plan.

Je tiens à rappeler aux députés que la lutte contre le groupe État islamique peut uniquement être menée sur le terrain, et non du haut des airs.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je vais reprendre une troisième fois.

Le général américain Charles Brown, chargé des attaques aériennes des pays de la coalition, se dit très déçu du retrait des CF-18. Je le cite: « C'est un peu triste de les voir partir. Je réalise que les pilotes des CF-18 sont un peu déçus. Je le serais moi aussi, mais ils sont les bienvenus, s'ils veulent revenir. »

C'est le général chargé des attaques aériennes de la coalition qui vous le dit, monsieur le ministre. À quel moment allez-vous permettre à nos CF-18 de retourner se battre?

Le Président: Je rappelle au député d'adresser ses commentaires à la présidence.

[Traduction]

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter les pilotes canadiens pour l'excellent travail qu'ils ont accompli.

Comme je l'ai mentionné, nous avons effectué une analyse très exhaustive de la situation et des mesures que nous souhaitons mettre en oeuvre à l'avenir. Lorsque j'ai discuté avec le commandant de la force terrestre, je lui ai d'abord demandé de quoi il avait besoin. Il m'a répondu: « de renseignement ».

Je serai ravi de rencontrer les porte-parole en matière de défense pour leur expliquer les raisons motivant nos décisions. Cela dit, au bout d'un an, un ennemi agit de façon beaucoup plus intelligente. La seule façon de cibler l'ennemi, c'est de le combattre sur le terrain. C'est pour cette raison que nous avons triplé le nombre de soldats participant à la mission de formation et doublé notre capacité de renseignement.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, pour un soldat des Forces armées canadiennes, la base de l'implication, une fois qu'il a reçu la formation requise, c'est de participer au combat. C'est important pour les soldats de savoir s'ils vont participer à des opérations de combat sur le terrain.

Les États-Unis ont déclaré qu'ils étaient en guerre contre le groupe État islamique et la France a fait de même. La question est fondamentale pour nos militaires.

Le ministre peut-il nous dire si le Canada est en guerre contre le groupe État islamique, oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je ne comprends pas tout à fait la question du député. C'est très simple. S'il veut dire que nous devons

définir les paramètres de la lutte contre le groupe État islamique et vaincre ce groupe, la réponse est oui, nous avons pris un engagement à cet égard. Nous l'avons déjà fait par le passé. Nous évaluerons la situation. C'est ce qu'il faut faire sur le terrain à l'heure actuelle.

* * *

● (1450)

L'ASSURANCE-EMPLOI

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, le ralentissement économique frappe durement les travailleurs de l'Alberta. Même s'ils ont perdu leur emploi pour des raisons indépendantes de leur volonté, les Albertains licenciés sont désavantagés par rapport aux autres Canadiens. Ils doivent travailler plus longtemps pour avoir droit à des prestations d'assurance-emploi et ils en reçoivent moins. La première ministre Notley de l'Alberta et le maire Iveson d'Edmonton demandent au gouvernement libéral de se pencher sur la question de l'assurance-emploi. Les Albertains sont reconnaissants pour le paiement de stabilisation, mais ils sont également en droit de s'attendre à un juste accès aux programmes destinés aux travailleurs.

Le gouvernement va-t-il agir maintenant, aujourd'hui, pour aider les familles de l'Alberta?

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes conscients de la gravité de la situation des travailleurs en Alberta, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Saskatchewan et dans différentes régions du pays. Nous travaillons fort à une réforme du programme d'assurance-emploi, qui a été négligé et qui, à vrai dire, ne rend service à aucun Canadien.

Plus particulièrement, nous voulons que les Albertains et ceux qui sont durement touchés par la crise des produits de base soient traités équitablement et honorablement le plus vite possible et c'est ce à quoi nous nous employons en ce moment.

[Français]

Mme Karine Trudel (Jonquière, NPD): Monsieur le Président, ma région aussi a besoin d'aide. Des travailleurs d'un concessionnaire automobile peinent à joindre les deux bouts après trois ans de lockout, et des travailleurs saisonniers ne savent même plus comment faire pour survivre entre deux saisons.

Les libéraux ont dénoncé haut et fort la réforme de l'assurance-emploi lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, nous avons droit à une valse de réponses creuses.

La ministre s'engage-t-elle à ne plus puiser dans la caisse d'assurance-emploi et à enfin aider nos travailleurs dans le besoin maintenant?

[Traduction]

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, nous voulons entendre les Canadiens sur la meilleure façon d'aborder les changements à l'assurance-emploi. Nous parcourons en ce moment le pays d'un océan à l'autre et nous entendons le comité de la Chambre des communes, les femmes, les Autochtones et les travailleurs canadiens pour trouver une solution qui réponde aux besoins des travailleurs canadiens.

*Questions orales***LA SANTÉ**

M. John Oliver (Oakville, Lib.): Monsieur le Président, tous les Canadiens se fient à leur système de santé pour obtenir des soins universels, complets et de grande qualité, et ce, grâce à la collaboration entre les administrations fédérale, provinciales et territoriales.

Le dernier accord sur la santé, qui a été négocié en 2004, a pris fin. De nombreuses priorités communes demeurent, notamment les soins à domicile, l'innovation en santé, l'accès aux médicaments d'ordonnance et la santé mentale.

La ministre de la Santé peut-elle garantir à la Chambre qu'un nouvel accord sur la santé sera négocié avec les provinces et les territoires?

[Français]

L'hon. Jane Philpott (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de son excellente question.

Nous sommes d'accord pour dire que le système de santé a besoin d'être modernisé. À cet égard, j'ai déjà rencontré mes collègues des provinces et des territoires pour mettre en place un nouvel accord qui permettra d'aborder certaines priorités communes, comme l'accès aux soins à domicile et les soins en santé mentale, afin de mieux répondre aux besoins des Canadiennes et des Canadiens. Je tiendrai mes collègues au courant des développements dans les semaines à venir.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, l'occupation illégale de l'Ukraine par la Russie est une mesure à long terme de Vladimir Poutine. Ce dernier tente de convaincre le monde entier que la crise en Ukraine est terminée, mais comme Andriy Parubiy, premier vice-président du Parlement de l'Ukraine, l'a rappelé aux députés ici même hier, des soldats et des civils ukrainiens meurent encore chaque jour.

Les sanctions maintiennent la pression sur les dirigeants russes.

Pourquoi les libéraux veulent-ils à tout prix normaliser les relations avec M. Poutine?

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le Canada appuie fermement l'Ukraine. Nous l'avons toujours fait et le ferons toujours. Nous continuerons d'offrir notre soutien indéfectible au peuple ukrainien. C'est une question qui va bien au-delà de la partisanerie pour nous tous.

Amorcer le dialogue avec la Russie ne veut pas dire être d'accord avec elle. Nous parlerons clairement, directement, sans mettre de gants blancs, et nous avons déjà condamné explicitement l'annexion illégale de la Crimée par la Russie.

Comme l'a dit le gouvernement de l'Ukraine le mois dernier: « [Nous] estimons que le Canada exercera des pressions fermes et vigoureuses sur la Russie. »

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, je rappelle à la députée que 10 000 Ukrainiens ont été tués et que 1,5 million d'Ukrainiens sont encore déplacés. Alors que l'offensive militaire et l'occupation illégale du territoire se poursuivent, Poutine tente maintenant de déstabiliser l'Ukraine sur le plan politique au moyen de candidats agissant pour son compte aux élections locales.

L'Ukraine demande au Canada de maintenir les sanctions. Le ministre sait-il à quel point l'Ukraine se préoccupe de l'appui du Canada? L'engagement du gouvernement à l'égard de l'Ukraine est-il en train de s'estomper discrètement?

● (1455)

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, l'ingérence des Russes et leur invasion du territoire ukrainien sont tout à fait inacceptables. La question est maintenant de trouver le moyen le plus efficace de le leur faire savoir.

Le Canada est toujours désireux de miser sur un engagement constructif avec divers pays. Un engagement n'a rien à voir avec une entente. Il s'agit plutôt d'exiger que les pays rendent des comptes.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, Amnistie internationale a publié aujourd'hui un rapport qui met en lumière la situation désastreuse sur le plan des droits de la personne dans laquelle se trouvent les Tatars musulmans dans la Crimée sous occupation russe.

Les disparitions forcées, l'enlèvement, la torture et l'assassinat de militants ainsi que le vandalisme culturel amènent bien des gens à se demander si la déportation de masse de 1944 se répétera.

Nous entendons parler d'engagement, de dialogue et de réinstallation, mais la situation en Russie et dans les territoires sous occupation russe se détériore. Pourquoi le gouvernement s'acquitte-t-il avec le régime de Poutine?

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous accueillons favorablement le rapport d'Amnistie internationale, qui fait état des améliorations notables réalisées par le gouvernement dans le domaine des droits de la personne.

Cet organisme fait l'éloge du leadership dont nous faisons preuve pour accueillir 25 000 réfugiés et salue notre engagement à lancer une enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées, ce que l'ancien gouvernement refusait de faire. Nous avons également abandonné le processus arbitraire du précédent gouvernement en nous engageant à demander la clémence pour tous les Canadiens qui risquent la peine capitale.

Il n'est pas étonnant qu'Amnistie internationale félicite le gouvernement.

M. Michael Cooper (St. Albert—Edmonton, PCC): Monsieur le Président, le mois dernier, j'ai pressé le premier ministre de se porter à la défense de familles canadiennes qui attendent depuis trop longtemps de ramener à la maison les enfants qu'ils ont adoptés en République démocratique du Congo, en appelant le président Kabila pour lui demander de délivrer 16 visas de sortie.

Aucun appel téléphonique n'a été fait et aucun progrès non plus. Pourtant, la semaine dernière, la République démocratique du Congo a délivré des visas de sortie pour des enfants adoptés par des Américains et des Européens.

Ma question pour le premier ministre est la suivante: allez-vous enfin téléphoner au président Kabila?

M. Omar Alghabra (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires), Lib.): Monsieur le Président, ce dossier préoccupe le gouvernement. Nous sommes au courant que des visas ont été délivrés à des enfants adoptés par des Américains.

Nous avons l'intention de nous entretenir avec le ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo. Le ministre canadien a discuté avec lui par le passé. Nous allons poursuivre nos efforts dans ce dossier, qui touche de nombreux Canadiens souhaitant avoir leur enfant adopté avec eux à la maison, et nous allons nous assurer de le régler très rapidement.

Le Président: Je rappelle encore une fois aux députés qu'ils doivent adresser leurs questions à la présidence. Je ne veux pas entendre le mot « vous » à la Chambre à moins que vous ne vous adressiez à moi.

La députée de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill a la parole.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Georgina Jolibois (Desnethé—Missinippi—Churchill River, NPD): Monsieur le Président, Wollaston Lake, une collectivité de 1 800 habitants située dans le Nord de la Saskatchewan, commence à manquer de carburant et de denrées alimentaires. En raison du temps doux, la route de glace qui traverse le lac Wollaston n'est pas sécuritaire, alors il n'y a aucune façon d'y acheminer des marchandises. Le chef et le conseil de la Première Nation de Hatchet Lake signalent qu'il leur faudra peut-être fermer leur école et leur centre de santé en raison de la pénurie.

Que fera le gouvernement pour aider les écoliers, les personnes malades, les aînés et le reste de la collectivité à obtenir les marchandises dont ils ont désespérément besoin?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa vigilance constante dans ces dossiers.

Le gouvernement du Canada reconnaît à quel point les routes d'hiver sont importantes, ainsi que le fait de pouvoir acheminer des marchandises vers les collectivités éloignées. Nous savons qu'un réseau fiable est essentiel. En raison des changements climatiques et de la courte saison actuelle, nous éprouvons des difficultés puisque l'accès à certaines collectivités est totalement coupé. Nous surveillons de près la situation et travaillerons de concert avec les collectivités pour déterminer de quelle façon leur acheminer le plus rapidement possible les approvisionnements essentiels.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, les Manitobains du Nord et les habitants du Nord de la Saskatchewan ont besoin que le gouvernement fédéral agisse maintenant. En raison d'un hiver anormalement doux attribuable aux changements climatiques, les routes de glace vers les collectivités éloignées dans le Nord du Manitoba ont été ouvertes tard dans la saison et certaines ne sont pas ouvertes du tout. Il est de plus en plus difficile pour les collectivités d'obtenir les approvisionnements essentiels dont elles ont besoin, notamment des matériaux de construction de maisons, des denrées alimentaires et du carburant. Au Manitoba, le premier ministre a fait campagne en promettant d'appuyer la route du côté est, qui constituerait une solution à long terme.

Le premier ministre tiendra-t-il sa promesse et collaborera-t-il avec les Premières Nations isolées afin de répondre à leurs besoins cet hiver?

• (1500)

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Affaires autochtones et du Nord, Lib.): Monsieur le Président, la question de la députée montre à quel point le problème est généralisé, que ce soit en Saskatchewan, au Manitoba ou dans le Nord de l'Ontario. La courte

saison, qui est attribuable à l'hiver doux, est catastrophique pour les collectivités, parce qu'elles ne peuvent pas y faire acheminer les approvisionnements essentiels dont elles ont besoin. Nous allons collaborer avec elles pour résoudre le problème, mais nous sommes conscients qu'il faudra mettre en place des solutions à long terme.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, hier, le ministre de l'Immigration a informé les Canadiens que moins de la moitié des réfugiés syriens avaient un logement. En décembre, il a indiqué à la Chambre qu'il faudrait se tourner vers le secteur privé pour trouver des solutions, puisque les libéraux avaient promis d'accueillir un certain nombre de réfugiés, mais sans planifier en conséquence. Chez les conservateurs, nous voyons les réfugiés comme des personnes plutôt que des numéros ou des prétextes à des séances de photos.

Quand le ministre admettra-t-il que les libéraux n'avaient pas de plan en décembre et n'en ont toujours pas? Quand commencera-t-il à traiter les réfugiés comme des personnes plutôt que des numéros?

L'hon. John McCallum (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, le député devrait vérifier ses sources. J'ai déclaré hier que plus de la moitié des réfugiés avaient maintenant un logement permanent, et non moins de la moitié. Il devrait vérifier ses sources.

Il est plutôt incroyable d'entendre les conservateurs affirmer que les libéraux ne traitent pas les réfugiés comme des personnes. Rappelons que mon titre, celui de ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, démontre toute l'importance que le premier ministre attache à la question. Rappelons aussi que nous sommes résolu à accueillir, d'ici la fin du mois, 25 000 personnes, 25 000 réfugiés, qui viendront vivre et s'épanouir au Canada...

Le Président: Le député de Richmond—Arthabaska a la parole.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je tiens à mentionner que je fais totalement confiance aux différents organismes de sécurité en charge de l'analyse des dossiers syriens.

D'ailleurs, on m'explique que lors des vérifications de sécurité, s'il y a un moindre doute pour la sécurité canadienne, le dossier est retiré immédiatement. Cependant, à ce jour, personne n'est en mesure de dire combien de dossiers ont été refusés pour des motifs de sécurité nationale.

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile peut-il nous dire quel est le nombre de demandes refusées? Est-ce 1, 5, 10, 200 ou plus encore?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, le système mis en place pour protéger la sécurité du pays dans le cadre du projet d'accueil des réfugiés syriens a été conçu par le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, avec les conseils d'experts de l'Agence des services frontaliers, de la GRC et du Service canadien du renseignement de sécurité. Ils s'acquittent admirablement de leur tâche. À la fin du projet, lorsque nous aurons toutes les données à notre disposition, nous serons heureux de communiquer ces détails à la Chambre.

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, nous savons tous que la sécurité des Canadiens doit être la priorité du gouvernement. Nous savons tous, également, que les libéraux exposent les Canadiens à des risques en accélérant l'accueil de réfugiés au pays pour remplir leur promesse électorale.

J'ai une question simple pour le ministre. Du nombre total de réfugiés acceptés, quel pourcentage ont fait l'objet d'une vérification de sécurité supplémentaire?

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, le système que nous avons mis en place a été conçu en faisant appel à la meilleure expertise au Canada, et je suis heureux de pouvoir dire que le commissaire de la GRC, le directeur du SCRS et la présidente de l'ASFC ont tous déclaré, de leur propre gré, qu'ils estiment que le système est rigoureux et satisfaisant et qu'il remplit l'objectif canadien, c'est-à-dire mener à bien ce projet humanitaire de manière adéquate et sécuritaire. C'est bel et bien le cas.

* * *

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, j'ai 23 ans d'expérience au sein du Service régional de Codioc de la GRC et j'ai toujours été fière de travailler avec mes collègues dans une atmosphère respectueuse. Tous les employés de la GRC méritent de travailler dans un milieu sain et libre de harcèlement.

Que fait le ministre pour assurer un milieu de travail respectueux, sain et libre de harcèlement pour les policiers ainsi que pour les membres civils?

• (1505)

[Traduction]

L'hon. Ralph Goodale (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, notre plateforme électorale énonce le mandat clair de veiller à ce que la GRC soit bel et bien un lieu de travail sain. Le harcèlement sexuel n'est jamais acceptable.

Le 4 février, j'ai demandé à la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC d'entreprendre un examen complet des politiques et des procédures de la GRC afin d'évaluer la mise en oeuvre des recommandations contre le harcèlement qui ont été formulées par cette même commission en 2013.

Les cas de harcèlement doivent donner lieu à une enquête complète et transparente, à des mesures disciplinaires strictes, à de l'aide aux victimes et à la prise de mesures pour assurer un environnement sûr et respectueux à l'avenir.

LE TRAVAIL

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, il fut vraiment honteux d'apprendre, plus tôt cette semaine, que la ministre de l'Emploi ne croit pas que les projets de loi d'initiative parlementaire sont des mesures législatives importantes. Au cours de la dernière législature, de nombreux projets de loi d'initiative parlementaire sur des sujets importants ont été présentés par des députés des deux côtés de la Chambre.

De ce côté-ci de la Chambre, je suis fier de dire que nous encourageons nos députés à saisir la Chambre des questions importantes dont leur font part leurs concitoyens et à présenter des projets de loi d'initiative parlementaire sur des enjeux importants pour tous les Canadiens.

La ministre de l'Emploi muselle les syndiqués en les privant de leur droit démocratique à un scrutin secret. Pourquoi le gouvernement libéral muselle-t-il ses propres députés en discréditant les projets de loi d'initiative parlementaire?

L'hon. MaryAnn Mihychuk (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail, Lib.): Monsieur le Président, nous tenons à préciser que le projet de loi C-4 vise à rétablir un juste équilibre. Chaque unité de négociation collective peut choisir le système qu'elle utilisera, que ce soit le système de vérification des cartes ou le système de vote. Le projet de loi C-4 a comme objectif de rétablir le juste équilibre qui avait été rompu par les députés d'en face.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, il y a six mois, une électrice de ma circonscription, Alison Azer, a vécu l'un des pires cauchemars qu'un parent puisse vivre. Ses quatre enfants ont été enlevés par son ex-mari. Alison pense qu'ils sont maintenant au Kurdistan, dans le Nord de l'Irak. Aujourd'hui, elle est ici à Ottawa et exhorte le gouvernement à faire tout son possible pour que ses enfants rentrent à la maison sains et saufs.

Le ministre peut-il dire à la Chambre et à Alison quelles mesures le gouvernement va prendre pour assurer le retour en toute sécurité de ses enfants?

M. Omar Alghabra (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son travail sans relâche dans cet important dossier.

Le gouvernement maintient son engagement et se soucie grandement de la sécurité et du bien-être des enfants de Mme Azer. Nous communiquons régulièrement avec elle. En fait, je l'ai rencontrée hier et je lui ai parlé aujourd'hui, avant la période des questions. J'assure à la Chambre que nos fonctionnaires travaillent en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales au pays et à l'étranger, y compris les organismes d'application de la loi.

Je veux prendre un instant pour souligner la force et la détermination de Mme Azer. Je lui assure et j'assure à la Chambre que nous sommes déterminés à faire en sorte que ses enfants retournent à la maison en toute sécurité.

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, à St. Catharines se trouvent les jetées du port Dalhousie. Ces jetées marquaient la fin du canal Welland, et il fut une époque où l'existence même de St. Catharines en dépendait. Or, pendant que les conservateurs étaient au pouvoir, cet important attrait touristique a dû fermer pour des raisons de sécurité.

Le ministre des Pêches et des Océans pourrait-il expliquer à la Chambre où en sont l'examen des jetées du port Dalhousie et les efforts que mène son ministère, en collaboration avec la Ville de St. Catharines, pour les revitaliser et assurer leur avenir pour les générations à venir?

L'hon. Hunter Tootoo (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je peux assurer au député et aux habitants de sa circonscription que mon ministère est conscient de l'importance que revêtent ces jetées pour la région et qu'elles constituent une destination touristique de choix.

L'accès aux jetées a été interdit pour des raisons de sécurité publique. Nous venons tout juste de recevoir les rapports de suivi des ingénieurs; nous pourrions donc, en collaboration avec la Ville, évaluer les options à court et à long terme qui s'offrent à nous.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Andrew Scheer (leader à la Chambre de l'Opposition officielle, PCC): Monsieur le Président, hier, la présidente libérale du comité du patrimoine était consternée à l'idée que personne ne réglementait le contenu d'Internet. À l'heure où on se parle, il se passe des millions de choses sur Internet — il suffit de penser aux courriels, à Google ou aux gazouillis qu'envoient les jeunes. La députée est inquiète, car « n'importe qui peut afficher n'importe quoi sur Internet ». Quand Al Gore a inventé Internet, il s'y est pris de manière à protéger la liberté d'expression.

Nous savons que le premier ministre voue une admiration sans borne aux dictatures comme la Chine. Le gouvernement va-t-il s'inspirer du livre rouge originel et commencer lui aussi à réprimer la liberté d'expression?

• (1510)

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons l'importance des changements technologiques et de la culture qui s'y rapporte. Voilà pourquoi le gouvernement s'est engagé à étudier sérieusement s'il y a lieu de...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'invite les députés à se calmer. Nous voulons entendre la réponse à la question. Je suis convaincu que les députés sont impatients de l'entendre.

La ministre du Patrimoine canadien a la parole. À l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. Mélanie Joly: Il n'y a certainement pas atteinte à la liberté d'expression ici, monsieur le Président.

Nous lancerons des consultations publiques au sujet du virage numérique afin non seulement de déterminer si c'est opportun, mais aussi de vraiment comprendre l'éventuel impact d'Internet sur les utilisateurs et les créateurs en général.

Affaires courantes

[Français]

AIR CANADA

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, « c'est tellement de valeur qu'on est en train de devoir manifester pour demander à un gouvernement de loi et d'ordre de respecter la loi. C'est ridicule. On est en train de perdre le genre de *jobs*, justement, dont on a besoin dans ce pays. » Ce sont exactement les mots prononcés par l'actuel premier ministre en 2012, alors qu'il était aux côtés des travailleurs d'Aveos. Je n'aurais pu dire mieux. La loi est claire et elle garantit des *jobs* au Québec, chez nous, au Canada. Les deux jugements contre Air Canada sont clairs et il est tout aussi clair qu'Air Canada ne respecte ni l'un ni l'autre.

Est-ce que le premier ministre est en mesure de s'engager à faire respecter la loi et l'ordre au Canada?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je suis bien sûr très content d'apprendre qu'Air Canada va investir dans la C Series de Bombardier. C'est une bonne nouvelle. Il va aussi soutenir l'implantation d'un centre d'excellence pour les 20 prochaines années. Cela aussi, c'est une bonne nouvelle. Je dois dire que, quand j'ai répondu à la question de la députée de Carlton Trail—Eagle Creek, j'ai entendu le député de Beauce dire que personne ne veut acheter de C Series. J'aimerais qu'il s'explique.

[Traduction]

M. Andrew Scheer: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Hier, la Chambre a refusé de donner son consentement au dépôt de *La revue financière* de novembre qui indique que les conservateurs ont laissé un excédent aux libéraux. Bien évidemment, *La revue financière* de décembre fait état d'un excédent bien supérieur encore à celui de novembre. Je demande le consentement unanime pour déposer le document du mois de décembre.

Le Président: Cela commençait à relever du débat, mais le député a fini par demander le consentement unanime pour déposer le document du mois de décembre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

AFFAIRES COURANTES

• (1515)

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Pam Goldsmith-Jones (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, au nom du ministre des Affaires étrangères et en vertu des dispositions du paragraphe 32(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les traités suivants: l'Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement la République de Trinité-et-Tobago, fait à Port of Spain le 29 juin 2015; et l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers entre le Canada et la République de Guinée, fait à Conakry le 27 mai 2015. Une note explicative accompagne chaque traité.

*Affaires courantes***LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

M. Ahmed Hussien (York-Sud—Weston, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-227, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales).

— Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'intervenir aujourd'hui pour présenter mon premier projet de loi d'initiative parlementaire, avec l'appui du député de Scarborough—Rouge Park. Ce projet de loi porte sur les ententes sur les retombées locales et les dépenses fédérales en matière d'infrastructures.

Les ententes sur les retombées locales représentent une nouvelle approche sur le plan du développement et de la croissance dans les quartiers partout au Canada. Elles aident à créer de la richesse, des emplois de qualité, des activités de formation, de la croissance responsable et un milieu plus sain à l'échelle locale. Ces ententes donnent aux collectivités les moyens nécessaires pour mettre à profit le développement. Elles visent à assurer la participation équitable et élargie de la population locale au processus de développement, permettant ainsi à tout un chacun de bénéficier des efforts en la matière.

Ma circonscription, York-Sud—Weston, englobe une section du projet de train léger sur rail Eglinton Crosstown, un projet qui constitue un excellent exemple d'une collectivité qui bénéficierait du fait que les ententes sur les retombées locales soient un élément des dépenses fédérales en matière d'infrastructures.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1520)

LA LOI SUR LES PÊCHES

M. Fin Donnelly (Port Moody—Coquitlam, NPD) demande à présenter le projet de loi C-228, Loi modifiant la Loi sur les pêches (aquaculture en parc clos).

— Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour présenter un projet de loi avec l'appui de mon bon ami, le député de Skeena—Bulkley Valley. Le projet de loi vise à renforcer la Loi sur les pêches en obligeant les exploitations piscicoles de la Colombie-Britannique à délaissier les cages en filet, qui sont néfastes, au profit de parcs clos, qui sont sûrs. Mon projet de loi obligerait le ministre des Pêches et des Océans à établir, à déposer et à mettre en oeuvre un plan visant à appuyer la transition vers l'utilisation de parcs clos et prévoyant des mesures de protection pour les travailleurs qui oeuvrent actuellement dans ce secteur.

Les données scientifiques sont claires: le saumon sauvage de la Colombie-Britannique est une espèce vulnérable. La transition vers les parcs clos aidera à protéger le saumon sauvage contre le pou du poisson, les polluants et d'autres substances nocives qui proviennent des piscicultures en cage. Le Canada peut être un chef de file en matière d'aquaculture en parcs clos.

Cette mesure législative importante constitue une étape dans le processus visant à faire en sorte que le saumon sauvage canadien demeure sain pour les générations à venir. J'espère que tous les députés l'appuieront.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

LOI SUR LES PEINES DE PRISON À VIE PURGÉES EN ENTIER

M. Ron Liepert (Calgary Signal Hill, PCC) demande à présenter le projet de loi C-229, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois (emprisonnement à perpétuité).

— Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de présenter ce projet de loi, qui donnera aux juges et aux jurys la possibilité d'imposer aux auteurs de crimes odieux des peines d'emprisonnement qui feront en sorte que ceux-ci ne puissent jamais retrouver leur liberté.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LE CODE CRIMINEL

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC) demande à présenter le projet de loi C-230, Loi modifiant le Code criminel (arme à feu — définition de variante).

— Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer cette importante mesure législative à la Chambre à l'étape de la première lecture.

Le mot « variante » revient 99 fois dans le règlement pris en application de la Loi sur les armes à feu qui permet de classer les armes à feu. Or, ce terme n'est défini nulle part dans la législation. Le flou qui en résulte a donné lieu, au fil des ans, à un certain nombre de règles de classification incohérentes et ambiguës qui varient en fonction des divers sens donnés au mot « variante ».

Le projet de loi que je présente définit le mot « variante » afin que le système de classification des armes à feu soit très clair, cohérent et juste. Ce projet de loi ne prête pas à controverse.

Je suis impatient d'étudier ce projet de loi important avec tous les députés, y compris les ministériels.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Français]

LOI SUR LA LUTTE AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD) demande à présenter le projet de loi C-231, Loi instituant la Journée nationale de sensibilisation au gaspillage alimentaire et prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale visant à réduire le gaspillage alimentaire au Canada.

— Monsieur le Président, je suis vraiment fière de déposer ce projet de loi aujourd'hui, avec l'appui de mon collègue et ami de Victoria. C'est un projet de loi vraiment important. Je ne sais pas si on est au courant, mais on gaspille beaucoup de nourriture au Canada et on est un pays vraiment riche. Un rapport publié en 2014 rapportait qu'on gaspillait à peu près 31 milliards de dollars en nourriture au Canada seulement. Dans un contexte où l'insécurité alimentaire est grandissante, et compte tenu du fait que le prix des aliments augmente, il est vraiment important que le Canada assume un rôle de leadership dans ce dossier.

Ce projet de loi demande l'élaboration d'une stratégie nationale, que le ministre de l'Agriculture et l'Agroalimentaire travaille avec ses homologues provinciaux et territoriaux, et qu'on désigne le 16 octobre, la journée nationale de sensibilisation au gaspillage alimentaire.

J'espère obtenir l'appui de tous mes collègues à la Chambre, et qu'on travaillera pour faire en sorte d'obtenir des gains et d'éliminer le gaspillage alimentaire au Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

• (1525)

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, le premier ministre de la Saskatchewan a tenu des propos irrévérencieux envers le Québec. Certains ont qualifié cela de « *Quebec bashing* ». C'est pourquoi je demande le consentement de la Chambre pour déposer la motion suivante: que la Chambre des communes déplore les propos irrespectueux envers le Québec qu'a tenus le premier ministre de la Saskatchewan.

Le Président: L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour déposer cette motion?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par une cinquantaine d'électeurs de ma circonscription, qui réclament que la Chambre des communes entreprenne des consultations publiques pour modifier la Loi électorale du Canada afin de procéder à une réforme électorale.

LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole à la Chambre pour présenter trois pétitions.

La première porte sur une forme extrême d'intimidation, et je pense qu'il est probablement approprié de la présenter aujourd'hui, à l'occasion de la Journée du chandail rose, qui vise à lutter contre l'intimidation.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre de contribuer à mettre fin à la torture. Ils demandent au Canada de ratifier le protocole facultatif de la Convention contre la torture, qui a déjà été ratifié par de nombreux pays, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Norvège et le Danemark. Le Canada, lui, ne l'a pas encore ratifié.

LE RÉGIME D'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente est signée par des électeurs de ma propre circonscription. Ils demandent au Parlement de mettre en place un régime d'assurance-médicaments, de faire baisser le coût des médicaments en achetant ceux-ci en grandes quantités et d'exiger des recherches fondées les faits pour s'assurer que les médicaments sont efficaces.

LES ALIMENTS GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, la troisième pétition est aussi signée par des électeurs de ma circonscription, ainsi que par des gens de la région d'Edmonton.

Les pétitionnaires réclament l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés.

Initiatives ministérielles

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les motions portant production de documents soient reportées.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA CONTRIBUTION CANADIENNE AUX EFFORTS DE COMBAT CONTRE L'EIIL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 23 février, de la motion et de l'amendement.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, c'est toujours un grand honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre au nom des gens de Timmins—Baie James. Cet honneur, je ne le prends jamais à la légère, pas plus que la tâche que mes concitoyens m'ont confiée. J'affirme qu'il n'y a rien de plus important pour les parlementaires que les décisions qu'ils doivent prendre quand il s'agit d'envoyer les militaires canadiens dans une zone de combat à l'étranger.

J'ai participé à de nombreux débats et vu bien des motions de cette nature depuis que je suis ici. J'ai été fréquemment témoin de manifestations de chauvinisme, d'élan d'enthousiasme et d'allégations à l'emporte-pièce qui, si nous y repensons, ne tenaient pas la route. Quand nous tenons ce genre de débat, nous devons penser à ce que nous sommes appelés à faire.

Ce qui me préoccupe dans ce cas-ci, c'est que nous nous trouvons encore une fois devant une politique d'improvisation au sujet de la région la plus explosive du monde. Cet état de choses, qui découle malheureusement de l'absence de mesures proactives et d'orientation claire depuis une dizaine d'années, a exposé les militaires canadiens au danger et aggravé la déstabilisation d'une région déjà en crise.

Personne ne met en doute la monstrosité du groupe État islamique. Il n'est pas nécessaire de comparer les récits de tortures sadiques perpétrées par ce groupe épouvantable. Ce qu'il faut faire, c'est déterminer ce qu'un pays ayant une fière tradition militaire, de même qu'un fier héritage d'édification de nations, peut faire dans ce conflit.

Initiatives ministérielles

Ce qui me dérange vraiment à propos de l'actuel gouvernement libéral, c'est qu'il ne dit pas la vérité aux Canadiens. Les libéraux parlent de retirer les avions, mais voilà que le ministre a dit aujourd'hui à la Chambre que le combat allait se gagner sur le terrain et que les cibles allaient se trouver sur le terrain, ce qui correspond à un élargissement de la mission de combat. Si c'est de cela qu'il s'agit, il faut le dire. C'est le début de l'honnêteté envers le peuple canadien. Une fois le type de mission déterminé, on peut se mettre à parler des paramètres de celle-ci et de ses objectifs. Cependant, demeurer dans un flou total et déformer la réalité des tâches que nos soldats vont accomplir sur le terrain ne rend pas service à la Chambre et entraînera des conséquences à long terme.

Je me rappelle en 2006 lorsque nous avons tenu les premiers débats sur la mission à Kandahar. Le gouvernement de Paul Martin à l'époque subissait des pressions de la part des États-Unis à la suite de la sage décision de ne pas participer à la mission Tempête du désert, qui avait l'appui général du caucus conservateur, de l'Alliance canadienne, et était justifiée par l'idée saugrenue que nous devions participer à cette guerre illégale en Irak pour sauver la civilisation.

Nous félicitons le gouvernement précédent de ne pas avoir accepté d'y participer. C'était une invasion aberrante. Elle est à l'origine d'une grande partie de l'instabilité et de l'hécatombe qui ont suivi et a ouvert la voie à des groupes comme le groupe État islamique que nous voyons aujourd'hui. Pour avoir offensé le gouvernement Bush à l'époque, le gouvernement libéral précédent a subi des pressions pour montrer que nous pouvions être de bons alliés. C'était l'idée, et nous avons saisi que, pour jouer dans la cour des grands, nous devons fournir notre part d'efforts. Nous avons donc voté à la Chambre pour envoyer nos soldats à Kandahar sans savoir au juste ce qui les attendait là-bas. Nos soldats se sont retrouvés dans les zones les plus dangereuses de cette poudrière.

À la Chambre, nous avons dit sur tous les tons que c'était pour bâtir le pays, mais nous ne savions même pas ce qui se passait là-bas. Nous n'avions pas de vision pour l'avenir. Le Nouveau Parti démocratique, à l'époque, a demandé quels étaient les objectifs qui permettraient de conclure à la réussite de la mission. Nous avons posé une autre question importante: Qui sont nos alliés sur le terrain? Nous avons demandé où étaient nos alliés, car nous sommes allés seuls à Kandahar. Je me souviens même d'avoir entendu à l'époque: « Nous voulons avoir des soldats sur le terrain. » On a traité le NPD de Neville Chamberlain du XXI^e siècle. Or, le Parlement aurait dû demander où étaient nos alliés à Kandahar.

Aujourd'hui, le major-général David Fraser, qui a mené les troupes de l'alliance lors de la mission en 2006, a dit que l'Occident avait fait une grave erreur en combattant les talibans.

● (1530)

Ses déclarations m'ont beaucoup étonné. Il a dit que nous n'avions pas tiré de leçons de la stratégie malavisée qui avait été adoptée en Irak. Il s'agit du général à qui le Canada avait confié la tâche d'aller là-bas. Je ne veux dénigrer d'aucune façon nos efforts pour lutter contre un régime brutal et terrible, ni l'excellent travail qu'ont accompli les militaires canadiens dans des conditions vraiment difficiles et dont nous sommes tous très fiers.

Toutefois, le Parlement a manqué à ses engagements envers ces soldats; nous n'avions pas clairement compris les objectifs puisque le major-général nous dit aujourd'hui que nous n'avons pas fait ce que nous devions faire et qu'il y a maintenant davantage d'instabilité.

Revenons maintenant à la Libye et au vote que nous avons tenu à la Chambre sur la mission de bombardement dans ce pays. À l'époque, nous l'avons appuyée. Nous voulions parler d'une seule et

même voix, car nous étions profondément préoccupés par ce qui se passait sur le terrain en Libye, par les tueries et les atrocités potentiellement commises par le régime de Kadhafi. Les Occidentaux ne savaient pas vraiment ce qui se passait sur le terrain là-bas; nous nous sommes donc dit: « Eh bien, nous allons les bombarder et, ensuite, il n'y aura plus de problème. »

Nous nous sommes ensuite désintéressés de la situation. La mission était terminée. Mission accomplie. Or, en ce moment, la situation est complètement instable en Libye, et ce pays est situé très près de la zone méridionale de nos alliés européens. Nous avons échoué lamentablement.

Nous ne pouvons pas aller bombarder un autre pays sans planifier ce que nous allons faire sur le terrain. Que se passera-t-il à long terme? Voilà pourquoi, à l'instar de mes collègues libéraux, je plaide pour la vision incroyable adoptée au XX^e siècle par Mike Pearson, qui voulait que le Canada joue un rôle et soit un bâtisseur de nation. Il n'était pas question de nous contenter d'être le petit frère qui ne fait que suivre les autres. Le Canada s'est acquis une réputation unique à l'époque.

Malheureusement, je pense que nous avons failli à la tâche dans cette mission. C'est un peu comme si nous étions atteints du trouble déficitaire de l'attention pour ce qui est des affaires internationales. Un problème est à l'ordre du jour pendant un certain temps, puis nous croyons l'avoir résolu: nous allons les bombarder, leur envoyer nos avions, et après, nous passerons à autre chose.

Nous avons complètement déstabilisé la Libye. Puis, lorsque le groupe État islamique a attaqué Mossoul et que les horribles massacres ont commencé, nous sommes allés voir ce qui se passait là-bas. Des députés de chacun des partis se sont rendus dans le Nord de l'Irak pour savoir quel rôle le Canada devait y jouer. À l'époque, les alliés qui se trouvaient au sol en Irak disaient ne pas avoir besoin du Canada pour effectuer des frappes aériennes. Ils avaient besoin de l'aide du Canada pour atténuer la crise humanitaire qui faisait rage. Voilà ce qu'ils nous demandaient.

Nous sommes partis et nous avons entrepris notre mission de bombardement en Irak, encore une fois sans savoir clairement qui étaient nos alliés sur le terrain. Puis, nous avons étendu nos frappes à la Syrie, où nous savons encore moins ce qui se passe.

Le premier ministre actuel a dit que nous allions retirer les avions. Je pense que c'était une sage décision. Maintenant, nous sommes en train de donner plus d'ampleur à la mission en Irak.

Au cours de la dernière législature, lorsque nous débattions de ce sujet, j'ai demandé à mes collègues du gouvernement conservateur de l'époque quel plan ils suivaient. La question était simple: quel est le plan? Quels sont nos objectifs? Qui sont nos alliés sur le terrain? Ils m'ont crié après et m'ont répondu qu'ils allaient tuer les méchants. Ce n'est pas une politique étrangère. Ce ne sont pas les méchants qui manquent là-bas. Mais la question que je posais était: « Qui sont les bons? »

Prenons nos alliés, par exemple l'Arabie saoudite. Voilà l'un de nos alliés. L'Arabie saoudite, qui déstabilise la région en étant à l'origine de conflits comme la guerre par procuration entre sunnites et chiïtes au Yémen et dans le Nord de l'Irak. Le Canada envoie pour des milliards de dollars d'aide militaire en Arabie saoudite, et ces ressources sont déjà utilisées sur le terrain. Nos armes sont utilisées par les deux camps dans la guerre au Yémen. Le bilan de l'Arabie saoudite en matière de droits de la personne est horrible. L'Arabie saoudite a aussi causé des dommages incalculables au Canada sur le plan économique en cherchant à nous vaincre dans cette guerre du pétrole qu'elle a elle-même déclarée. Voilà qui sont nos alliés sur le terrain.

Maintenant, nous nous engageons dans un conflit entre sunnites et chiïtes en Irak et nous n'avons aucune idée comment cela se terminera.

Prenons nos amis les Kurdes, en Turquie. La Turquie est une alliée de l'OTAN. Selon l'édition du 18 novembre 2015 du journal *The Guardian*, certains groupes clés sur le terrain seraient en mesure de lutter contre le groupe État islamique, notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan et le Parti de l'union démocratique kurde. Ceux-ci pourraient vaincre le groupe État islamique. Le journal rapporte ce qui suit:

Dans le sillage des attaques meurtrières à Paris, on peut s'attendre à ce que les chefs d'État occidentaux fassent ce qu'ils ont toujours fait dans de telles situations, c'est-à-dire déclarer la guerre totale et sans réserve à ceux qui ont commis les attaques. Ils ne sont pas pour autant sérieux. Ils ont les moyens de déraciner et de détruire le groupe État islamique depuis plus d'un an maintenant. Ils ont tout simplement refusé d'utiliser ces moyens. En fait, alors que le monde entier écoutait les chefs d'État faire des déclarations implacables lors du sommet du G20 à Antalya, ces mêmes chefs d'État frayaient avec le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, un homme dont le soutien tacite sur les plans politique, économique et même militaire a contribué à faire en sorte que le groupe État islamique soit en mesure de perpétrer les atrocités à Paris, sans compter les atrocités interminables au Moyen-Orient.

• (1535)

Les Canadiens méritent mieux que le ramassis d'excuses que nous recevons du gouvernement. Nous envoyons nos militaires en guerre et nous devons faire mieux. Nous le leur devons.

M. Arnold Chan (Scarborough—Agincoourt, Lib.): Madame la Présidente, bon nombre des points soulevés par le député de Timmins—Baie James me tiennent particulièrement à cœur. Je les ai d'ailleurs abordés à la Chambre il y a quelques jours. J'ai notamment parlé de mes préoccupations au sujet de ce qui surviendra une fois le conflit terminé. Rappelons, par exemple, que le bombardement de la Libye se traduit maintenant par une situation très difficile sur le terrain.

Le député croit-il qu'il faudrait revenir à une approche à la Pearson et aux missions semblables à celles que proposait le parti qui siège de ce côté-ci de la Chambre, lorsque, dirigé par Mike Pearson, il formait le gouvernement, dans les années 1950 et 1960, ou le député croit-il plutôt que les temps ont changé? À titre d'exemple, voit-il d'un bon oeil les autres axes d'intervention que propose le gouvernement dans sa motion, c'est-à-dire les investissements dans les efforts diplomatiques et l'aide humanitaire dans la région, et les autres initiatives qui pourraient contribuer à rétablir la stabilité de la région à long terme?

• (1540)

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, en fait, nous devons surtout nous demander comment adapter la vision de Mike Pearson au XXI^e siècle. Cela suppose notamment d'adopter une vision à long terme. Nous ne pourrions pas y arriver si nous brouillons les cartes au sujet du prolongement de la mission de combat. C'est la raison

Initiatives ministérielles

principale de notre présence dans la région. Cette fois-ci, pour la première fois, nous n'avons pas de mandat des Nations unies.

Le Canada pourrait jouer un rôle excessivement important. Toutefois, étant donné notre bilan récent et notre incapacité à voir au-delà des objectifs à court terme, nous risquons de nous enliser dans une guerre interminable sans avoir convaincu quiconque que nous serons présents, après le conflit, pour rebâtir le pays. Personne n'y croira.

Notre discussion touche des points valables, mais il faudrait aussi parler honnêtement des paramètres de notre intervention dans la région.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, le député a souligné que la région est aux prises avec une situation complexe, dans laquelle s'affrontent des factions aux intérêts divergents.

Je me demande ce qu'il pense notamment du concept de la sécurité collective. Le Canada a été attaqué par Daech. La France, notre alliée, l'a gravement été aussi. Selon moi, nous avons une obligation de répondre étant donné nos engagements en matière de sécurité collective.

Oui, c'est compliqué et il faut penser à l'orientation que nous allons prendre. Mais le fait est que nous avons été victimes d'attentats. Il est donc approprié que nous répondions et appuyions les alliés du Canada.

Quelles sont les observations du député par rapport au principe de la sécurité collective?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, la sécurité collective et notre rôle sur la scène internationale constituent des questions fondamentales pour le Parlement. Je m'inscris en faux contre les propos de l'ancien premier ministre, qui a soutenu que l'EIIS est venu sur notre territoire pour s'en prendre à nous. J'étais présent lors de l'attentat. Le tireur souffrait de troubles mentaux graves. En effet, il avait voulu se faire arrêter en tentant de cambrioler un restaurant McDonald's armé d'un bâton. De prétendre qu'une force étrangère est venue chez nous attaquer notre nation minimise la nature tragique des événements et de la perte du caporal Cirillo, un homme robuste et dans la fleur de l'âge.

Par ailleurs, il ne faut pas réagir à chaque fois qu'un fou se manifeste avec une arme à feu. Il n'est pas alors question de sécurité collective. On récupère plutôt ces tragédies comme prétexte pour promouvoir d'autres objectifs. Le Canada vaut mieux que cela, selon moi, et agira plus dignement s'il ne s'abaisse pas à dénaturer les faits de cette façon.

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Il a parlé de l'historique de notre pays en cette matière. Pense-t-il, comme moi, qu'une mission qui n'a pas de fin établie est problématique? Pense-t-il que ce sont des erreurs que nous avons commises par le passé? Pense-t-il que, encore une fois, c'est une erreur que nous sommes en train de commettre en ayant une mission dont la fin n'est pas établie?

Initiatives ministérielles

[Traduction]

M. Charlie Angus: J'ai été élevé par ma grand-mère, madame la Présidente. Tous les jeunes hommes de sa rue sont morts à la guerre, et elle ne s'est jamais remise du sentiment d'horreur qui pesait sur son quartier. Quand j'étais jeune, elle me disait: « Charlie, ne fais jamais confiance aux politiciens qui envoient des garçons se faire tuer. » La voilà, la question. Soyons honnêtes avec les Canadiens. Disons-leur que nous les envoyons participer à une mission de combat. Nous ne pouvons pas prétendre autre chose, puisque nous envoyons bel et bien ces jeunes hommes et ces jeunes femmes risquer leur vie. Chaque fois, j'entends la voix de ma grand-mère.

Je trouve parfois que certains députés adoptent un ton chauvin. Nous avons le devoir d'être honnêtes et de proposer un plan à long terme. Nous avons le devoir de soumettre au Parlement un plan clair d'engagement et de désengagement, visant à contribuer à ramener la stabilité et la paix à long terme dans cette partie du globe.

● (1545)

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais avant tout transmettre ma gratitude et celle des électeurs de ma circonscription aux membres des Forces armées canadiennes qui ont servi — et continuent de servir — la cause de la paix et de l'humanité dans le cadre de l'opération Impact.

Nous ne devons jamais oublier les hommes et les femmes, nos concitoyens, qui sont toujours prêts à se jeter dans la mêlée pour faire tomber les menaces qui pèsent contre notre pays. Nous ne devons jamais oublier les proches des militaires, qui subissent la séparation et vivent avec le stress de savoir qu'un des leurs est parti affronter le danger au nom des Canadiens.

Le gouvernement prétend qu'il veut recentrer le rôle du Canada dans la coalition de stabilisation au Moyen-Orient. Personnellement, je figure parmi les nombreux Canadiens qui doutent de la logique d'une telle démarche. Nous avons tous vu les atrocités et les actes barbares que commet l'EIIS partout où il va. Ses croyances et ses idéologies empoisonnent les régions où il est présent et où il étend son emprise. L'idéologie prônée par l'EIIS doit être combattue comme on le ferait d'une maladie infectieuse mortelle.

L'EIIS ne pourra jamais être vaincu si on se contente de demi-mesures et si on fait les choses à moitié. On ne peut pas laisser ce groupe évoluer, s'adapter et devenir résistant aux traitements actuels.

L'EIIS a déclaré la guerre au Canada et à ses alliés; il prend de l'expansion et, ce faisant, se livre à des attentats terroristes qui tuent des civils dans des régions précédemment supposées à l'abri, à l'instar d'une maladie en mutation qui se répand et tue sans prévenir.

Malgré ces réalités manifestes, le gouvernement n'est pas disposé à épauler ses alliés et à offrir l'un des remèdes les plus efficaces à ce fléau. Nous savons que nos chasseurs contribuaient beaucoup au combat et pourraient continuer à faire la différence dans la lutte contre cette organisation qui s'étend comme une infection.

Que serait-il advenu du personnel canadien au sol qui s'est mis à essuyer des tirs en décembre dernier si nos CF-18 n'avaient pas été dans la région et n'avaient pas pu effectuer des frappes aériennes de précision pour détruire les agresseurs?

Le gouvernement retire nos chasseurs du combat d'une main alors que, de l'autre, il déploie un nombre considérable de soldats au sol. Le gouvernement peut-il justifier sa décision d'intensifier la présence au sol du Canada tout en retirant son soutien aérien? Quelles garanties notre personnel a-t-il que l'élimination du soutien aérien ne compromettra pas la sécurité au sol?

J'ai oublié de mentionner au début de mon discours que j'aimerais partager mon temps de parole avec le député de Regina—Qu'Appelle.

Même les ministériels déclarent que, pour vaincre l'EIIS, il faudra employer de multiples outils et méthodes d'attaque. Nous possédons les outils adéquats pour mener le combat. Alors pourquoi laisser l'outil le plus efficace dans le coffre à outils et nous en remettre aux autres pour réussir sans cet outil? Pourquoi ne pas employer tous nos outils?

Cela comprend les CF-18, la formation au sol et l'aide humanitaire, le Canada étant déjà l'un des plus importants donateurs, tel que l'a approuvé la Chambre en 2014. Est-ce une question de fonds? Est-ce parce que le gouvernement voit l'économie ralentir depuis qu'il est aux commandes? Ou est-ce simplement parce que le gouvernement n'appuie pas l'Aviation royale canadienne et ses pilotes?

J'ai écouté l'autre jour une entrevue donnée à la radio par le maire de Cold Lake, en Alberta, où nos pilotes militaires sont entraînés pour des missions telles que le combat contre l'EIIS. Je pouvais sentir les émotions refoulées du maire dans ses réponses. Il a déclaré que les pilotes canadiens sont toujours heureux de revenir à la maison et de retrouver leur famille, surtout après une mission, et que la collectivité entière soutient leur mission et la raison pour laquelle ils sont là-bas.

Il a souligné que les pilotes sont fiers de leur contribution, et que cette fierté se propage à toute la collectivité et à leurs familles. Ils se sont entraînés des années pour effectuer ce genre de vols. Et voilà qu'on leur dit qu'on n'a plus besoin d'eux.

Si le gouvernement n'est pas prêt à laisser nos pilotes se battre contre un ennemi en période de conflit, quand le sera-t-il?

● (1550)

Comment peut-on inciter de nouveaux pilotes à s'engager et à s'entraîner s'ils savent qu'on les empêchera de faire le travail pour lequel ils s'entraînent? Les Canadiens forment certains des meilleurs pilotes au monde, et maintenant ces derniers sont tenus à l'écart au moment où l'on a le plus besoin d'eux.

Nos CF-18 ont mené 251 frappes aériennes: 246 en Irak et 5 en Syrie. Ils ont largué plus de 600 bombes et missiles. Ils ont beaucoup contribué à la mission, et ils devraient continuer à le faire.

À titre de parlementaires, nous avons pour rôle et devoir de fournir aux membres des Forces canadiennes les meilleurs outils disponibles afin de protéger notre personnel et nos alliés. En retirant nos CF-18 de la mission, nous nous dérobons à cette obligation, ce que je ne peux appuyer en tant que parlementaire.

La semaine dernière, un député a affirmé à la Chambre que l'EIIL s'oppose à toutes les valeurs qui nous tiennent à coeur en tant que Canadiens et constitue une menace directe pour notre peuple et nos amis. Ces propos ont été tenus par nul autre que le premier ministre. Il a ajouté: « L'EIIL menace la paix et la démocratie en faisant régner la terreur et le barbarisme. Les images sont horribles, les histoires sont épouvantables, les victimes sont nombreuses. »

Initiatives ministérielles

Je suis d'accord avec cette déclaration, mais il faut se poser la question suivante: pourquoi retirer les chasseurs-bombardiers du combat contre un tel ennemi? Si le premier ministre croit vraiment que l'EIIS s'oppose à toutes les valeurs qui nous tiennent à coeur en tant que Canadiens et constitue une menace directe pour notre peuple et nos amis, alors pourquoi ordonner le retrait de notre arme la plus efficace dans cette lutte?

Les déclarations et les actions du premier ministre ne tiennent pas la route et les Canadiens le savent. Les électeurs de ma circonscription se préoccupent de leur sécurité. Ils m'envoient des courriels, m'appellent ou me parlent dans la rue. Ils sont inquiets parce qu'ils ont vu comment l'idéologie radicale et meurtrière de l'EIIS a provoqué la violence au-delà de la Syrie et de l'Irak. Ces Canadiens s'inquiètent pour leur sécurité ici au Canada, même si nous sommes loin de la source du danger.

Si nous n'intervenons pas pour éliminer à la source le risque pour notre sécurité, alors nous serons responsables de la propagation de l'EIIS, tel un virus mutant.

Si le gouvernement s'intéresse vraiment à l'opinion des Canadiens au sujet de l'EIIS, alors il devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer la cause profonde de la folie et de la violence qui ont ravagé la Syrie et l'Irak et qui hantent le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe et d'autres régions.

Le groupe État islamique doit être vaincu. Les membres des Forces canadiennes déployés dans le cadre de cette mission doivent disposer de tous les outils nécessaires pour frapper le groupe État islamique et pour se défendre, au besoin.

Si le gouvernement souhaite sincèrement venir en aide à la population syrienne et irakienne, qui a le plus souffert sous le joug du groupe État islamique, il doit aller au-delà des symptômes de la maladie et agir énergiquement pour enrayer celle-ci.

Le gouvernement croit-il vraiment que la contribution du Canada à la lutte contre le groupe État islamique sera plus efficace en l'absence de nos chasseurs-bombardiers? Le premier ministre et le gouvernement qu'il dirige pensent peut-être que les 267 positions de combat, les 102 pièces d'équipement et véhicules et les 30 entrepôts et usines d'engins explosifs artisanaux du groupe État islamique bombardés par les appareils canadiens n'ont aucune importance.

Le fait est que nos chasseurs-bombardiers étaient des éléments efficaces dans la lutte contre le groupe État islamique. Les députés semblent s'entendre pour dire que le groupe État islamique commet des actes de barbarie et qu'il faut le combattre. J'espère sincèrement que le gouvernement reviendra sur sa promesse électorale de retirer nos chasseurs-bombardiers et qu'il les redéploiera dans le cadre des efforts de combat contre le groupe État islamique afin de protéger nos militaires sur le terrain.

• (1555)

[Français]

M. Ramez Ayoub (Thérèse-De Blainville, Lib.): Madame la Présidente, je crois que, depuis un certain temps, mon honorable collègue fait une fixation sur les CF-18.

N'y a-t-il qu'une seule solution? La réponse est non. Le 19 octobre dernier, les Canadiens ont clairement fait part de leur choix.

Plus encore, dernièrement, dans les journaux, un nouveau sondage révélait que plus de 50 % de la population du Canada étaient d'accord sur les décisions de l'actuel gouvernement. J'informe également mon collègue que j'ai des origines syriennes. Je suis né à Alep, une ville qui est maintenant rasée.

Nous n'avons pas eu de dommages collatéraux pour le moment, mais que pense mon collègue de ceux que l'aviation peut faire, qu'elle soit amie ou autre?

[Traduction]

M. Mel Arnold: Madame la Présidente, nos chasseurs-bombardiers ont effectué des frappes très précises en Irak et en Syrie. Les appareils n'ont pas causé de dommages collatéraux parce que les pilotes canadiens sont bien formés. Nous pouvons être fiers des missions auxquelles ils ont participé. Ils ont fait du bon travail, et nous aimerions que cela continue.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, j'ai bien aimé l'allocution de mon collègue, et la question que je veux lui poser est très simple. La bande de brutes sanguinaires qu'est le groupe État islamique est inquiétante parce que les fonds qu'elle reçoit, les armes qui lui parviennent et les combattants étrangers qu'elle accueille en ses rangs lui permettent de continuer à commettre ses attentats meurtriers dans les régions où elle réussit à se propager.

Comme il l'avait annoncé, le gouvernement a présenté une motion. Il semble étendre la portée de la mission, ce à quoi les conservateurs souscriraient probablement, mais il a choisi de ne pas s'attaquer au financement du groupe État islamique, qui est un grave problème. Il ne s'attaque pas, non plus, à l'approvisionnement en armes dans la région et il ne met pas en oeuvre les programmes de déradicalisation qui fonctionnent dans d'autres pays et qui ont permis d'empêcher l'arrivée de nouveaux combattants.

Que pense mon collègue du fait que le gouvernement libéral ne prévoit aucune mesure dans les trois domaines qui permettraient de changer les choses, et qu'il semble se soustraire aux engagements qu'il a pris pendant la campagne électorale, c'est-à-dire restreindre la mission d'intervention et s'attaquer plutôt au financement du groupe État islamique, à son approvisionnement en armes et à l'afflux de combattants étrangers?

M. Mel Arnold: Madame la Présidente, jusqu'à présent, la mission a permis de réduire le financement du groupe État islamique.

Nous savons tous que ces combattants vendaient sur le marché noir du pétrole qu'ils produisaient ou qu'ils volaient. Les soldats canadiens et les autres soldats de la coalition réussissaient très bien à s'emparer des camions-citernes et des réserves de pétrole qui permettaient de financer leurs activités.

Nous sommes favorables à ce que le Canada redouble d'efforts pour lutter contre le groupe État islamique, mais nous nous opposons seulement à ce que le gouvernement retire du combat l'un de ses outils les plus efficaces, c'est-à-dire les CF-18.

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, j'ai aussi servi à Cold Lake et mon époux était pilote de CF-18. Comme tous les pilotes des Forces canadiennes, il était bien formé et très fier de son travail. Les pilotes font un travail utile; ils font ce qu'ils voulaient faire lorsqu'ils servent.

Je pose la question suivante au député d'en face: est-ce que le travail des gens qui ne sont pas pilotes de chasse a moins de valeur que celui des pilotes de chasse?

Nous devons comprendre que les hommes et les femmes qui participeront au changement de mission ne sont pas moins utiles que les pilotes de chasse. Je tiens à le dire au député.

• (1600)

M. Mel Arnold: Madame la Présidente, il est certain que tous les membres de nos forces qui participent à la coalition sont très utiles.

Initiatives ministérielles

C'est comme une équipe. Lorsque nous menons une équipe aux championnats, nous n'excluons pas nos meilleurs joueurs. Nous veillons à les faire jouer.

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Madame la Présidente, je vous remercie de me permettre de m'exprimer sur cette question à la Chambre.

Avant de passer à mes principales observations, je veux revenir sur un sujet dont a parlé mon homologue néo-démocrate, à savoir l'importance de priver le groupe État islamique de sources de financement. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour dire que cela représente un volet important de la lutte contre le groupe État islamique. Une des meilleures façons d'y parvenir est de sortir le Canada du marché du pétrole du Moyen-Orient. Si nous avions un oléoduc traversant le Canada d'est en ouest, nous n'aurions pas besoin de nous procurer du pétrole provenant de cette région. Par conséquent, j'espère qu'il appuiera les divers projets de pipelines qui sont proposés et qui feraient exactement cela, afin qu'il soit plus facile d'isoler tout pétrole qui pourrait provenir de zones contrôlées par le groupe État islamique du fait que nous aurions alors du pétrole propre et éthique de l'Alberta et de la Saskatchewan, qui est extrait d'une manière respectueuse de l'environnement.

Revenons à la motion principale. Je sais qu'il y a beaucoup de problèmes complexes au Moyen-Orient. De nombreux conflits s'y sont déroulés pendant de longues périodes. En Occident, nous sommes protégés par nos démocraties sûres et bien établies. Fort heureusement, nous vivons dans une société qui reconnaît la primauté du droit et l'indépendance de l'appareil judiciaire. Compte tenu des multiples avantages dont nous jouissons, il nous est parfois difficile de comprendre tout ce qui se passe là-bas. Certains d'entre nous, de différentes allégeances politiques et à divers moments, font des déclarations ou prennent des décisions au sujet de ce que l'Occident et l'OTAN devraient faire et de la façon dont nous devrions combattre certaines choses. Parfois, les interventions de l'Ouest fonctionnent bien, parfois, elles suscitent d'autres problèmes au Moyen-Orient. Dans le cas qui nous occupe, cependant, tout le monde s'entend de notre côté, en Occident, chez nos alliés de l'OTAN. C'est facile à comprendre. Il est facile d'établir un consensus sur la nécessité de stopper le groupe État islamique, qui constitue une menace bien réelle non seulement pour la région, mais aussi pour le monde entier, car il étend partout ses activités terroristes.

Quelle est cette menace? Ce conflit n'est pas comme les autres, quand une guerre civile sévit parce que quelqu'un veut un changement de régime, parce qu'une faction veut contrôler un État ou un gouvernement, ou parce qu'un groupe ethnique veut se libérer d'un pays où un autre groupe ethnique domine. Cette organisation est génocidaire. Elle est composée de gens qui adhèrent à une forme radicale d'islam djihadiste et qui ne se contentent pas d'un système différent. Ils ne se contentent pas d'exercer un contrôle ou d'accumuler des richesses. Ils ne seront pas satisfaits tant que quiconque ou quoi que ce soit n'étant pas conforme à leur vision radicale du monde soit non seulement conquis, mais tué ou détruit. C'est de cela qu'il est question.

Examinons quel est le rôle du Canada dans cette lutte. Le Canada fait sa part, c'est une tradition dont il est fier, et, souvent, il fait plus que sa juste part. Pensons aux femmes et aux hommes courageux qui se sont sacrifiés en combattant d'autres types de fléaux génocidaires au cours de notre histoire. Le Canada était présent. Il était enthousiaste et prêt. Nous avons joint la lutte contre les forces nazies et le fascisme avant nos voisins américains. Nous étions présents dès le début parce que nous estimions que tous les pays du monde adhérant aux idéaux fondamentaux que sont la démocratie, la

primauté du droit et les droits de la personne avaient l'obligation fondamentale de s'engager.

Le gouvernement libéral nous dit que le Canada ne peut pas être efficace, que notre force aérienne est trop petite et que le nombre de frappes aériennes est infinitésimal. J'ai entendu les chiffres lancés ici et là par des députés qui prétendent que, puisque nous effectuons seulement 3 % des frappes aériennes, il ne sert à rien de poursuivre une contribution aussi minime. Pourtant, l'OTAN est constituée de nombreux pays de tailles variées, et ces pays ont des forces aériennes aux proportions semblables à la nôtre. Ils font des contributions similaires. Que se passerait-il s'ils se retiraient tous des combats comme les libéraux le font? Le nombre de frappes diminuerait de 3 % à cause de notre retrait, et il s'y ajouterait d'autres retraits équivalant à environ 3 %, 4 % ou 5 % des frappes. En fin de compte, nous serions en train de dire encore une fois à nos voisins: « Allez donc combattre. Occupez-vous des frappes à notre place. Nous voudrions avoir un mot à dire dans ce qui se passe là-bas. Nous voudrions que le Canada ait une présence dans le monde et nous voudrions que vous écoutiez notre point de vue lorsque nous nous exprimons sur diverses questions à l'ONU ou dans d'autres forums, mais nous refusons de nous retrousser les manches quand il y a du gros travail à faire. Nous abandonnons notre rôle dans les combats. » Les députés ne devraient pas se leurrer: nous sommes en train d'abandonner notre rôle dans les combats.

Au cours de la période des questions aujourd'hui, le premier ministre a presque prononcé le mot « combat ». Ce mot est sorti à moitié de sa bouche, puis il s'est vite repris et s'est remis à parler de la mission de formation. Je pense que le refus du premier ministre de prononcer le mot « combat » est révélateur. Je ne pense pas avoir entendu ce mot de la bouche de l'un de mes homologues libéraux. En fait, je les invite à prendre la parole pendant les minutes réservées aux questions et aux observations pour nous dire si le Canada fait toujours partie de la mission de combat contre le groupe État islamique. Sommes-nous toujours en train de nous efforcer de combattre le terrorisme? Sommes-nous toujours en train d'essayer de tuer les terroristes avant qu'ils ne tuent des êtres humains innocents?

• (1605)

J'aimerais également, si c'est possible, qu'ils nomment un pays allié qui nous a demandé de retirer les CF-18. Divers ministres, dont le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense nationale, nous ont dit que tout est bien, que nous optimisons notre contribution, que beaucoup de partenaires de la coalition accomplissent différentes tâches, et que nous contribuons tous de différentes façons. Je peux certainement le croire lorsque la participation est fondée sur les forces d'un pays ou les outils dont il dispose. C'est logique lorsqu'un pays peut faire mieux qu'un autre dans un domaine; or, en ce qui concerne les frappes aériennes, notre pays est fier de sa tradition en matière de force aérienne. Nous avons les meilleurs pilotes, qui ont d'excellents appareils et qui ont contribué à changer les choses en détruisant les cibles et les installations de type militaire qui ont été utilisées et qui seraient encore utilisées pour persécuter des minorités religieuses, des femmes et des hommes innocents. Nos pilotes ont aidé à combattre ces terribles entités terroristes et, en repensant à leur contribution, ils peuvent considérer qu'ils ont sauvé des vies. Les hommes et les femmes de la force aérienne ont assurément sauvé des vies.

Il y a des êtres humains innocents, des yézidis, des chrétiens, différentes minorités musulmanes, qui sont vivants aujourd'hui grâce à la contribution de l'Aviation royale canadienne. Je pense que tous les députés conviendront que nous avons de quoi en être fiers.

Initiatives ministérielles

Les libéraux peuvent-ils nommer un allié, un partenaire de la coalition, qui aurait déclaré que les CF-18 de l'Aviation royale canadienne font vraiment obstacle à la mission et sèment la pagaille, et que la mission serait bien plus efficace si le Canada retirait ses CF-18, car la lutte contre le groupe État islamique serait beaucoup plus simple sans eux? Est-ce que l'un d'eux a déclaré qu'il faudrait arrêter de bombarder les terroristes et rappeler les avions de chasse au pays, car la mission serait ainsi beaucoup plus efficace? Je ne pense pas; aucun allié n'affirmerait une telle chose, car c'est ridicule.

En fait, les militaires du monde entier qui combattent le groupe État islamique ont un point de vue plutôt différent de celui de leurs dirigeants politiques. Le premier ministre est très fier de pouvoir citer les propos du président Obama ou des secrétaires d'État, qui disent de belles choses au sujet du Canada. Bien entendu, nous savons qu'en matière de diplomatie internationale, ceux qui détiennent le pouvoir tiennent rarement des propos visant à condamner un allié. Nous savons qu'il y a beaucoup d'efforts diplomatiques en cours, mais il est très révélateur de constater que les généraux qui prennent part aux combats tiennent des propos différents. Ainsi, le lieutenant-général Charles Brown a déclaré qu'il est un peu triste que le Canada retire ses CF-18, et il a mentionné qu'il espère que le Canada changera d'idée.

Il est très révélateur que ces propos viennent des gens sur le terrain, de ceux qui connaissent vraiment les tenants et aboutissants de la mission et ses aspects logistiques. Ils ne viennent pas des politiciens, qui prennent des décisions à 30 000 pieds d'altitude, mais bien des gens qui savent quel équipement est requis, quelles contributions il faudrait obtenir de nos alliés. Il est très révélateur que ces gens déplorent le retrait des CF-18 canadiens. Voilà la réalité. Je suis certain que nos voisins, les Américains, et les pilotes des aviations américaine, britannique et française ressentent notre absence. Je suis certain qu'ils préféreraient voir nos six CF-18 dans la rotation. Il est ridicule de prétendre que la mission contre le groupe État islamique est maintenant en meilleure posture parce que six chasseurs de moins mènent des frappes aériennes dans la région.

J'aimerais parler d'une dernière chose avant que mon temps de parole ne soit écoulé. Je me souviens du débat qui a eu lieu lorsque l'ancien gouvernement conservateur a consulté le Parlement au sujet de la mission contre l'EIIS. Je me rappelle que, pendant la période des questions, les libéraux disaient que les tâches du personnel sur le terrain chargé de former les troupes et de peindre des cibles — toutes choses que nos soldats vont faire désormais, selon ce que nous disent les libéraux — équivalaient à une mission de combat. Ils critiquaient l'ancien gouvernement d'envoyer ne serait-ce qu'une personne sur le terrain pour former des troupes ou peindre des cibles. Et voilà qu'aujourd'hui, ils nous disent que, non seulement cela vaut mieux que des frappes aériennes, mais que cela n'équivaut plus à une mission de combat. Quand nous étions au pouvoir, c'était une mission de combat, mais plus maintenant que les libéraux sont aux commandes, sous prétexte que les soldats au sol peindront moins de cibles, que la formation qu'ils offriront sera moins poussée et qu'ils se tiendront peut-être un peu plus loin du front. C'est complètement insensé. Les libéraux changent d'avis d'une législature à l'autre.

S'il y a une chose dont les Canadiens peuvent être sûrs, c'est que la constance, c'est au Parti conservateur qu'ils la trouveront. Les conservateurs ont toujours défendu les minorités ethniques et religieuses, quel que soit l'endroit du monde, et ils n'ont jamais eu peur d'appeler le terrorisme djihadiste par son nom ou de se combattre l'EIIS aux côtés de nos alliés.

● (1610)

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté les propos du député d'en face et je suis d'avis qu'ils ne sont rien de moins que ridicules. Les généraux sur le terrain ne nous conseillent pas sur la politique étrangère. Nous négocions avec les partenaires de l'OTAN. Selon nous, une mission de bombardement n'est pas le seul moyen à notre disposition pour régler la situation. De concert avec les alliés, nous avons convenu d'une façon de consolider et pérenniser les gains réalisés sur le terrain grâce aux bombardements et nous allons poursuivre nos efforts avec un exercice de formation.

Les députés d'en face ne comprennent-ils pas qu'un changement de tactique n'est pas une abdication et qu'étant donné les investissements accrus que nous faisons dans la région, notre impact s'y fera toujours sentir autant? Ne saisissent-ils pas que nous changeons simplement l'orientation de la mission et y investissons davantage, afin que nos accomplissements ne se résument pas aux bombardements de cibles, mais consistent également à établir un milieu stable et vivable pour que l'EIIS soit incapable d'extraire ou de vendre son pétrole?

M. Andrew Scheer: Madame la Présidente, le député n'a pas dû m'écouter, car il ne comprend absolument pas ce que j'ai voulu dire. Il n'y a pas eu de négociations avec nos alliés de l'OTAN dans ce dossier. Les libéraux ont promis en campagne électorale qu'ils retireraient les avions de chasse canadiens. Le député veut-il nous faire croire que Gerald Butts et son équipe ont rencontré nos alliés de l'OTAN avant de faire cette promesse électorale? Non. Les libéraux ont promis que, quoi qu'il arrive, s'ils étaient élus, ils retireraient les avions de chasse. C'était une décision unilatérale et non une décision prise de concert avec nos partenaires de l'OTAN ou nos alliés. Les libéraux ont simplement annoncé au monde qu'ils retireraient les avions de chasse en demandant comment ils pouvaient en atténuer les répercussions.

Nous tentons de consolider la mission en réduisant nos moyens. Jusqu'à tout récemment, nos avions de chasse bombardaient des cibles, détruisaient des installations de type militaire et abattaient des terroristes déterminés à tuer des êtres humains innocents et des membres de minorités ethniques. Les avions de chasse mettaient un terme à tout cela; or, les libéraux ont mis un terme à leur participation, ce qui réduit la portée de la mission.

Rien ne dit que nous ne pouvons pas à la fois offrir de la formation et poursuivre la mission de bombardement. Le gouvernement libéral a décidé de mettre un terme à notre rôle de combat contre le groupe État islamique.

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Madame la Présidente, le député de Regina—Qu'Appelle et moi nous sommes tous deux présentés pour la première fois aux élections fédérales de 2004. Il a été élu cette année-là; j'ai emprunté un détour avant de parvenir à la Chambre.

Le député de Regina—Qu'Appelle a amorcé son discours en expliquant que des interventions précédentes au Moyen-Orient avaient causé d'autres problèmes. Je présume qu'il reconnaît que les conservateurs avaient eu tort de réclamer la participation du Canada à l'invasion de l'Irak en 2003.

L'un des problèmes avec cette intervention, c'est qu'elle ne comportait aucun aboutissement défini ni aucune stratégie de retrait. Le député de Regina—Qu'Appelle pourrait-il expliquer ce qui, selon lui, constituerait l'aboutissement et la stratégie de retrait de la campagne qu'il réclame en Irak et en Syrie?

Initiatives ministérielles

M. Andrew Scheer: Madame la Présidente, il est vrai que l'année 2004 évoque des souvenirs pour mon collègue et moi. La circonscription de Regina—Lewvan est voisine de la mienne, et j'aurais aimé que l'élection dans cette circonscription ait un résultat différent. Toutefois, il est bien de voir la contribution que le député apporte, et je lui souhaite un peu de chance dans sa carrière parlementaire ici.

Je tiens cependant à l'avertir de ne présumer de rien. Nous savons tous ce qui arrive quand cela se produit.

Le député a posé une question très précise sur l'objectif ultime de la mission. À mon avis, il ne peut y avoir aucune sécurité ou paix dans la région tant qu'il y a des gens, comme les membres du groupe État islamique, qui cherchent tous les jours à détruire la vie d'êtres humains innocents. Leur vision du monde est complètement incompatible avec celle de tout autre pays pacifique, qu'il soit islamique, laïc ou autre. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'une région soit stable tant que des groupes comme l'EIIS s'y trouveront.

L'objectif ultime de l'OTAN et de l'ONU est de détruire le groupe État islamique. Pour cela, il faut d'abord limiter ses capacités, et cela commence par l'affaiblissement de sa capacité à lancer des attaques et à envahir des régions. Espérons que, avec l'aide de nos alliés en Irak, des kurdes, de la Turquie et d'autres pays de la région, l'Irak et la Syrie pourront constituer leurs propres forces pour qu'elles fassent elles-mêmes ces choses.

Toutefois, ce que je tente de faire valoir, c'est que nos avions apportaient une contribution utile à tous ces égards. Qu'il s'agisse d'affaiblir le groupe État islamique, de limiter à court terme sa capacité de lancer des attaques ou d'assurer une paix et une stabilité à long terme après l'éradication de ce groupe, nos avions ont un rôle important à jouer. Notre mission aérienne était importante et utile.

• (1615)

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Vaughan—Woodbridge.

Je suis très honoré de prendre part à cette discussion de première importance.

Il est absolument essentiel de voir la mission sous deux angles distincts: d'abord, vaincre l'EIIL; ensuite, rétablir la stabilité dans la région. À défaut de réunir ces deux conditions, aucun succès durable ne sera possible.

Certains prétendent que nous nous retirons de la mission. Ce n'est tout simplement pas vrai. Le gouvernement choisit de réorienter la mission d'une manière sans précédent. Nous voulons prendre des mesures constructives qui auront une incidence durable. Il est faux de dire que les campagnes de bombardement à elles seules permettront de vaincre l'EIIL.

Nous ne prétendons pas que les bombardements ne sont pas utiles ou qu'ils devraient cesser. Nous disons plutôt que nous avons d'autres compétences à offrir et que nous pouvons mieux servir nos alliés de la coalition en assumant d'autres fardeaux.

Étant donné la contribution des États-Unis et d'autres pays, il importe de ne pas oublier les autres volets de la mission. Il importe de comprendre pourquoi les bombardements à eux seuls ne permettront pas de vaincre l'EIIL.

L'EIIL n'est pas un État, il n'a aucun territoire défini. Il est vrai qu'il a pris le contrôle d'un territoire, et il est essentiel que les forces alliées reprennent le contrôle de ce territoire, mais l'EIIL était une

menace avant même qu'il ne contrôle ce territoire et il en sera encore une lorsqu'il en perdra le contrôle.

L'aide humanitaire ne consiste pas seulement à aider les personnes dans le besoin. L'aide humanitaire est essentielle pour veiller à ce que l'EIIL ne consolide pas ses assises en profitant des personnes qui ont désespérément besoin d'aide.

Les personnes déplacées par le conflit ont tout perdu. Nous savons d'expérience que les personnes dans les circonstances les plus pénibles deviennent susceptibles à la radicalisation. On peut comprendre qu'une famille accueille favorablement un groupe qui lui offre de la nourriture, des vêtements et un abri. Même ceux qui ne partagent pas les objectifs de l'EIIL et qui s'opposent à ses méthodes seraient tentés d'en joindre les rangs si cela signifie qu'ils pourraient répondre aux besoins essentiels de leur famille.

[Français]

Il est encore plus essentiel pour nous d'apporter de l'aide aux gens de cette région, à ceux qui ont dû fuir leur chez-soi et qui ont perdu toute idée de ce qui est normal. Leur vie a été mise tout à l'envers. Il sera extrêmement difficile pour eux d'obtenir une éducation. Lorsqu'on ajoute leurs circonstances désespérées, cela forme les conditions parfaites pour la radicalisation.

[Traduction]

L'EIIL s'est montré très habile en matière de propagande et de désinformation. Il n'est pas difficile d'imaginer que toute une génération de jeunes déplacés puisse se laisser séduire par l'EIIL ou un autre groupe affilié de la région.

Il faut que la population ait accès à des denrées alimentaires, de l'eau et des médicaments, mais ce n'est pas suffisant. Lorsque la coalition récupérera le territoire contrôlé par l'EIIL, les personnes déplacées ne pourront pas rentrer chez elles comme si rien ne s'était passé. Les assauts des deux camps ont laissé les infrastructures en ruine. Les écoles, les hôpitaux et les édifices gouvernementaux ont été détruits ou très gravement endommagés. Voilà pourquoi le gouvernement consacre 270 millions de dollars à la reprise des services.

On ne saurait trop insister sur l'utilité de ce financement. Pour que ces pays puissent se remettre sur pied le plus facilement possible, il faut que les infrastructures de base soient en place.

De plus, nous donnerons beaucoup plus de poids à la mission de formation et de conseil. Il faut absolument comprendre la nécessité de mener une mission de formation structurée et globale. Quoi qu'en disent certains députés d'en face, nos alliés se réjouissent que nous donnions plus de poids au volet formation de notre mission.

Initiatives ministérielles

•(1620)

Il est extrêmement malhonnête de soutenir que les déclarations publiques du gouvernement américain à ce sujet ne reflètent pas le fond de sa pensée. Le porte-parole du Pentagone, Peter Cook, a déclaré ce qui suit: « Le secrétaire souhaite que les membres de la coalition proposent des interventions comme celle annoncée par le Canada, au moment où les États-Unis et leurs partenaires de la coalition entendent intensifier la campagne contre le groupe État islamique. » Pressé de préciser sa pensée, il a ajouté ce qui suit au sujet de notre nouveau rôle: « [...] nous tenons compte de ces contributions très importantes et nous accueillons les contributions des Canadiens [...] il s'agit d'un élément absolument décisif de la campagne. »

On ne croirait certainement pas entendre un allié qui est déçu de l'orientation donnée à notre mission. On dirait plutôt un partenaire qui est conscient du fait que le Canada va intensifier sa contribution à la coalition.

Selon des sources kurdes, plus de 70 % des pertes chez les peshmergas sont attribuables aux engins explosifs artisanaux. On parle de plus de 1 200 victimes. Les frappes aériennes ne vont pas aider les forces locales à repérer et à neutraliser les engins explosifs artisanaux. Il est extrêmement important que les forces locales soient dûment formées pour repérer, pour neutraliser et pour éliminer les engins explosifs artisanaux et les autres types d'armes en toute sécurité. C'est pourquoi les efforts de formation sont tellement essentiels au succès à long terme de la mission.

[Français]

En terminant, j'aimerais parler de nos alliés régionaux. Nous sommes très fiers de notre engagement à accueillir des dizaines de milliers de réfugiés. Cependant, cela est minime en comparaison avec le nombre de réfugiés et de personnes déplacées que la Jordanie et le Liban ont accueillis. Des chiffres suggèrent que plus du tiers des personnes vivant aujourd'hui au Liban sont des réfugiés ou des personnes déplacées.

Mettons cela en perspective. L'équivalent pour le Canada serait d'accueillir 12 millions de réfugiés. Même avec les meilleures intentions du monde et notre volonté d'apporter de l'aide, cela accablait notre système d'une manière inimaginable. C'est pourquoi il est essentiel d'aider nos alliés à gérer ce défi. Ce serait un manque de vision extrême que de concentrer nos efforts seulement en Syrie et en Irak et de laisser tomber nos alliés.

[Traduction]

La politique étrangère du Canada a toujours été marquée par le désir de jouer le rôle qui aura les répercussions les plus fortes et les plus utiles possible. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Le groupe État islamique représente une menace grave pour la sécurité internationale et la stabilité régionale. Il ne suffit pas de reprendre le territoire et de vaincre le groupe État islamique. Il faut avoir les moyens de conserver et de défendre le territoire. Une fois que le groupe État islamique aura été repoussé, il faudra qu'il ne soit plus jamais en mesure de s'implanter comme c'est le cas actuellement.

Si les forces locales ne reçoivent pas la formation adéquate, le groupe État islamique va simplement attendre que la coalition soit partie. Nous n'allons pas permettre que cela se produise.

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement l'allocution du député. Il a parlé des alliés, alors parlons de nos alliés, les courageux peshmergas du gouvernement régional kurde qui combattent le groupe État islamique et les organisations terroristes.

Parlons de Falah Mustafa Bakir, le ministre des Affaires étrangères. Voici ce qu'il a dit à propos du maintien de la mission aérienne:

Nous aimerions leur dire que les frappes aériennes ont été efficaces et qu'elles ont grandement aidé. Elles ont contribué à sauver des vies et à détruire l'ennemi. Et s'il n'en était que de nous, nous demanderions qu'elles se poursuivent.

Que répond le député au ministre des Affaires étrangères du gouvernement régional kurde, qui demande la poursuite des frappes aériennes?

•(1625)

M. Raj Saini: Madame la Présidente, nous savons — c'est bien documenté — qu'à l'heure actuelle, la majorité des pertes humaines chez les peshmergas sont causées par des engins explosifs artisanaux que les frappes aériennes ne permettent pas de repérer. Nous voulons que notre intervention soit efficace, donne des résultats positifs et sauve des vies. Dans cette situation, la seule façon d'y parvenir, c'est d'envoyer sur place des formateurs et des personnes qui peuvent aider les peshmergas à trouver ces engins afin de réduire le nombre de victimes.

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Madame la Présidente, cela me donne l'occasion de poser une question, pour que le député puisse clarifier sa position et surtout celle de son parti par rapport à cette mission. Ses collègues et lui disent qu'il ne s'agit pas d'une mission de combat, même s'ils ne se sont jamais avancés à le dire ainsi. Ils se retirent aussi des frappes aériennes. Il faut donc comprendre qu'ils ne croient pas en l'efficacité des frappes aériennes. Alors, comment se fait-il que nous allons cibler des endroits où nos alliés vont faire des bombardements et que nous allons ravitailler des avions qui vont eux-mêmes faire ces bombardements? Comment réconcilier ces deux affirmations? D'un côté, ils ne reconnaissent pas l'efficacité des frappes, et de l'autre, ils aident les alliés à faire ces mêmes bombardements.

[Traduction]

M. Raj Saini: Madame la Présidente, au contraire, le gouvernement a dit très clairement, au cours du débat et durant ses travaux, qu'il adopterait une approche holistique et pangouvernementale.

Nous ferons appel à plusieurs ministres: à la ministre du Développement international et de la Francophonie, au ministre de la Défense nationale et au ministre des Affaires étrangères.

Ce que nous disons, c'est que nous devons stabiliser la région. Nous devons veiller à ce que nos militaires, qui s'exposent au danger, soient bien équipés. Nous tentons de stabiliser la situation dans cette région.

Nous devons adopter une approche globale. C'est une approche que nos alliés nous ont demandé de suivre. C'est l'approche que le gouvernement canadien a décidé d'adopter.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de nous informer de l'opinion d'autres intervenants.

J'aimerais savoir ce qu'il pense de l'opinion exprimée par le colonel Steve Warren, porte-parole pour l'opération Inherent Resolve, qui a dit:

[...] tout le monde s'intéresse surtout aux frappes aériennes [...] parce qu'elles donnent de bonnes images et que les choses explosent, mais il ne faut pas oublier que l'un des fondements de cette opération, c'est la formation des forces terrestres de la région. C'est l'essentiel.

Le député pense-t-il que la mission qui est proposée à la Chambre répond aux préoccupations du colonel Warren?

Initiatives ministérielles

M. Raj Saini: Elle y répond tout à fait, madame la Présidente.

Ce sont là les exigences de la mission. Le gouvernement tente de contribuer de son mieux à cette mission, d'aligner nos besoins sur ceux de la coalition, de veiller à ce que notre contribution apporte la stabilité dans cette région, mais surtout, d'avoir une incidence significative sur la mission.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Madame la Présidente, je veux d'abord remercier les députés de me donner l'occasion de participer à cette importante discussion sur la réorientation de l'approche du Canada à l'égard de la situation en Irak et en Syrie.

Pour ce qui est de notre participation future, j'aimerais prendre un peu de recul par rapport à l'opération militaire elle-même pour remercier les braves militaires des Forces armées canadiennes de tous les efforts qu'ils déploient. Ces personnes courageuses mettent leur vie en suspens, quittent leur famille et risquent tout. Elles font ces sacrifices pour que nous puissions connaître la paix, la sécurité et la liberté que nous tenons trop souvent pour acquises. Elles font tout cela avec honneur, professionnalisme et dignité.

Notre histoire regorge d'exemples de personnes qui ont défendu les valeurs canadiennes au pays et à l'étranger. Aujourd'hui, pendant que nous parlons de la participation future du Canada en Irak, nous ne devons pas oublier que ce débat représente beaucoup plus que des mots pour les militaires des Forces armées canadiennes.

Ils sont sur le terrain maintenant, en train de nous protéger, de protéger notre mode de vie et de promouvoir la vision canadienne d'un monde plus pacifique et plus tolérant. Ils servent notre pays en Irak et ils l'ont fait dans beaucoup d'autres missions à l'étranger. Ils servent aussi leurs concitoyens sur le sol canadien et dans des opérations quotidiennes, où ils protègent notre espace aérien et nos eaux territoriales au sein du NORAD. Ces personnes méritent nos remerciements et notre appui. Ils méritent de savoir que nous sommes toujours avec eux. Ils méritent de savoir que nous leur sommes reconnaissants de leurs sacrifices.

Il y a beaucoup de façons de le faire. Certains gestes peuvent paraître anodins, mais ce sont souvent les petits gestes qui importent le plus. L'un des moyens les plus faciles d'exprimer notre gratitude envers nos troupes est de prendre un instant pour leur envoyer un message au moyen du babillard électronique que l'on trouve dans le site Web forces.gc.ca. C'est facile et c'est gratuit. On peut le faire dans le cadre d'un projet de groupe, avec la famille ou avec la classe.

Nous pouvons aussi acheter divers articles officiels de la gamme « Appuyons nos troupes » dans un magasin CANEX local ou sur le site de vente en ligne. Tous les profits de la vente des produits « Appuyons nos troupes » servent à financer directement les programmes de bien-être et de maintien du moral destinés aux militaires et à leur famille. C'est très important.

Nous pouvons aussi faire un don directement aux Centres de ressources pour les familles des militaires. Ces centres, situés dans les bases du pays, offrent du soutien aux familles des militaires des FAC qui doivent composer avec les difficultés de la vie militaire.

Pour ceux d'entre nous qui cherchons d'autres moyens de contribuer financièrement, il existe de nombreux programmes sous la bannière Appuyons nos troupes. Je vais en mentionner quelques-uns.

D'abord, le Fonds pour les familles des militaires offre du soutien aux familles des militaires qui ont des obligations financières urgentes et extraordinaires. Il fournit également de l'aide en matière

de réadaptation et d'éducation, ainsi qu'une aide financière aux familles des militaires blessés ou tués dans le cadre de leur service.

Le Fonds Sans limites soutient le personnel militaire atteint d'invalidités permanentes ou chroniques. Ce fonds aide les militaires actifs et retraités et leur famille à maintenir un mode de vie sain et actif.

Le Programme de bien-être dans les hôpitaux fournit soins et confort aux membres des Forces armées canadiennes qui sont hospitalisés en raison d'une blessure, d'une maladie, d'un accident ou d'une chirurgie.

Il y a également la fondation Boomer's Legacy. Ce programme a été créé en l'honneur du caporal Andrew « Boomer » Eykelenboom, soldat dévoué et technicien médical des Forces canadiennes, qui a perdu la vie en Afghanistan en 2006. La mission de la fondation consiste à « aider nos soldats à aider les autres ». Le programme honore l'esprit humanitaire de Boomer, afin que les membres des Forces armées canadiennes qui participent à des déploiements partout dans le monde puissent aider les gens les plus touchés par la guerre et la pauvreté. Il met surtout l'accent sur la prestation de soins de santé et de services d'éducation aux femmes, aux enfants et aux personnes vulnérables.

Les Canadiens sont reconnus pour leur générosité et leurs excellents programmes sociaux. Dans cette optique, nous ne devrions pas hésiter à témoigner notre appui à nos militaires et aux membres de leur famille. Les hommes et les femmes qui s'occupent de ces programmes accepteraient volontiers toute contribution.

Nous devons beaucoup à nos militaires. Je pense qu'il est donc tout naturel, au moment où nous réfléchissons à l'avenir, de nous souvenir qu'ils jouent un rôle indispensable dans tout ce processus.

Au bout du compte, l'efficacité de la contribution du Canada à cette mission militaire repose sur les gens qui y participent. Nous devons prendre le temps de le reconnaître de toutes les manières possibles.

• (1630)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, tout au long du débat, j'ai demandé aux députés ministériels de nous dire s'ils seraient prêts à employer le terme « génocide » pour décrire la violence perpétrée par Daech contre les minorités religieuses. C'est une question simple.

Bien entendu, nous convenons que ce qui se passe est terrible. Cela dit, le gouvernement est-il prêt à déclarer que les actes perpétrés par Daech constituent un génocide? Est-il prêt à utiliser ce mot?

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, ma circonscription, Vaughan—Woodbridge, compte une grande communauté irakienne, chrétienne et kurde. Je ne sais que trop bien ce qui se produit dans cette région depuis quelques années. J'ai parlé à bon nombre de mes concitoyens, et je sais ce qui se passe là-bas.

En tant que gouvernement, nous devons maintenir notre présence dans la région, et c'est ce que nous faisons. Nous mettons fortement l'accent sur l'aide humanitaire: nous consacrerons plus d'un milliard de dollars sur trois ans pour venir en aide aux personnes les plus durement touchées par le conflit et par les gestes de Daech.

Initiatives ministérielles

•(1635)

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Madame la Présidente, je suis content de pouvoir poser une question à mon collègue, que je remercie de son discours.

Depuis quelques jours, dans le cadre de ce débat, on n'entend pas parler des efforts de déradicalisation que nous pourrions faire au Canada. Nous sommes pratiquement les seuls qui en parlent. D'ailleurs, lors de son passage récent à Montréal, le secrétaire général des Nations unies a salué les efforts de la ville de Montréal en matière de lutte contre la radicalisation.

C'est malheureux que le gouvernement ne parle pas de stratégie et de financement afin de contrer la radicalisation dans notre pays. Le recrutement de combattants étrangers par le groupe État islamique constitue un problème. Cela prend donc des programmes de déradicalisation au Canada et pas seulement des efforts locaux, même si ceux-ci sont à souligner. Il faut élaborer une stratégie nationale afin de limiter la radicalisation qui fait en sorte que des combattants étrangers se rendent là-bas.

Mon collègue peut-il nous assurer que son gouvernement va s'engager à faire de plus grands investissements pour contrer la radicalisation? Ce serait un moyen très efficace de diminuer le groupe État islamique.

[Traduction]

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, le gouvernement a une politique claire, qui consiste à réorienter nos axes d'intervention en Irak et en Syrie et à adopter une approche pangouvernementale visant à rendre la région plus sûre et plus stable. Nous avons décrit les initiatives prévues, parmi lesquelles une somme de 800 millions de dollars sur trois ans destinée à l'aide humanitaire, et une autre de 300 millions qui servira à reconstruire les infrastructures de la région.

Mme Joyce Murray (Vancouver Quadra, Lib.): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de ses observations, notamment celles au sujet de la façon dont les députés et les membres du public qui écoutent le débat peuvent appuyer les militaires et les anciens combattants qui ne portent plus l'uniforme.

J'aimerais que mon collègue nous parle des programmes internes pour appuyer les militaires blessés, c'est-à-dire l'Unité interarmées de soutien du personnel et les Centres intégrés de soutien du personnel. Lorsque les libéraux étaient dans l'opposition, ils disaient que ces unités ne faisaient pas un assez bon travail, et il n'y a pas eu d'amélioration véritable. C'est clair maintenant. Manifestement, ils ne faisaient pas un assez bon travail.

Que pense le député du fait d'examiner et d'améliorer le soutien fourni à l'interne aux militaires blessés?

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, notre programme prévoit une politique rigoureuse pour aider les soldats qui reviennent de missions partout dans le monde. Nous l'avons expliqué pendant la campagne électorale. Au cours des prochaines semaines, des mesures seront prises. Celles-ci aideront les soldats à réintégrer la société grâce à l'éducation, notamment. Si les soldats sont blessés à leur retour, ils recevront les fonds nécessaires pour les aider à participer de nouveau à la société canadienne.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre la question qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de Jonquière, Postes Canada.

[Traduction]

L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC): Madame la Présidente, j'aurai le plaisir de partager mon temps de parole avec le député de Banff—Airdrie.

Je parlerai aujourd'hui de la motion libérale tendant à la fin des opérations aériennes en Irak et en Syrie.

Les libéraux nous disent qu'ils veulent redéfinir notre contribution à la lutte contre l'EIIL, en envoyant notamment plus de membres des Forces armées canadiennes, mais en se retirant parallèlement du volet « soutien aérien ». Or, en agissant de la sorte, nous ferons seulement courir davantage de risques à nos militaires.

Je suis d'accord avec le ministre de la Défense nationale quand il dit que c'est sur le terrain que la guerre va se gagner, mais sans la protection aérienne de nos CF-18, c'est tout simplement insensé. Comment peut-on penser à envoyer des membres des Forces armées canadiennes sur la ligne de front sans leur offrir une couverture aérienne adéquate?

À l'époque où j'étais ministre de la Défense nationale ou des Affaires étrangères, je me suis rendu à plusieurs reprises au Moyen-Orient, et je ne compte plus les fois où mes homologues du Koweït, de l'Irak et des Émirats arabes unis m'ont réaffirmé à quel point la contribution du Canada et de nos CF-18 était importante.

Nos avions-chasseurs s'en sont pris très efficacement à l'EIIL ainsi qu'à d'autres cibles et ont réussi à appauvrir les ressources du groupe État islamique. Au dire de tous, les Forces armées canadiennes ont gravement atteint les infrastructures et les instances dirigeantes du groupe. Elles ont limité sa capacité à effectuer de grandes manoeuvres, anéanti son moral et permis aux forces irakiennes de reprendre certaines villes, dont Ramadi. Elles ont réussi à priver le soi-disant califat de ressources pétrolières et ont ainsi restreint ses moyens de financement.

La déclaration du ministre de la Défense nationale à propos de la victoire sur le terrain rejoint ce que m'ont dit les représentants irakiens lors de notre réunion. Ils m'ont dit que la guerre se gagnerait au sol, mais qu'elle devait être remportée par eux. Ils ont ajouté qu'avec les frappes aériennes, nous leur permettons de maintenir leur territoire en Irak. Grâce aux frappes, ils ont repris les terres qu'on leur avait enlevées. Le soutien des forces aériennes leur est nécessaire — ils ont été très clairs là-dessus.

Le déploiement des hélicoptères Griffon de l'Aviation royale canadienne pour un appui aérien rapproché lors des attaques est en soi plus dangereux que le bombardement des postes de combat du groupe État islamique depuis les CF-18. En allant de l'avant avec son plan, le nouveau gouvernement n'a réussi qu'à montrer combien celui-ci est incohérent.

Initiatives ministérielles

Le Parti conservateur du Canada est favorable à ce que l'on procure à nos militaires l'équipement dont ils ont besoin, quel qu'il soit, qu'il s'agisse d'hélicoptères ou d'avions de chasse. Le gouvernement libéral n'a aucune raison de retirer les CF-18. Je tiens à exprimer ma déception aux députés. Les libéraux ont mis fin aux frappes aériennes avant même que le débat commence.

Les courageux hommes et femmes des Forces armées canadiennes méritent de savoir qu'ils peuvent compter sur nous et que nous leur fournirons une couverture aérienne lorsqu'ils seront sur le terrain avec les Irakiens et les Syriens. Les parents, les fils, les filles, les maris et les femmes du personnel des Forces armées canadiennes méritent de savoir que le gouvernement fait tout en son pouvoir pour assurer la sécurité de leurs êtres chers, lorsque ceux-ci se battent à l'étranger pour défendre leurs droits, leur liberté et la démocratie. Ils ne veulent pas que le plan du gouvernement pour cette mission soit incohérent.

Je dois signaler que le plan des libéraux ne correspond pas à la volonté des Canadiens. En effet, 63 % des Canadiens disent qu'ils aimeraient que le Canada maintienne la fréquence actuelle des frappes aériennes contre le groupe État islamique ou qu'il mène un plus grand nombre de missions de frappes aériennes. Ce n'est pas surprenant.

Le Canada comprend que l'EIIS a déclaré la guerre au Canada et à ses alliés. Les libéraux devraient le comprendre. Les membres des Forces canadiennes participant à la mission de conseil et d'assistance ont déjà été appelés à combattre. Nous devons veiller à ne pas les exposer à des risques supplémentaires, et je pense que c'est exactement ce qui se passera si nous cessons d'effectuer des frappes aériennes.

Je souligne le fait que les hommes et femmes des Forces canadiennes méritent de savoir qu'ils sont protégés en tout temps, notamment par nos avions de chasse CF-18. Les Irakiens le comprennent très bien, tout comme les autres pays alliés de la coalition. Ils savent, comme nous, que l'EIIS cherche à détruire le tissu même de notre nation. Le premier ministre a lui-même affirmé que les gens terrorisés par l'EIIS au quotidien n'ont pas besoin qu'on les venge. Ils ont besoin qu'on les aide.

● (1640)

Le Canada est toujours dans le combat contre l'EIIS et notre contribution à la coalition est importante. Pourquoi le premier ministre ne comprend-il pas qu'on ne pourra aider les habitants de la Syrie et de l'Irak tant qu'on n'aura pas confronté l'EIIS? C'est seulement lorsque nous l'aurons vaincu que les habitants de la région pourront recouvrer leur souveraineté et reconstruire leur vie.

J'admire nos alliés. Ils ne restent pas en marge les bras croisés à regarder les autres faire le gros du travail. Je répète que lorsque j'étais ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères, tous nos partenaires de la coalition remerciaient abondamment le Canada pour l'efficacité de ses CF-18 dans les efforts voulant empêcher l'EIIS d'envahir leur pays respectif. C'est justement de cela dont il est question: empêcher l'EIIS en Irak et en Syrie d'imposer son idéologie non seulement sur ces pays-là, mais aussi sur le reste des pays du monde libre — dont, bien évidemment, le Canada. Le Canada ne reste jamais en marge d'un conflit.

Je me souviens, au début des années 1990, quand l'Irak a envahi le Koweït, que l'ancien premier ministre Mulroney nous avait convoqué dans l'antichambre du gouvernement pour nous dire ce qui s'était passé et nous parler de sa conversation avec le président des États-Unis. Le premier ministre Mulroney était sans équivoque: le Canada ne reste pas sur la ligne de touche lorsque des gens sont

soumis à de mauvais traitements. L'appui était unanime pour se porter à la défense du Koweït à ce moment-là.

Je dois dire que, quand j'ai eu l'occasion de visiter le Koweït, les gens répétaient sans cesse à quel point ils étaient reconnaissants de ce que le Canada a fait lorsqu'ils en ont eu désespérément besoin.

C'est exactement ce que j'entends de la part de nos alliés en Irak. À l'heure actuelle, partout au Moyen-Orient, les gens sont reconnaissants de ce que fait le Canada et de sa participation aux frappes aériennes.

J'ai présidé une réunion à Québec il y a un peu plus de six mois avec nos partenaires de la coalition. Je demande aux libéraux si nous faisons encore partie de la coalition maintenant que nous avons retiré nos avions. Sommes-nous laissés de côté? Personne ne souhaite cela. Nous voulons en faire partie.

Encore une fois, je suis très déçu que les libéraux ne suivent ni la volonté des Canadiens, ni la tradition canadienne, qui est de ne pas rester sur la ligne de touche mais de participer. J'espère que les libéraux reconsidéreront leur décision et feront ce qui doit être fait, pour nos militaires et pour la lutte contre le groupe État islamique.

● (1645)

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Madame la Présidente, en octobre 2015, les États-Unis ont retiré le porte-avions américain *Theodore Roosevelt*, qui comptait 65 appareils. C'était la première fois depuis 2007 qu'il n'y avait aucun porte-avions américain dans le Golfe. Des compressions budgétaires, entre autres, avaient forcé le retrait du porte-avions. Les militaires américains avaient dit qu'il n'y avait pas raison de s'inquiéter de la perte de ces 65 appareils parce qu'ils n'effectuaient que 20 % du travail environ, qui allait facilement être repris par les plus grandes forces aériennes qui décollaient du sol sur le théâtre des opérations. Il semble que notre contribution était d'environ 2 %.

Je demande à mon collègue d'en face s'il croit vraiment que sans les CF-18, nos alliés ne protégeront pas les troupes au sol, compte tenu de tous les avions disponibles.

L'hon. Rob Nicholson: Madame la Présidente, c'est exactement ce que je dis. J'ai fait valoir ce point à la Chambre pour la deuxième fois depuis que nous avons commencé ce débat: le Canada n'a pas l'habitude de rester à l'écart et de dire aux autres de s'occuper du problème.

Tout au long de notre histoire, nous n'avons jamais refusé d'envoyer des soldats canadiens et dit aux Britanniques et à tous les autres qu'ils pouvaient faire le travail à notre place, qu'ils devaient se battre pour la liberté et pour les personnes opprimées. Cela n'a jamais été la façon canadienne de faire les choses.

J'ai parlé de ce qui s'était passé au Koweït. Oui, d'autres membres de la coalition étaient présents, mais le Canada a toujours participé. Nous avons toujours amplement contribué aux efforts. C'est ce que j'ai dit à de nombreuses reprises à nos alliés. Nous en faisons toujours plus que notre part, et c'est bien ainsi. Je refuse catégoriquement de refiler le travail à d'autres.

Initiatives ministérielles

•(1650)

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NDP): Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt le député de Niagara Falls et les autres députés conservateurs. Il est très clair que, dans le contexte de cette motion, ils s'opposent au retrait des avions de chasse canadiens. On pourrait toutefois soutenir que le Canada participe encore très activement aux bombardements en utilisant l'aéronef de surveillance Aurora, en procédant à des opérations de ravitaillement et en traçant des cibles sur le sol. Il semble que les conservateurs font reposer toute leur argumentation sur le retrait des CF-18.

Ma question porte sur un autre élément de la mission militaire. Les conservateurs appuient-ils ce qui est proposé dans la motion, soit l'élargissement de la prétendue mission de formation, qui est en fait une mission de conseil et d'assistance et qui enverra des membres des Forces canadiennes sur la ligne de front, où ils risqueront de participer à des combats directs avec le groupe État islamique? Les conservateurs appuient-ils cette partie de la motion des libéraux?

L'hon. Rob Nicholson: Madame la Présidente, il s'agit d'un éventail complet de mesures.

J'appuie la mission que nous avons entreprise et qui avait été approuvée par le Parlement, c'est-à-dire un rôle de conseil et d'assistance auprès des soldats sur le terrain. En même temps — et le député y a fait allusion —, les aéronefs de ravitaillement en vol et de surveillance constituaient un volet majeur de la mission.

Cependant, les membres de l'Aviation royale du Canada et les CF-18 étaient l'élément crucial de notre contribution à la coalition contre le groupe État islamique. Lors des conférences de l'OTAN et de la conférence tenue à Québec avec les membres de la coalition, aucun allié ne m'a dit que ce n'était pas la peine d'envoyer nos CF-18. Ils m'ont plutôt dit exactement le contraire.

Quand j'ai parlé aux autorités irakiennes, que ce soit le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères ou le ministre de la Défense, elles m'ont toutes dit très clairement que nos opérations aériennes les aidaient à maintenir le territoire qu'elles contrôlaient et à progresser dans la lutte contre le groupe État islamique. Elles m'ont dit que notre contribution était absolument essentielle et qu'elles appréciaient au plus haut point les efforts déployés par le Canada.

Comme je l'ai déjà dit, ces mesures s'inscrivent dans le droit fil de ce que le Canada a toujours fait. C'est le rôle que le Canada doit jouer. Il ne doit pas rester les bras croisés ni, comme on me l'a suggéré, espérer que d'autres fassent le travail à sa place. Ce serait indigne du Canada.

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Madame la Présidente, les députés ministériels restent carrément muets sur le rôle essentiel que l'Aviation royale canadienne a joué dans les efforts mondiaux de lutte contre le groupe État islamique.

Je dois souligner que les frappes aériennes des militaires canadiens ont été très utiles en Irak et en Syrie. Les militaires canadiens ont notamment détruit beaucoup de positions de combat, d'équipement et de véhicules du groupe État islamique, ainsi que fabriques et dépôts d'engins explosifs improvisés. Je n'hésite pas à dire ce que les libéraux n'oseront pas exprimer: tout ce que les militaires canadiens ont fait en collaboration avec nos alliés pour lutter contre le groupe État islamique a de quoi nous rendre fiers. Le gouvernement les a retirés cavalièrement du combat et il n'a même pas remercié l'aviation canadienne pour son utile participation à la mission. J'ajouterais que ce retrait s'est fait avant même que le débat sur la motion dont nous sommes saisis n'ait vraiment commencé.

Au 3 février, les CF-18 canadiens avaient réussi à détruire 249 positions de combat, 83 pièces d'équipement et véhicules ainsi que 24 fabriques et dépôts d'engins explosifs improvisés du groupe État islamique. Malheureusement, au lieu de reconnaître le travail des militaires canadiens, le gouvernement décrit faussement la participation du Canada à la force opérationnelle aérienne. En fait, le premier ministre a récemment déclaré que 600 membres de l'Aviation royale canadienne soutenaient seulement 6 chasseurs CF-18. Ce n'est tout simplement pas vrai.

Les effectifs et les appareils de l'Aviation royale canadienne soutiennent toute la force opérationnelle aérienne de la coalition: ils assurent le ravitaillement des avions alliés par l'entremise de nos appareils Polaris, transmettent aux membres de la coalition les renseignements recueillis par notre avion de reconnaissance et contribuent à cibler les positions du groupe État islamique pour nos alliés. Or, sans explication claire, le gouvernement libéral met fin à notre participation aux bombardements de la coalition.

La décision d'abandonner notre mission aérienne survient à un moment où la plupart des Canadiens souhaitent que nous poursuivions la mission de combat contre le groupe État islamique. D'ailleurs, la majorité de la population croit que le retrait des chasseurs ternira la réputation du Canada sur la scène internationale. Selon un sondage d'Angus Reid, près de la moitié des Canadiens — 47 %, pour être exact — pensent que cette décision aura un effet négatif sur notre réputation mondiale. En outre, 27 % seulement — je dis bien 27 % seulement — ont déclaré à l'Institut Angus Reid qu'ils étaient sur la même longueur d'onde que les libéraux, qui entendent mettre fin à la mission aérienne et se concentrer sur la formation des troupes irakiennes et syriennes. Le même sondage révèle que, d'après 64 % de la population, la menace que représente le groupe État islamique grandit. Par conséquent, pourquoi les libéraux font-ils fi du bon travail de notre force aérienne et se moquent-ils de la volonté de la population canadienne et, en vérité, de nos alliés?

Les hommes et les femmes courageux des Forces armées canadiennes ont toujours été fiers de se charger des tâches difficiles sur la scène mondiale pour protéger les libertés qui nous sont chères. Cela suppose maintenant d'affaiblir et de défaire le groupe État islamique, un groupe terroriste qui commet des massacres et inspire des attentats terroristes partout dans le monde et qui a déclaré la guerre au Canada et à ses alliés.

J'ai entendu les électeurs de ma circonscription dire à quel point ils étaient déçus que les libéraux aient décidé de retirer le Canada de la mission de combat aérien contre le groupe État islamique. Ils me demandent pourquoi nous abandonnons nos alliés au moment où ils ont le plus besoin de nous.

Qu'on me comprenne bien: le retrait de la mission de combat contre le groupe État islamique est un pas en arrière pour le Canada. Notre pays s'est toujours battu pour les droits de la personne et la sécurité internationale. En fait, cela m'a été récemment rappelé d'une manière très émouvante lorsque j'ai eu l'occasion de livrer l'éloge funèbre de Ray Hoffman, un vrai héros canadien qui s'est battu avec les Calgary Highlanders lors de la Seconde Guerre mondiale. Ray servait comme mitrailleur d'infanterie à Oldenburg le jour de la victoire en Europe, en 1945, puis il est rentré pour faire sa vie dans la ville de Cochrane, en Alberta, dans ma circonscription. Il fait partie des nombreux militaires qui ont contribué à faire de notre pays un pays qui défend les innocents et les populations vulnérables en s'attaquant à ceux qui commettent des massacres.

Initiatives ministérielles

Nous devrions épauler nos alliés pour mettre fin au groupe État islamique, à son asservissement des femmes et des enfants, à sa façon barbare de traiter les gais et les lesbiennes et à ses massacres des minorités religieuses. Il est plus important que jamais que nous nous y opposions avec nos alliés pour assurer la sécurité des gens.

•(1655)

Soyons clairs: le groupe État islamique commet des actes de barbarie. Des familles, des villages et des villes sont systématiquement exterminés. C'est de la barbarie. Des gens sont brûlés vifs. C'est de la barbarie. Des gens se font décapiter, et leur tête est exposée à la vue de tous. Il y a même des enfants qui subissent ce destin horrible. C'est de la barbarie. On jette des hommes et des femmes gais en bas d'un édifice pour les tuer. C'est de la barbarie. Des femmes et des enfants sont vendus pour en faire des esclaves sexuels. C'est de la barbarie. On rassemble les yézidis et on les fait marcher au pas jusqu'au lieu de leur exécution massive par balles. C'est aussi de la barbarie.

Quelle réponse le premier ministre du Canada a-t-il à offrir au sujet de cette barbarie? Il a déclaré ceci récemment: « L'ennemi mortel de la barbarie n'est pas la haine, mais bien la raison. » Premièrement, je suis surpris d'entendre le premier ministre enfin prononcer le mot « barbarie », car il y a quelques années encore, il refusait de qualifier les meurtres d'honneur de « barbares ». Il prétendait plutôt que le gouvernement, alors formé par le Parti conservateur, devait s'efforcer de se montrer à la fois neutre et responsable.

Les autres députés de mon parti et moi n'avons pas peur d'appeler ces actes haineux par leur nom. Ce sont des actes barbares, et nous sommes fermement résolus à les combattre. Mais permettez-moi également de dire ceci au premier ministre: non, l'ennemi mortel de la barbarie n'est pas la haine. L'ennemi mortel de la barbarie est la défense sans compromis de la démocratie et de la liberté. C'est la défense des innocents. C'est la solidarité avec nos alliés. C'est la défense des minorités yézidie et chrétienne ainsi que des autres minorités religieuses ou ethniques. C'est la défense des droits de la personne.

Le groupe État islamique est une organisation terroriste dont les membres provoquent la frayeur. Ils ont déclaré la guerre au Canada et à ses alliés. Notre combat contre eux est un combat juste. Nous ne pouvons pas reculer et nous attendre à ce que nos alliés fassent à notre place le travail de défendre la liberté et les droits de la personne.

Ne vous y trompez pas. Le Canada a joué un rôle clé parmi ses alliés dans les combats aériens. Nos chasseurs font partie des cinq pays ayant effectué le plus grand nombre de frappes aériennes contre le groupe État islamique. Mes collègues conservateurs et moi sommes convaincus que le Canada a la capacité de poursuivre sa contribution aux frappes aériennes, tout en faisant de la formation et en fournissant de l'aide humanitaire. Le personnel des Forces armées canadiennes l'a fait très efficacement pendant près d'un an.

Je pose la question suivante aux députés ministériels. Comment peuvent-ils prétendre être solidaires de nos alliés, travailler côte à côte avec eux, et être un partenaire majeur dans la lutte contre le groupe État islamique, alors qu'ils ont éliminé la contribution même qui protégeait le plus directement les civils innocents qui sont massacrés sur le terrain?

Si le premier ministre croit vraiment que la raison est l'ennemi du barbarisme, peut-être qu'il aura recours à la raison pour comprendre que les militaires de l'Aviation royale canadienne ont réussi à

combattre ce barbarisme et qu'il abrogera sa motion visant le retrait de la mission de combat aérien contre le groupe État islamique.

•(1700)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de ses observations, mais soyons parfaitement clairs à ce sujet. Le rôle du Canada a été soulevé au cours des dernières élections. J'ai assez clairement établi quelle était la position du parti et ce qu'a dit le chef du parti. L'engagement concernant la réorientation de la campagne au Moyen-Orient ne devrait surprendre personne. Nous avons dit très clairement aux Canadiens — et la coalition mondiale le savait — que le Canada retirerait ses CF-18 et qu'il entreprendrait d'autres initiatives.

Beaucoup d'autres initiatives sont en cours: tripler la taille de force de formation, augmenter l'aide humanitaire et l'aide au développement, accroître le rôle diplomatique et accélérer les efforts de renforcement des capacités. Il y a beaucoup à faire dans ces domaines.

Le député ne peut-il pas, à tout le moins, respecter le choix des électeurs et le fait que la coalition dispose de nombreux autres moyens? Aucun des membres de la coalition ne nous demande de ramener les CF-18.

J'aimerais savoir si le député respecte la réalité qui correspond au choix des électeurs.

M. Blake Richards: Madame la Présidente, je me demande si le député respecterait la volonté de la population canadienne et le besoin des militaires de participer à la lutte, d'épauler nos alliés. Respecterait-il le travail qu'ils ont entrepris? Je l'espère. Je souhaiterais que le gouvernement le fasse. Je souhaiterais qu'il respecte le fait que 64 % des Canadiens disent croire que la menace que pose le groupe État islamique dans le monde est grandissante.

Absolument rien ne justifie que notre pays ne puisse pas jouer un rôle sur le plan de la formation et de l'aide humanitaire, tout en participant aux frappes aériennes avec ses partenaires de la coalition. Pourquoi le gouvernement croit-il que le Canada n'est pas capable, que les militaires ne sont pas capables de faire tout cela? Nous pouvons, nous devrions et nous devons le faire.

Il est honteux que le gouvernement ne comprenne pas et ne respecte pas la volonté des Canadiens et qu'il ne respecte pas les hommes et les femmes en uniforme qui font ce travail et qui le font bien.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir pour moi d'écouter le député. Cela dit, j'ai encore une question. Même si, pendant la campagne électorale, le gouvernement libéral s'est engagé à restreindre sa participation à la mission de combat, en fait, nous constatons aujourd'hui que celle-ci a plutôt été élargie. C'est indéniable. Nous avons demandé à plusieurs reprises aux députés conservateurs de nous dire s'ils appuient cette mission de combat élargie. Les députés de notre parti, eux, ne l'appuient pas. Nous nous opposerons à la motion, car nous estimons que le Canada devrait plutôt s'efforcer de priver le groupe État islamique de ses sources de financement et de ses armes ainsi que d'endiguer le flot de combattants étrangers. Cela suppose la mise en oeuvre de programmes de déradicalisation, mais le gouvernement n'a toujours pas pris de mesures en ce sens, même si de nombreux Canadiens partout au pays réclament de tels programmes.

Initiatives ministérielles

Donc, la mission de combat est élargie, et je ne sais pas exactement quel est le point de vue des conservateurs à ce sujet. Le député appuie-t-il la mission de combat élargie, qui va à l'encontre des promesses faites par les libéraux pendant la campagne électorale?

● (1705)

M. Blake Richards: Madame la Présidente, mon parti et moi voulons que le Canada soit solidaire de ses alliés et fasse partie de la coalition qui lutte contre le groupe État islamique. La contribution de notre pays peut prendre plusieurs formes, mais, de toute évidence, il y a une mesure en particulier qui s'est avérée efficace et dans laquelle nous avons joué un rôle clé, et c'est la campagne de frappes aériennes. Nous avons joué un rôle névralgique à cet égard; en fait, nous avons été l'un des pays qui ont le plus contribué à cet effort.

Il est honteux que le Canada fasse marche arrière maintenant, au moment où les Canadiens voient le groupe État islamique comme une menace grandissante et où nos alliés ont le plus besoin de nous. À mon avis, la conduite du gouvernement à cet égard doit être dénoncée.

Nous devons participer à la mission et à la campagne de frappes aériennes et faire tout en notre pouvoir pour mettre fin, de concert avec nos alliés, à la menace terroriste que représente le groupe État islamique.

Mme Sheila Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de la très belle circonscription de Sherbrooke.

Je suis ravie de pouvoir débattre aujourd'hui de la meilleure manière de combattre et de vaincre l'EIIS. Je remercie la Chambre et le gouvernement de nous en donner l'occasion.

Les néo-démocrates se réjouissent de trois des aspects du plan qu'on nous a présentés: premièrement, l'accent renouvelé sur la démocratie; deuxièmement, l'engagement renouvelé de venir en aide aux populations touchées par le conflit; et, troisièmement, l'engagement d'accueillir tous ces réfugiés, qui est en voie d'être réalisé. Ces éléments ont de quoi nous rendre fiers.

Le NPD a toujours défendu la paix, et je suis fière d'être de cet avis moi aussi. Aujourd'hui, j'ai une pensée pour mon grand-père, John Osler. C'était un pacifiste. Il refusait aussi longtemps qu'il le pouvait de s'engager dans un conflit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a finalement dû s'enrôler dans la marine, mais il était fier de servir sa patrie. Par la suite, il s'est présenté comme candidat pour la CCF et il a oeuvré au sein du mouvement ouvrier. C'est un honneur d'être sa petite-fille et de pouvoir marcher sur ses traces dans le cadre du débat d'aujourd'hui.

La position du NPD a toujours été limpide: le Canada doit tout faire pour interrompre l'afflux d'armes, d'argent et de combattants, en commençant par faire ce qu'il peut ici avant d'aller ailleurs. Nous aurions bien aimé que le gouvernement s'engage en ce sens.

Commençons par le premier aspect: empêcher les armes d'arriver dans la région. Même si le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté trois résolutions relatives à l'Irak, aucune n'autorisait une quelconque mission militaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU a expressément demandé à tous les pays membres de stopper l'afflux de combattants étrangers et de supprimer le financement aux organisations terroristes. Comme le faisait remarquer mon collègue d'Esquimalt—Saanich—Sooke, au Canada, une seule personne a été reconnue coupable d'avoir financé des activités terroristes, et c'était en 2010. Il y a donc des choses à faire ici, chez nous.

La vente de pétrole sur le marché noir rapporte de 1 à 3 millions de dollars par jour à l'EIIL. Nous ne réussirons jamais à contrecarrer l'EIIL si nous ne lui coupons pas les vivres. Nous devons empêcher le pétrole de franchir les frontières des pays de la région.

Le Traité sur le commerce des armes réglerait la circulation d'armes entre pays. S'il était appliqué à l'échelle mondiale, il pourrait priver les régimes les plus brutaux de la planète de fonds pour financer leurs terribles atrocités.

Le Traité sur le commerce des armes est entré en vigueur il y a plus d'un an; or, le Canada est le seul pays de l'OTAN à ne pas l'avoir encore signé, une bien triste distinction. Il y a déjà longtemps que le NPD fait valoir l'importance de ce traité, tant à la Chambre qu'à l'extérieur. Nous nous sommes donc réjouis d'entendre les libéraux s'engager, pendant la campagne électorale, à signer le Traité sur le commerce des armes.

Au cours des dernières semaines, nous avons souvent demandé au gouvernement quand il signerait ce traité. Hier ou avant-hier, on a appris que le ministre était saisi du dossier, mais personne, parmi nous, ne sait ce que cela signifie. Que veut dire « être saisi », au juste? Se faire attraper ou être coincé, peut-être? Je l'ignore, mais, quoi qu'il en soit, il est temps d'agir. Il est embarrassant que le Canada n'ait pas encore respecté cet engagement, car la signature du traité aurait un effet important. Cette décision, que nous pouvons prendre ici au Canada, aurait une incidence sur la guerre contre le groupe armé État islamique.

La signature du Traité sur le commerce des armes offrirait aussi d'autres avantages. Elle fournirait au gouvernement des pistes de réponse plus claires au sujet de la vente d'armes à l'Arabie saoudite.

Il a été souligné cette semaine que des armes utilisées au Yémen provenaient du Canada, plus précisément du Manitoba, croyez-le ou non. Nous avons du travail à faire ici même au Canada. La signature du Traité sur le commerce des armes serait une source de fierté pour nous à l'échelle internationale, et nous pourrions faire une différence dans la région touchée.

Nous aurions aimé que cette mission, telle qu'elle a été exposée par le gouvernement, comprenne un engagement visant à endiguer le flot de combattants en appuyant les efforts de déradicalisation ici au pays.

● (1710)

Nous savons que des collectivités partout au pays ont demandé au gouvernement fédéral, tant l'ancien gouvernement que le gouvernement actuel, de les aider à protéger les jeunes contre les techniques de recrutement hautement perfectionnées de l'EIIS, mais, selon l'annonce faite le 8 février, aucune mesure ne semble être prévue au Canada pour lutter contre l'EIIS.

J'ai posé la même question toute la journée lundi dernier. Le Parti libéral dispose-t-il d'un plan de déradicalisation pour empêcher que des Canadiens partent à l'étranger pour combattre aux côtés de l'EIIS? Je n'ai pu obtenir une réponse à cet égard d'aucun député libéral. J'aimerais savoir si les libéraux ont un tel plan. J'aimerais bien avoir la surprise d'apprendre qu'ils ont un tel plan. Le secrétaire général Ban Ki-Moon a affirmé qu'à long terme, la principale menace qui pèse sur les terroristes n'est pas la puissance des missiles, mais bien la politique d'inclusion. Je serais fière si le Canada l'adoptait.

Initiatives ministérielles

Il y a des parties des motions libérale et conservatrice que nous pouvons appuyer sans réserve, c'est-à-dire en ce qui concerne l'expression de notre reconnaissance et de notre fierté à l'égard des militaires qui servent maintenant et de ceux qui ont servi dans le passé. Nous devons, en tant que pays, prendre toutes les mesures nécessaires pour nous occuper du mieux possible de nos anciens combattants et de nos militaires.

Les libéraux ont engagé le Canada en Afghanistan en 2004 sans se fixer un objectif final. Tout comme en Afghanistan, la présente mission militaire semble d'une durée indéfinie.

Les libéraux positionnent les Forces canadiennes plus profondément en zone de conflit, pour une mission sans date de fin et sans définition de ce qui constituerait une réussite.

L'annonce du premier ministre a laissé de nombreuses questions sans réponse. Toutefois, le chef d'état-major de la défense, le général Vance, a été clair. Il a dit que les soldats canadiens seront exposés à des risques accrus dans cette mission. Il a ajouté :

Si l'on augmente les effectifs au sol dans un secteur dangereux, le risque global est plus grand.

Les militaires canadiens seront en zone de conflit dans un environnement à risque élevé et, s'ils se font attaquer, ils devront répliquer. Ici au Canada, le nombre élevé d'anciens combattants touchant des prestations d'invalidité pour cause de trouble de stress post-traumatique nous rappelle la nécessité d'avoir des services de soutien pour nos militaires.

Dimanche dernier, quatre provinces ont honoré des soldats et des anciens combattants de l'Afghanistan, des anciens combattants qui sont revenus au pays et qui se sont suicidés. Nous avons tous de telles histoires dans nos collectivités. Dans mon cas, c'est une famille de Ladysmith que j'aime beaucoup. Selon une enquête du *Globe and Mail*, au moins 62 soldats se sont enlevé la vie après la mission canadienne en Afghanistan. C'est une tragédie nationale.

Le gouvernement a promis, et j'en suis ravie, de rouvrir les neuf centres de services aux anciens combattants qu'ont fermés les conservateurs. Il devrait également s'engager à accroître les services en santé mentale.

Quelle que soit l'issue du débat à la Chambre, et quoi qu'il arrive de la mission, le gouvernement doit honorer ses promesses envers les anciens combattants et les militaires en service. Ces gens travaillent à assurer notre sécurité et nous devons assurer leur bien-être.

Les Canadiens ont voté pour du changement et le nouveau gouvernement doit offrir ce changement. J'estime que le Canada aurait une meilleure crédibilité s'il veillait à ce qui se passe dans sa propre cour, s'il signait le Traité sur le commerce des armes, s'il appuyait les efforts de déradicalisation au pays, et s'il prenait soin des anciens combattants aussi bien que possible.

Je suis impatiente que le Canada mette de l'ordre dans ses affaires et restaure notre réputation en tant que nation de paix et d'éthique.

• (1715)

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Madame la Présidente, la position du NPD me semble plutôt étrange. En effet, les néo-démocrates approuvent la mission humanitaire proposée par le gouvernement. Ils sont d'accord avec la proposition du gouvernement visant à intensifier nos efforts diplomatiques. Ils sont certainement en faveur de l'accueil, jusqu'à présent, d'environ 23 000 ou 24 000 réfugiés dans notre pays, une initiative incroyable qui est un véritable exercice d'édification de la nation.

Toutefois, les néo-démocrates veulent que, d'une façon ou d'une autre, les armes et les fonds destinés au groupe État islamique soient interceptés sans faire appel à l'armée. Ils veulent une mission militaire sans militaires. Que cela exige des combats ou non, les néo-démocrates souhaitent seulement intercepter le pétrole, qui représente une source de financement, et les armes, pour des raisons évidentes.

Je me demande comment le gouvernement pourrait saisir des fonds ou des armes à feu sans présence militaire.

Mme Sheila Malcolmson: Madame la Présidente, toutes les suggestions que mes collègues néo-démocrates et moi avons faites portent sur la nécessité de réduire l'intensité des combats dans la région, et peut-être même leur durée, et de diminuer les risques auxquels sont exposés les militaires lorsqu'ils sont là-bas. C'est là un exemple du dicton « un point à temps en vaut cent ». Nous n'aurons jamais assez d'armes ou de combattants pour imposer la paix. Toutefois, si nous voulons bloquer l'approvisionnement en armes du groupe État islamique et le priver de ses sources de financement, il sera plus utile de recourir à notre système bancaire que d'envoyer des soldats sur la ligne de front.

Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas invité nos soldats dans la région, mais a plutôt demandé au Canada, ainsi qu'à d'autres pays de l'OTAN, de signer le Traité sur le commerce des armes. Cela montre très clairement ce que la communauté internationale croit que nous devrions faire pour mettre fin aux combats intenses.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, la députée a été très éloquente et a soulevé des points dont nous reconnaissons tous l'importance, comme l'aide humanitaire et la nécessité de nous attaquer au financement du terrorisme. Bien sûr, il y a des détails sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Mais revenons au sujet du débat, soit la mission militaire.

La députée et moi-même voyons peut-être les choses différemment. Elle a parlé de son grand-père, un pacifiste durant la guerre. Comme je l'ai déjà mentionné, certains membres de ma famille ont été victimes de l'oppression nazie. Je suis donc très content que le Canada soit intervenu.

La députée est-elle d'avis qu'un génocide est en train de se produire? Souscrit-elle au principe de la responsabilité de protéger, selon lequel il est légitime d'avoir recours au combat et à l'intervention militaire en cas de génocide?

Mme Sheila Malcolmson: Madame la Présidente, je crois que le Canada a avant tout la réputation de veiller sur ses alliés dans ce genre de luttes. Selon moi, nous aurions plus de crédibilité sur la scène internationale si nous étions en mesure de donner à nos partenaires l'assurance que nous offrons de l'aide humanitaire et que nous participons au maintien de la paix. Nous avons traditionnellement combattu avec vigueur les génocides dans de nombreux pays et conflits historiques. Je suis fier de ce que nous avons accompli et j'espère que nous continuerons dans cette voie.

Toutefois, nous devons tarir les sources de financement et d'armes, et nous devons nous occuper des anciens combattants canadiens. En agissant sur ces trois points, nous gagnerons en crédibilité et pourrons peut-être ramener la paix plus rapidement dans la région.

Initiatives ministérielles

● (1720)

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Madame la Présidente, je suis très heureux d'avoir l'occasion de m'adresser à la Chambre au sujet d'une des questions les plus importantes, voire la plus importante sur laquelle on puisse être appelé à se prononcer, en tant que député de la Chambre des communes: le déploiement de nos soldats, compatriotes et concitoyens dans des États étrangers et parfois dans des situations de conflit.

D'entrée de jeu, je remercie le gouvernement d'avoir soumis cette question à la Chambre et d'avoir accepté de la consulter pour éventuellement voter sur cette motion. Je le remercie de cette considération.

C'est donc une décision extrêmement importante qu'il ne faut pas prendre à la légère. Il faut bien peser les pour et les contre et, dans ce cas-ci, trouver la façon la plus constructive de lutter contre le groupe État islamique. C'est ainsi, après avoir examiné la proposition et l'amendement des conservateurs, que nous avons décidé de nous y opposer, comme plusieurs de mes collègues l'ont mentionné.

Il ne faut pas en déduire que nous prenons à la légère la menace et les atrocités commises par le groupe État islamique. Il ne faut surtout pas diminuer la gravité de cette question. Toutefois, il faut se pencher sur les meilleures façons d'enrayer, avec nos alliés, le groupe État islamique et les actes de barbarie qu'il commet.

Le Canada doit jouer un rôle très important, et les partis de la Chambre différeront inévitablement sur la manière la plus efficace de le faire. De notre côté, nous pensons qu'il faut d'abord bloquer l'approvisionnement en armes, les fonds versés au groupe État islamique et, surtout, les combattants étrangers qui vont combattre aux côtés du groupe État islamique. Le Canada a un rôle important à jouer à cet égard.

Nous devons également lutter dans nos propres communautés contre la radicalisation qui pousse des Canadiens à aller à l'étranger pour combattre aux côtés du groupe État islamique. C'est un volet important. Si tous les pays concentraient tous leurs efforts sur cette question, on pourrait régler une grande partie du problème, puisque le groupe État islamique accueille beaucoup de combattants étrangers. Ce serait une façon plus constructive d'aborder cet enjeu.

En ce qui a trait à l'aide humanitaire, des enveloppes budgétaires ont été annoncées dans cette motion. Toutefois, nous pensons que nous devrions mettre davantage l'accent sur notre stratégie de lutte contre le groupe État islamique, surtout pour aider les citoyens qui sont pris dans cette situation. Aux yeux du NPD, il est très important d'accueillir des réfugiés au Canada afin de leur offrir une terre d'accueil paisible pour poursuivre leur vie.

Lors de la campagne électorale, le premier ministre a dit beaucoup de choses. Il a parlé de la question des réfugiés de façon assez exhaustive, mais il a parlé également de ce que serait la mission contre le groupe État islamique sous un gouvernement libéral. Il a dit vouloir clarifier notre mission et tracer une ligne entre les missions de combat et celles de non-combat.

Toutefois, aujourd'hui, dans la motion qui est devant nous, la proposition du gouvernement fait tout sauf clarifier s'il s'agit d'une mission de combat ou une mission de non-combat. Même le premier ministre n'ose pas s'avancer sur le sujet et demeure vague concernant cette mission.

Par ailleurs, on dit qu'on va cibler les endroits où nos alliés vont effectuer des frappes aériennes.

● (1725)

On dit qu'on va ravitailler des avions qui vont effectuer ces mêmes frappes aériennes, alors qu'on dit qu'on va retirer nos CF-18. On pourrait comprendre cela comme un aveu voulant que les frappes aériennes ne seraient pas la meilleure stratégie pour le Canada, alors qu'on aide nos alliés à entreprendre ces frappes. Dans cette situation, la position du gouvernement n'est pas claire, à savoir s'il est pour ou contre les frappes aériennes, alors qu'il retire ses avions et qu'il aide, du même coup, ses alliés à les poursuivre.

De plus, nous sommes bien au fait que nos soldats vont se retrouver en situation très dangereuse. En effet, même le général des Forces armées canadiennes a mentionné que le niveau de danger serait plus élevé en raison du plus grand nombre de Canadiens déployés en Irak et en Syrie. On envoie nos soldats dans une situation de danger.

Malheureusement, le sergent Doiron a perdu la vie dans des situations très tragiques. Évidemment, si on augmente la présence canadienne, les risques seront plus élevés, et les soldats vont possiblement souvent se retrouver — comme cela a été le cas dans le passé et nous pensons que ce sera aussi le cas dans le cadre d'une mission comme celle qui est proposée aujourd'hui — dans des situations à risque élevé, comme celles de tirs ennemis auxquels ils devront répondre, en plus d'être dans des situations extrêmement dangereuses.

D'où l'importance de considérer avec grande attention cette mission, parce que le danger existe dans ce conflit où on envoie les soldats canadiens. Il ne faut donc pas prendre cette décision à la légère.

Je reviens sur ce que je disais tout à l'heure par rapport aux combattants étrangers qui se rendent là-bas, dont certains proviennent même du Canada. Des efforts de déradicalisation doivent être faits, et ils devraient constituer une partie importante de la stratégie du Canada pour la lutte contre le groupe État islamique.

Malheureusement, on n'entend pas le gouvernement parler de la lutte contre la radicalisation ni d'une stratégie qui permettrait de déceler ces potentiels cas de radicalisation avant même que ces jeunes Canadiens — malheureusement, ce sont souvent des jeunes — se rendent à l'étranger, et d'y mettre fin le plus rapidement possible. Cela ne fait malheureusement pas partie du discours du gouvernement pour l'instant. J'aurais aimé que cette lutte contre la radicalisation fasse partie de la stratégie gouvernementale.

Par contre, il faut saluer les efforts déployés dans certaines communautés, dont Montréal par exemple. Très récemment de passage dans cette ville, le secrétaire général des Nations unies a salué les efforts faits par la communauté pour lutter contre la radicalisation.

À ce jour, ces efforts semblent assez localisés en ce sens qu'ils sont déployés par des communautés, des municipalités et des provinces. Les efforts ne semblent pas être nationaux ou provenir du gouvernement fédéral. Dans cette stratégie, j'aurais aimé que le gouvernement mette davantage l'accent sur cet élément qui, à mon avis, est très important dans la lutte contre le groupe État islamique.

Dans tout ce débat, il est aussi important de se rappeler les différents conflits qui ont éclaté dans cette région, la façon dont le Canada ou nos alliés ont décidé d'intervenir et les résultats que ces décisions ont apportés dans ces différents conflits.

Initiatives ministérielles

La stratégie qu'on a trop souvent utilisée était d'envoyer nos soldats dans des missions qui n'étaient pas bien définies et qui n'avaient pas de fin. On ne disait pas ce qui pourrait constituer le succès de la mission, quand on allait pouvoir retirer nos troupes et quand on allait pouvoir dire que la mission en question était terminée.

Si on adopte cette motion — et j'espère qu'elle ne sera pas adoptée —, j'ai l'impression qu'on va répéter les mêmes erreurs du passé, qu'on va continuer dans la même veine et que les résultats seront sensiblement les mêmes. Quand on répète toujours la même action, il est rare qu'on obtienne des résultats différents.

Je suis déçu de l'approche du gouvernement aujourd'hui. J'aurais espéré une approche très différente, notamment une approche axée sur la déradicalisation.

Mon temps est écoulé. Je serai très heureux de répondre aux questions de mes collègues s'ils en ont.

● (1730)

[Traduction]

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Madame la Présidente, je lui poserai la même question que j'ai adressée à sa collègue du NPD. Je trouve que la position du NPD est fondamentalement incohérente. Ce parti voudrait endiguer l'approvisionnement en armes et le financement du groupe ainsi que la circulation de personnes dans la région sans intervention militaire aucune. Je ne vois pas en quoi c'est possible.

Ce serait merveilleux si tout le monde à l'échelle de la planète pouvait se tenir par la main et empêcher le flux de capitaux dans le système bancaire, mais cela n'arrivera pas. Ce serait merveilleux si on pouvait arrêter les camions-citernes quittant la région de l'Irak contrôlée par l'EIIS à destination de la Turquie.

J'aimerais donc que mon collègue nous explique, au nom de son parti, la contradiction inhérente au fait de demander qu'on freine la circulation de fonds et d'armes sans intervention militaire aucune.

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault: Madame la Présidente, je ne vois pas du tout de contradiction dans le discours que tient notre parti sur cette question. C'est pourtant une façon simple de lutter contre le groupe État islamique. Il y a plusieurs façons de le faire. Le trafic d'armes le montre bien, et d'ailleurs, l'actualité parle présentement des armes canadiennes qui se retrouvent malheureusement entre les mauvaises mains.

La première chose que nous pourrions faire serait signer le protocole sur le trafic d'armements et s'assurer que, quand on vend des armes dans notre pays, elles ne se retrouvent pas entre les mains des mauvaises personnes. Il y a donc des mesures assez simples que le gouvernement pourrait prendre tout de suite dans le cadre de cette lutte. Je ne pense pas que vouloir mettre l'accent sur cela soit une contradiction.

Par ailleurs, je pense que limiter les fonds qu'obtient le groupe État islamique, et surtout limiter le nombre de combattants qui se rendent là-bas, sont des façons extrêmement efficaces de lutter contre lui. Si on pouvait limiter les déplacements des combattants dans cette région, ce serait l'idéal. Il s'agit là d'une partie importante de la question, et j'y ai fait allusion dans mon discours.

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais parler des résultats immédiats par opposition aux résultats à long terme. Les libéraux

et les néo-démocrates proposent des mesures qui pourraient peut-être donner des résultats à long terme. La formation et l'aide humanitaire sont importantes, cela va sans dire, mais le fait est que des innocents sont exposés dans l'immédiat à des actes de violence graves. De ce côté-ci de la Chambre, nous estimons qu'il s'agit d'un génocide, comme l'ont affirmé de nombreux groupes de défense et autres dans le monde.

Je comprends qu'il faut penser à long terme, mais qu'en est-il de ceux qui souffrent et qui meurent au moment où on se parle? Quelle option à part une intervention militaire s'offre à nous dans l'immédiat pour stopper la violence?

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Nous pouvons continuer dès maintenant à offrir une terre d'accueil à ces personnes qui sont en danger. Oui, il y a l'objectif à long terme, qui est, idéalement le plus rapidement possible, d'enrayer la menace qui est portée sur les personnes de ces régions.

Une de façons de le faire est d'ouvrir notre porte pour que ces gens puissent trouver une terre d'accueil. Nous avons de beaux exemples des Syriens qui viennent dans ma communauté à Sherbrooke refaire leur vie. Ils sont très heureux maintenant et effectivement, ils ont été persécutés.

Il est important que dans notre stratégie pour accueillir des réfugiés on mette aussi l'accent sur les gens qui sont les plus à risques, qui font partie de minorités religieuses ou même des minorités visibles ou sexuelles.

C'est donc important que l'on mette aussi cela de l'avant pour s'assurer que ces personnes qui sont le plus en danger puissent s'en sortir le plus vite possible et arriver dans un pays d'accueil le plus rapidement possible.

● (1735)

[Traduction]

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Madame la Présidente, je veux régler une formalité pour commencer: je vais partager mon temps de parole avec le député de Kitchener—Conestoga.

Je prends la parole aujourd'hui pour traiter de la motion du gouvernement présentée le 11 février 2016. Cette motion vise à obtenir l'appui de la Chambre en vue de redéfinir la mission en Syrie et en Irak en mettant fin aux sorties de nos CF-18 et en renforçant notre mission de formation en Irak.

Avant de poursuivre mon discours, je prends le temps de remercier les membres des forces armées de leurs efforts continus en vue d'aider les victimes de ce groupe terroriste radical connu sous le nom d'État islamique en l'Irak et en Syrie. De plus, je remercie les personnes des deux côtés de la Chambre qui ont servi dans les forces armées à quelque titre que ce soit.

Jusqu'à présent, la stratégie du Canada a été d'adopter une approche multidimensionnelle et exhaustive visant à aider les réfugiés à se réinstaller, à offrir de l'aide aux réfugiés dans les camps, à former les soldats kurdes, à procéder à des frappes aériennes contre des positions détenues par le groupe État islamique et même à défendre les Kurdes qui subissent de lourdes attaques. Mes collègues ont clairement et succinctement exprimé les avantages des CF-18 pour les troupes terrestres à Mossoul, de même que le besoin de maintenir leur présence dans la région.

Initiatives ministérielles

Pour décrire succinctement la motion du gouvernement, je dirais qu'elle accroît le nombre de soldats sur la ligne de front qui s'occuperont de formation tout en réduisant les moyens dont disposent nos militaires pour protéger ces mêmes soldats. Alors que l'augmentation du nombre de soldats signifie nécessairement que les Canadiens courent plus de risques, le gouvernement en rajoute en rappelant les appareils qui soutenaient les troupes au sol, les nôtres et celles de nos alliés.

Ce qui me trouble le plus dans tout cela, c'est que le gouvernement soit incapable d'expliquer ce que gagneront nos alliés, les Canadiens et nos militaires à voir partir nos CF-18, alors que ces appareils ont fait 1 378 sorties, détruit 399 cibles et effectué 251 frappes aériennes. Le bilan de l'Aviation royale canadienne est éloquent. Nous avons vigoureusement et fermement appuyé les efforts visant à libérer les gens de cette région de la tyrannie et de l'injustice, du moins jusqu'au 17 février dernier, lorsque le premier ministre et son Cabinet ont ordonné à l'Aviation royale canadienne de cesser les frappes aériennes contre l'EIIS. Le gouvernement a été incapable de fournir une explication raisonnable et sensée à sa décision ou de justifier par des arguments convaincants les buts et les objectifs qu'il poursuit en se retirant de la lutte contre l'EIIS.

En fait, le premier ministre n'a pas besoin de s'expliquer à la Chambre. Nous savons déjà pourquoi il agit ainsi. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a fait une promesse dont il ne comprenait ni les ramifications ni les conséquences, et il l'a prise sans consulter les militaires, sans discuter avec nos alliés et sans la moindre planification. Le premier ministre a rédigé ainsi sa politique étrangère parce qu'elle devait lui permettre de faire des gains politiques, et non parce qu'elle était sensée du point de vue des politiques publiques, et il se demande maintenant pourquoi nos alliés qui font la guerre à l'EIIS ne nous invitent pas aux séances de planification.

Quand on y pense, le manque d'arguments du gouvernement est inquiétant. Le fait que le gouvernement, dirigé par un chef libéral, puisse modifier la structure d'une mission militaire uniquement par calcul politique est honteux, pour ne pas dire plus. Quand donc les députés du Parti libéral mettront-ils leur pied à terre et diront-ils qu'on fait fausse route?

Il est inacceptable que le Canada abdique sa responsabilité de défendre les personnes sans voix, de laisser nos militaires sur le terrain alors que la protection du haut des airs sera réduite et de faire marche arrière dans la lutte contre le terrorisme radical. Il est aussi inacceptable que le Canada abandonne la mission des CF-18 contre le groupe État islamique et que, à cause d'une promesse électorale, il prenne des décisions en vue de déterminer littéralement quels êtres humains vivront ou mourront, seront libres ou enchaînés ou resteront ou s'enfuiront dans la peur. J'en ai assez d'entendre des mots comme « irresponsables », « naïfs » et « bien intentionnés » pour décrire les changements prévus dans cette motion. Les gens avec lesquels j'ai parlé n'ont qu'un mot pour décrire cette motion, soit « inacceptable ».

Je comprends que le premier ministre tienne à remplir une des 200 promesses qu'il a faites à la population canadienne. Cela me semble logique. Toutefois, pourquoi ne tient-il pas sa promesse de limiter le déficit à 10 milliards de dollars, d'apporter des changements fiscaux qui n'auront aucune incidence sur les recettes, de présenter un excédent budgétaire d'ici quatre ans, de diriger un gouvernement ouvert et transparent et de rétablir le rôle et le respect des députés à la Chambre?

● (1740)

Pourquoi faut-il que la seule promesse que le gouvernement actuel doit tenir soit celle qui affaiblit notre capacité d'aider la population d'une région du globe complètement dévastée? Ce faisant, le gouvernement trahit une autre promesse que je viens de mentionner: rétablir le rôle des députés et faire preuve de respect à l'égard des parlementaires. Les députés ont si peu d'importance pour le gouvernement qu'il leur demande leur approbation non pas avant de mettre fin à notre participation à la mission de bombardement, mais après.

Au cours de la campagne électorale et quand il était dans l'opposition, le chef libéral a souvent parlé de respect à l'endroit du Parlement. Le premier ministre l'a même souligné dans le discours du Trône prononcé il y a quelques mois à peine. Il a déclaré que, au Parlement, « tous les membres [...] seront honorés, respectés et entendus, peu importe leur allégeance. Car ici, en ces chambres, la voix de tous les Canadiens et Canadiennes est importante. »

En ce qui a trait à cette motion, notre rôle n'a pas été honoré quand le premier ministre a tenu la Chambre pour acquise. Nous n'avons pas été respectés quand on nous a demandé d'adopter une motion concernant un ordre qui avait déjà été donné. On ne nous a certainement pas entendus avant de prendre une décision au sujet d'un conflit armé.

Ici, dans cette enceinte, une seule voix, un seul vote, un seul point de vue ont compté, et ce n'étaient pas ceux d'un premier ministre, mais d'un chef faisant campagne pour le devenir. Le premier ministre a empêché la Chambre de s'exprimer en donnant l'ordre de cesser les opérations avant même qu'elle soit saisie de sa motion.

Je m'en fais moins au sujet des 337 collègues du premier ministre dans cette enceinte que des 36 millions de personnes au pays qui ne peuvent s'exprimer sur une motion qui traite littéralement de vie et de mort. Je suis moins préoccupé par les stratégies politiques du gouvernement pour empêcher l'opposition d'apporter une réelle contribution à la direction du pays que je le suis par l'approche du gouvernement pour étouffer la voix des citoyens à la Chambre.

Le discours du Trône disait: « N'oublions pas toutefois que les Canadiens et Canadiennes ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient un réel changement. Ils veulent que leur gouvernement fasse différentes choses, et ce, différemment. »

Avec cette motion, le gouvernement remplit cette partie du mandat énoncé dans le discours du Trône. Non seulement il fait différentes choses, comme se retirer de la lutte contre le groupe État islamique, mais il les fait aussi différemment.

Le 24 mars 2015, le député de Calgary Heritage, alors premier ministre du Canada, a annoncé une motion du gouvernement concernant le début d'une campagne de frappes aériennes contre le groupe État islamique et la Syrie. Il s'agissait de l'expansion d'une campagne aérienne existante qui se tenait uniquement en Irak.

La question a été mise aux voix le 30 mars, soit cinq jours avant, et non après, que la mission soit élargie. Les députés ont donc pu représenter tous les Canadiens et avoir leur mot à dire dans l'élargissement du rôle du Canada avant que ce rôle soit effectivement élargi. Voilà un exemple de leadership; on a respecté la Chambre, rétabli l'honneur du Parlement et donné une voix aux Canadiens. C'est une décision d'un premier ministre dont je suis fier.

Voici une dernière citation tirée du discours du Trône qui, à mon sens, s'applique clairement au présent débat: « Ils veulent pouvoir faire confiance à leur gouvernement. »

Initiatives ministérielles

C'est vrai. Les Canadiens veulent croire que ce que leur dit le gouvernement est vrai et avantageux pour eux. Or, pour gagner la confiance des Canadiens, le gouvernement doit croire que les Canadiens et leurs représentants feront le bon choix. Le gouvernement actuel doit permettre aux gens de se faire entendre par l'entremise de leurs représentants élus avant de mettre fin à la mission, et non après coup.

Quelle perspective a été négligée à la Chambre? Quelles sont les voix dont le gouvernement actuel n'a pas tenu compte? Les Canadiens s'attendent à mieux de la part du gouvernement, en particulier lorsqu'il est question de mesures qui auront une incidence directe sur les hommes et les femmes de nos forces armées.

• (1745)

M. Kyle Peterson (Newmarket—Aurora, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face pour sa contribution au débat d'aujourd'hui. Il s'est empressé de nous dire que des voix n'étaient pas entendues dans cette enceinte et nous a rappelé que les députés doivent respecter leur circonscription et les opinions de leurs électeurs.

Je voudrais savoir ce que le député pense de la proportion de 58 % des électeurs de sa circonscription qui n'ont pas voté pour lui et qui ont plutôt choisi un parti dont la position consistait à mettre fin aux frappes aériennes canadiennes dans la lutte contre le groupe État islamique.

M. Alexander Nuttall: Monsieur le Président, je suis vraiment choqué d'entendre le député d'en face. Il n'est pas venu dans cette enceinte pour discuter des changements à la mission qui affecteront concrètement le sort des gens dans une partie dévastée du monde. Il est plutôt venu ici pour faire de la partisanerie et nous ramener au 19 octobre. Les gens de la région vivent un cauchemar tous les jours, mais le député veut savourer de nouveau une journée qui a eu lieu il y a quatre mois. Honte à vous, monsieur.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Merci. Je voudrais rappeler aux députés qu'ils doivent s'adresser au Président. Je ne suis pas certain que je doive avoir honte, alors je vais plutôt passer la remarque à l'autre député.

[Français]

L'honorable député de Sherbrooke a la parole.

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais citer M. Albert Einstein: « La folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent ». Je me demande si mon collègue est du même avis.

Répéter les erreurs du passé et s'engager, comme ils le proposent, dans une mission qui ressemble beaucoup aux missions que l'on a effectuées dans le passé dans la même région et qui n'ont pas mené aux résultats auxquels on se serait attendus, c'est-à-dire la paix dans la région.

Mon collègue s'attend-il à ce que cette mission soit un échec ou un succès, si on répète à peu près les mêmes missions que par le passé?

[Traduction]

M. Alexander Nuttall: Monsieur le Président, je suis désolé de vous avoir dit que vous nous faisiez honte.

Si le député qualifie de folie ce que le gouvernement du Canada a fait lorsqu'il a décidé d'intervenir et d'aider ceux qui sont incroyablement vulnérables, il devrait essayer de faire partie de la solution, pour que les gens puissent retourner chez eux, dans leur pays. Après, il pourra dire que je suis fou. Nous voulons résoudre ce conflit.

L'approche multidimensionnelle que nous avons adoptée était la bonne et c'est elle que nous devrions conserver: fournir de l'aide humanitaire, accueillir des réfugiés irakiens et syriens au Canada, former des troupes au sol et, certainement, effectuer des frappes aériennes. Malheureusement, le gouvernement a pris une décision unilatérale et n'a pas demandé le consentement de la Chambre avant de procéder au retrait.

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'ai parfois l'impression de me trouver dans une sorte de monde parallèle. Pour l'amour du ciel, le député parle des élections et de respect à l'égard du Parlement. Nous débattons de cette motion depuis mercredi dernier. Des élections ont eu lieu et le parti du député a ridiculisé le chef du Parti libéral d'un bout à l'autre du pays en raison de la position que celui-ci préconisait s'il devenait premier ministre. Ce dernier met alors en oeuvre ce qu'il a dit qu'il ferait alors qu'il était candidat, et le député réplique qu'il suffit de ne pas tenir compte de la population canadienne.

Des élections ont eu lieu, les plus longues de l'histoire canadienne. La position du Parti libéral était bien connue. La position du Parti conservateur l'était elle aussi. Il était question de modifier la mission. Les libéraux ont reçu le mandat de modifier la mission et, malgré cela, le député affirme que nous ne respectons pas le Parlement, les députés et la population canadienne parce que nous honorons une promesse électorale que nous avons faite.

Il a poursuivi ses propos farfelus en disant que nous nous désengageons alors que nous intensifions nos efforts. Je ne comprends pas en quoi envoyer plus de gens sur place constitue un désengagement. Je ne comprends pas comment de plus grands engagements financiers représentent un recul. Je ne comprends pas comment l'accueil de 25 000 réfugiés au Canada peut être qualifié de désengagement.

Je demanderais au député de revenir à la réalité.

M. Alexander Nuttall: Monsieur le Président, le député d'en face a beau qualifier mes propos comme il l'a fait, il n'en demeure pas moins que le gouvernement n'a pas respecté la Chambre des communes. Les libéraux n'ont pas respecté les Canadiens ni les députés qui les représentent quand ils ont décidé de mettre fin à la mission avant de demander le consentement de la Chambre.

Si les résultats des élections donnent carte blanche au gouvernement d'après le député, que faisons-nous ici?

• (1750)

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, j'éprouve beaucoup de respect et de gratitude envers les membres passés, actuels et futurs des Forces armées canadiennes, y compris tous mes collègues qui, anciens militaires, siègent maintenant à la Chambre.

Je n'ai pas d'expérience militaire, mais j'interviens aujourd'hui au nom des électeurs qui comptent sur moi pour faire connaître leur point de vue et leurs attentes au gouvernement.

Je me réjouissais de savoir que le nouveau gouvernement suivrait l'exemple de l'ancien gouvernement conservateur et tiendrait un débat approfondi et un vote au sujet de la mission. Fait extrêmement décevant, toutefois, le gouvernement a fait fi de la transparence et de la reddition de comptes quand il a choisi de ramener les CF-18 au Canada et de les clouer au sol avant même la fin du débat et la tenue du vote. Le gouvernement sait pertinemment, ou du moins devrait savoir, qu'il ne devrait pas chercher à tromper ainsi les Canadiens et les parlementaires.

Les électeurs de ma circonscription, de même que tous les Canadiens, méritent mieux de la part du premier ministre. Les députés ministériels n'ont pas précisé pourquoi le gouvernement libéral a décidé unilatéralement de retirer les CF-18 canadiens des combats contre le groupe État islamique, s'opposant ainsi à la volonté de la grande majorité des Canadiens.

Le gouvernement libéral me répondra sans doute que le Parti conservateur ne comprend pas que nous faisons partie d'une coalition. Nous comprenons tout à fait que le Canada est membre d'une coalition. La différence, c'est que de ce côté-ci de la Chambre, nous estimons qu'il est irresponsable de laisser nos alliés accomplir le gros du travail.

Nos pilotes figurent parmi les plus compétents du monde. Ils représentent la crème de la crème. Nos alliés ont expressément demandé qu'ils poursuivent leur travail. Dans une entrevue à la radio qui a eu lieu le mois dernier, le ministre de la Défense nationale a confirmé de façon plutôt succincte ce que nos alliés pensent du rôle du Canada lorsqu'il a dit que ces derniers souhaitent évidemment que les CF-18 canadiens continuent de participer aux opérations.

Depuis 2014, les pilotes canadiens ont effectué plus de 1 300 sorties et près de 800 vols d'avions de soutien, et ils ont détruit près de 400 cibles du groupe État islamique. Les courageux pilotes qui ont mené ces missions cruciales ont préservé un nombre incalculable d'innocents et de personnes vulnérables contre les avancées de la barbarie. C'est ce qu'ils ont fait. C'est la vérité. Quiconque voudrait nous faire croire le contraire nuit aux efforts militaires et déshonore les hommes et les femmes qui portent fièrement l'uniforme.

Malheureusement, le gouvernement libéral nous place devant une fausse alternative: soit la formation et l'aide humanitaire, soit les frappes aériennes. Or, ce n'est pas la réalité. Ces options ne sont pas mutuellement exclusives. Nous pouvons choisir les deux. N'oublions pas que nous exécutons toutes ces activités depuis le début de la mission. Nous avons offert de l'aide humanitaire sur le terrain. Nous avons donné de la formation aux forces policières et militaires locales, et nos CF-18 ont participé aux combats.

S'il s'agissait uniquement d'offrir davantage de formation aux forces locales, d'accroître l'aide humanitaire et de multiplier les initiatives diplomatiques sans pour autant mettre fin à notre participation aux frappes aériennes, je suis certain qu'il y aurait consentement unanime de la part des députés de ce côté-ci de la Chambre. Cependant, le gouvernement libéral nous enferme dans une alternative: soit le Canada renforce la mission de formation, offre davantage d'aide humanitaire et resserre ses liens diplomatiques, soit il demeure un allié en bonne et due forme en poursuivant la mission de combat et les frappes aériennes.

Malheureusement, comme je l'ai dit, le gouvernement libéral ne nous a pas seulement demandé de choisir, il a déjà choisi pour nous. Pourquoi? Nous ne le savons pas. Est-ce parce que les instances du Parti libéral du Canada ont décidé que les Canadiens ne participeraient pas aux combats? Est-ce parce que le gouvernement

Initiatives ministérielles

cherche des façons d'économiser afin de réduire son déficit qui monte en flèche et d'atténuer les effets de son incurie flagrante en matière de finances? Est-ce simplement parce que le premier ministre s'oppose personnellement aux frappes aériennes? Nous n'en savons rien parce que le gouvernement libéral, après une semaine complète de débats, ne nous a pas donné une seule raison d'avoir rapatrié les CF-18 et retiré du combat les meilleurs pilotes du monde. Le gouvernement libéral ne nous a pas fourni une seule raison.

Nous avons retiré les pilotes du combat alors que leurs frères d'armes sont toujours sur le terrain, sans le soutien des aéronefs canadiens. Bien sûr, ces soldats peuvent compter sur la protection de nos partenaires de la coalition, mais un Canadien, c'est un Canadien, et nous voulons ce qu'il y a de mieux pour les militaires canadiens sur le terrain. Ce qu'il y a de mieux, ce sont nos CF-18.

• (1755)

Ce combat, c'est celui des Canadiens. Nous avons l'obligation de défendre les victimes de génocide, de combattre l'idéologie sinistre et destructrice qui nourrit le conflit et de protéger nos concitoyens, ici et à l'étranger.

Si seulement l'actuel premier ministre montrait le même courage que le premier ministre britannique David Cameron. Celui-ci comprend comment une coalition doit fonctionner, et ce n'est certainement pas en laissant toute la sale besogne aux autres pays. M. Cameron a déclaré: « Nous ne devrions pas nous contenter de confier notre sécurité à nos alliés. Si nous croyons qu'une intervention peut contribuer à notre protection, il faut y prendre part avec nos alliés plutôt que de rester à l'écart. »

Le professeur Hansen, directeur du Centre des études européennes, russes et eurasiennes de l'École Munk des affaires internationales, l'a fort bien exprimé lorsqu'il a dit: « Il n'y a rien d'admirable à laisser d'autres pays livrer le combat tandis que l'on se réfugie derrière sa morale libérale. »

Le Conseil de sécurité des Nations unies a déterminé que le groupe État islamique représente une menace « sans précédent » pour la paix et la sécurité mondiales et il a réclamé que les pays membres dotés des capacités requises prennent « toutes les mesures nécessaires » pour prévenir et réprimer les actes terroristes du groupe dans les territoires occupés en Syrie et en Irak.

Nous sommes un pays membre. Nous sommes dotés des capacités requises. Alors, pourquoi ne prenons-nous pas toutes les mesures nécessaires? Le Canada a toujours fièrement défendu les populations innocentes et vulnérables en s'en prenant aux individus qui commettent des atrocités de masse.

Toutefois, il n'est pas question ici d'une guerre menée seulement à l'étranger, ni vu ni connu. Le groupe État islamique a déclaré la guerre au Canada et à ses alliés. Il est primordial que le gouvernement soit solidaire de nos alliés pour défendre et protéger la sécurité des Canadiens, au pays et à l'étranger. Tous les députés et les Canadiens préféreraient un monde où nous n'aurions pas besoin de soldats ou de militaires, mais nous ne vivons pas dans un monde parfait. Le mal existe, et le Canada se doit de lutter contre lui.

J'ai eu le grand privilège de visiter les lieux historiques monumentaux que sont la plage Juno et la crête de Vimy. J'encourage tous les députés à prendre le temps de visiter ces lieux. Ils existent parce que les Canadiens n'ont pas reculé devant le combat ou compté uniquement sur leurs alliés. Ils existent parce que les Canadiens se sont montrés à la hauteur de la situation. Nos courageux soldats ont combattu aux côtés de nos alliés et ont vaincu le mal.

Initiatives ministérielles

Nous devons faire de même aujourd'hui. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener la paix et la stabilité dans cette partie du globe. Nous le devons bien aux réfugiés que nous accueillons, ici au Canada, et à leurs proches qui subissent encore la brutalité du groupe État islamique dans leur pays d'origine.

Le Parti libéral accordait beaucoup d'importance à l'opinion publique pendant la campagne électorale; comment se fait-il, dans ce cas-là, qu'il demeure sourd aux préoccupations des Canadiens depuis qu'il est aux commandes? En quoi cette promesse électorale douteuse est-elle plus importante que la ribambelle d'autres qu'il n'a pas hésité à rompre jusqu'ici?

C'est fort de l'appui des électeurs de ma circonscription, de la population canadienne et de nos alliés que je m'adresse aujourd'hui à la Chambre, que je me prononce contre la motion proposée par le gouvernement et que je presse ce dernier d'autoriser nos CF-18 à rembarquer dans la mêlée, de renvoyer les meilleurs pilotes du monde sur le théâtre des opérations et de prendre toutes les mesures nécessaires pour affaiblir et vaincre l'EIIS.

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, je ferai remarquer à mon collègue qu'on peut envisager la situation sous un autre angle. J'ai fréquenté le Collège royal militaire de Kingston. Nous étions entre autres tenus de suivre un cours d'études militaires et stratégiques. Dans le cadre de ce cours, nous devons étudier les stratégies et les tactiques employées dans différents affrontements afin de saisir quand telle stratégie valait mieux qu'une autre, mais, surtout, afin de comprendre que toute bonne stratégie doit évoluer en fonction de la tournure que prend le conflit.

Ne sommes-nous pas à un de ces moments où il serait bon de modifier notre stratégie? Notre contribution sera-t-elle moins valable simplement parce que nos pilotes ne seront pas sur place? Les Forces canadiennes comptent 25 000 autres militaires qui font oeuvre utile tous les jours, et cette nouvelle mission nous permettra de faire profiter autrement la coalition de nos forces et de nos capacités. Et nous serons aussi efficaces que jamais, pour ne pas dire plus.

● (1800)

M. Harold Albrecht: Je remercie ma collègue de sa question, monsieur le Président, mais j'ai très clairement indiqué dans mon discours que si la motion nous demandait uniquement d'élargir les éléments de la mission se rapportant à l'aide humanitaire, à la sécurité et au renseignement, je suis certain qu'elle jouirait d'un appui unanime de ce côté-ci de la Chambre.

Cependant, il n'y a aucune bonne raison de retirer les CF-18; s'il y en a une, on ne l'a pas entendue. Cela fait une semaine que nous débattons de la motion et pas un seul député libéral n'a pu expliquer en quoi notre capacité d'affaiblir et de détruire l'EIIS est renforcée par le retrait de nos CF-18.

Nous ne nous opposons pas au déploiement d'un plus grand nombre de soldats au sol, mais si notre intention est de multiplier le nombre de Canadiens et de Canadiennes sur le terrain, pourquoi les exposer au risque de n'avoir aucune protection aérienne?

Nous savons que les communications peuvent être problématiques. Elles l'ont été pour les diverses forces de sécurité à la Chambre le 22 octobre. Il peut être difficile en situation d'urgence pour toutes les forces de sécurité de communiquer efficacement. C'est pourquoi il ne fait aucun doute dans mon esprit que nos hommes et femmes sur le terrain seraient beaucoup plus en sécurité s'ils étaient protégés d'en haut par nos CF-18.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, comme le sait le député, la position du NPD est

que le Canada devrait intervenir en endiguant le flot d'argent, de combattants étrangers et d'armes qui alimentent le groupe État islamique. Le nouveau gouvernement ne fait rien à cet égard. Or, cela nuirait de manière prépondérante au groupe État islamique.

En campagne électorale, les Canadiens ont débattu de la question. Les libéraux ont alors dit qu'ils feraient la même chose que le NPD: réduire la mission et tenter d'intercepter les fonds et les armes. Or, à peine quelques semaines après les élections, voilà que le gouvernement présente un tout autre message: l'expansion de la mission de combat et le déploiement de centaines de nouveaux soldats.

J'ai posé la question à des députés conservateurs et je crois que les Canadiens ont besoin d'une réponse claire. La motion à l'étude étendrait la mission de combat et enverrait des centaines de nouveaux soldats en situation de combat. Le député appuie-t-il cela, oui ou non?

M. Harold Albrecht: Monsieur le Président, je crois que la différence entre les trois partis à la Chambre est claire. Malheureusement, je suis surtout en désaccord avec le parti que représente mon collègue.

S'il y a une bataille dans laquelle nous devons défendre les gens vulnérables et les civils innocents et à laquelle nous devons participer, c'est bien celle-là.

Comme je l'ai dit dans mon discours, j'ai eu le privilège de visiter la plage Juno pour le 65^e anniversaire du débarquement. Je n'oublierai jamais à quel point les Français, encore à ce jour, sont reconnaissants envers le Canada qui, au lieu de rester à l'écart en se contentant de couper les sources d'argent et d'approvisionnement, a envoyé des soldats sur le terrain pour protéger les civils innocents.

Lorsque les anciens combattants se sont levés de leur fauteuil roulant et ont fait quelques pas sur le sentier de gravier pour déposer une couronne sur le cénotaphe, les enfants des témoins du débarquement ont couru pour ramasser les pierres qui avaient touché les pieds de nos soldats et les garder en souvenir. Ils sont très reconnaissants de ce que nos militaires ont fait pour eux.

Je suis convaincu que, si nous prenons la bonne décision, nous pourrions dans 20 ou 50 ans être fiers et reconnaissants envers ces hommes et ces femmes qui nous ont aidés ici au pays, mais qui ont aussi aidé les personnes vulnérables et innocentes qui subissent d'horribles traitements.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Salaberry—Suroît, NPD): Monsieur le Président, je voudrais vous signaler que je vais partager le temps dont je dispose avec le député de Beloeil—Chambly.

Depuis 2011, la guerre en Syrie a causé la mort de 270 000 personnes. Pour donner un exemple de ce que cela représente afin que les gens puissent le comprendre, ce serait comme éliminer les habitants de quatre MRC complètes chez nous, en passant de Vaudreuil-Dorion à Hemmingford, Valleyfield et Ormstown.

Initiatives ministérielles

Parmi les victimes, on trouve des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards portant une arme ou simplement leurs vêtements pour fuir les bombardements et les atrocités commises par le groupe armé État islamique en Irak et au Levant. Ce sont également 4,5 millions de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Turquie et en Europe. C'est comme si tous les habitants au sud d'une ligne qui serait tracée entre Mirabel et Lac-Mégantic quittaient le Québec pour chercher un endroit sécuritaire en Ontario, dans l'État de New York, au Vermont, au New Hampshire ou dans le Maine. C'est l'un des plus grands déplacements de population de l'histoire récente.

Depuis deux ans, le gouvernement canadien a répondu au moyen d'une aide humanitaire relativement restreinte et d'un accroissement des moyens militaires, avec l'envoi d'avions de combat et de quelques dizaines de formateurs.

Aujourd'hui, le gouvernement libéral nous soumet une motion qui parle de retirer les CF-18 et, surtout, de tripler les effectifs des Forces spéciales canadiennes, une mission d'assistance et de conseil doublée d'une mission de combat, comme la désignation de cibles pour l'aviation. L'aide humanitaire est augmentée à 840 millions de dollars sur les trois prochaines années.

Malheureusement, le gouvernement libéral croit, comme les conservateurs, qu'une augmentation des moyens militaires aidera à résoudre le conflit dans cette région et nous permettra de vaincre le groupe armé État islamique.

Je n'ai pas l'impression que nous avons appris des erreurs commises lors de la guerre en Afghanistan. Tout d'abord, les paramètres de la mission sont très vagues. Les libéraux le dénonçaient quand les conservateurs faisaient la même chose, et aujourd'hui ils répètent exactement la même histoire. Ni le premier ministre ni le ministre de la Défense n'ont donné de détails sur les critères de réussite de la mission canadienne. Surtout, aucune stratégie de sortie ne nous a été présentée.

Les troupes vont-elles rester jusqu'à la défaite du groupe armé État islamique? Si oui, le gouvernement est-il conscient qu'une balle ne peut pas tuer une idéologie en deux ans?

Par ailleurs, le gouvernement se donne deux années avant de revenir devant la Chambre pour que nous débattions de nouveau de cet enjeu qui, je le rappelle, n'est ni une mission de l'OTAN ni une mission des Nations unies. C'est complètement inacceptable que les libéraux nous demandent un chèque en blanc. Même les conservateurs étaient revenus devant la Chambre pour tenir un débat après six mois et après un an.

C'est tout de même de la vie de nos militaires, de nos soldats, qui est en jeu. Chaque jour, on augmente le nombre de vies qu'on risque dans cette région. Pendant tout ce temps, le Canada va fournir des armes et des munitions aux Kurdes et peut-être à l'armée irakienne.

Toute une série de questions me viennent à l'esprit. À quel groupe kurde va-t-on en donner? En donnera-t-on seulement aux Kurdes irakiens ou aux Kurdes syriens également? Que se passera-t-il si des armes canadiennes se retournent contre des militaires turcs? Quelles garanties le gouvernement peut-il nous donner quant au fait que nos armes ne serviront pas à des violations des droits de la personne?

Ce sont des questions importantes, car nous avons pu voir dans l'actualité des derniers jours qu'une arme fabriquée par une compagnie manitobaine, vendue à l'Arabie saoudite, s'était retrouvée entre les mains d'un combattant yéménite. Le trafic d'armes est l'un des noeuds de la guerre en Syrie et en Irak. Chaque allié fournit en armes et en munitions le groupe qu'il favorise, ne se préoccupant que trop peu des pertes civiles. Cet enjeu n'est pas du tout abordé non plus dans cette motion.

Des universitaires se sont penchés sur les moyens de résoudre le conflit syrien. L'Observatoire sur la radicalisation et l'extrémisme violent, au Québec, a publié sur son site Web un article proposant quelques pistes de solution. Voici brièvement quelques grandes lignes: lier le revenu du pétrole au développement local; cesser d'injecter des armes dans les conflits; tarir les revenus du pétrole de l'État islamique; pousser les acteurs locaux à imposer la paix dans leur secteur; supporter logistiquement et financièrement les pays qui ont des camps de réfugiés; et tarir le soutien tribal et populaire à l'État islamique.

Je ne vois pas beaucoup de connexions entre les actions entreprises par le gouvernement libéral et les solutions proposées par des personnes qui connaissent très bien la situation géopolitique du Moyen-Orient.

Il y a encore un autre aspect. Je pense aux propositions au niveau national et aux mesures pour contrer le discours du groupe armé État islamique dans le cyberspace, sur Internet. Ces dispositions sont totalement absentes et manquent cruellement, selon moi.

En tant que porte-parole du NPD en matière de jeunesse, je trouve cela extrêmement irresponsable de la part du gouvernement libéral.

• (1805)

En mettant en avant des mesures militaires, on ne fait que renforcer l'idéologie des terroristes et donner à ces derniers des raisons supplémentaires pour recruter des jeunes qui se sentent exclus de nos sociétés occidentales. Dans la motion, je ne vois aucune mesure qui nous aidera à comprendre les causes du terrorisme ou à savoir comment prévenir la radicalisation afin d'éviter que de jeunes Canadiens partent en Syrie ou en Irak pour rejoindre le groupe État islamique. Ces jeunes hommes et femmes se sentent exclus de nos sociétés, parce qu'ils n'ont pas d'emploi, qu'ils sont victimes de racisme, qu'ils se sentent exclus, rejetés ou victime de discrimination, entre autres.

Le groupe terroriste, lui, se sert de ce sentiment d'isolement et de vulnérabilité. Il les séduit en leur proposant un idéal de société où les jeunes ont un rôle à jouer. Peu à peu, ces jeunes déconnectent de nos sociétés et de leurs réseaux sociaux et propagent le discours mensonger et enjôleur du groupe État islamique.

Quelles sont les actions du gouvernement pour lutter contre ce phénomène? Je n'en vois aucune dans la motion.

La diffusion de la propagande du groupe État islamique est dangereuse et destructrice. En effet, Al-Qaïda a été responsable de la tragédie du 11 septembre 2001, et il partage la même idéologie rétrograde que le groupe État islamique. Selon l'Observatoire sur la radicalisation et l'extrémisme violent, le groupe État islamique est en quelque sorte un Al-Qaïda version 2.0, car il manie encore mieux les médias sociaux, les ressorts de la communication, et il sait mieux se rendre attrayant. C'est la raison pour laquelle, tout comme pour la question de la radicalisation des jeunes, nous devons comprendre comment contrer l'idéologie et la communication du groupe État islamique.

Dans ce débat, je n'ai pas entendu parler d'action concernant le cyberspace. Pourtant, un jeune âgé entre 15 et 35 ans — environ mon âge — va puiser beaucoup d'informations sur Internet, que ce soit par le biais des médias sociaux ou de simples sites Web. Il est assez facile de tomber sur la propagande du groupe État islamique, comme l'ont démontré différents reportages. Je ne parle pas de coupes, de censure ou de tentatives d'empêcher le groupe État islamique d'être sur Internet, parce que ce serait impossible.

Initiatives ministérielles

Toutefois, on doit fournir des moyens pour que nos jeunes résistent aux discours extrémistes. Encore une fois, la motion ne nous donne aucun outil pour lutter contre l'idéologie malsaine, rétrograde et violente du groupe État islamique, qui se développe abondamment sur la toile. Si on fait face à des problèmes avec nos jeunes maintenant, qu'on imagine ce qui se passe dans la tête d'un adolescent qui a subi des bombardements à coups de barils d'explosifs de l'armée syrienne ou les tortures physiques ou psychologiques des djihadistes. Les jeunes Syriens qui sont dans des camps de réfugiés ou qui essaient de traverser la Méditerranée n'auront pas d'espoir si le conflit ne trouve pas une solution politique, et si on ne fournit aucune aide à ce titre, l'aide humanitaire neutre, en particulier.

Encore une fois, ici, ce n'est pas le cas. La motion ne met pas du tout l'accent sur l'aide humanitaire neutre. En liant l'aide humanitaire à l'action militaire, comme l'ont fait les conservateurs et comme le font maintenant les libéraux, le gouvernement teinte son aide et rend plus difficile le travail de nos groupes humanitaires. On parle d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes traumatisés qui n'ont qu'un faible accès à des services de base comme l'eau courante, l'électricité, une école ou des soins de santé.

Pour conclure, je dirai que le fait d'ajouter toujours plus d'armes ne fait que renforcer le discours du groupe État islamique. Selon lui, c'est une guerre de civilisation entre les musulmans et l'Occident. La meilleure preuve que ce n'est présentement pas du tout le cas, c'est qu'au Canada, les musulmans, les chrétiens et les athées, peu importe la couleur de la peau ou l'origine, vivent côte à côte.

Plusieurs experts ont dit que ce n'est pas en bombardant davantage que l'on réussira à restreindre le groupe État islamique. Au contraire, les bombardements font en sorte que les troupes du groupe État islamique se sont dispersées et ont trouvé refuge un peu partout dans les maisons des civils et sur leurs terres. Cela rend encore plus facile le recrutement de nouveaux soldats pour ce groupe.

Ce que propose le NPD, et ce qu'il a toujours proposé pour lutter contre le groupe État islamique, ce n'est pas de s'engager dans une mission de combat, mais plutôt de s'efforcer d'interrompre le commerce des armes, le flot d'argent, l'afflux des combattants étrangers, en plus d'améliorer les efforts de déradicalisation, ici, au Canada.

Je termine en citant le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon:

[...] sur le long terme, la plus grande menace que l'on puisse opposer au terrorisme n'est pas la puissance des missiles, mais plutôt les politiques d'inclusion [...]

●(1810)

[Traduction]

M. Colin Fraser (Nova-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, la députée a dit qu'elle ne voyait rien dans notre motion pour prévenir la radicalisation. J'aimerais revenir là-dessus. J'attirerai l'attention de la députée sur le point *b*) de la motion, où il est question d'améliorer les conditions de vie des populations touchées par le conflit et d'aider à jeter les bases d'une stabilité régionale à long terme pour les communautés d'accueil, dont le Liban et la Jordanie.

La députée conviendrait-elle que la stabilité régionale est importante et que cette partie de la motion, en particulier, contribuera à freiner la propagation de l'extrémisme violent en apportant la stabilité à une région qui est déchirée par un conflit et dont les habitants deviennent des réfugiés, ce qui favorise la radicalisation? À mon avis, cette motion contribuera à régler le problème. La députée est-elle d'accord avec moi sur ce point?

●(1815)

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Monsieur le Président, du côté du NPD, nous ne pensons pas que cela aura un effet stabilisateur sur la guerre qui se passe présentement au Moyen-Orient, alors que ce que les libéraux proposent, c'est de continuer d'étendre la mission de combat.

Les libéraux proposent de tripler les effectifs de nos soldats sur le territoire du groupe État islamique, mais ils n'ont aucune idée de ce qu'est la définition d'un combat. En fait, aujourd'hui, durant la période des questions, le premier ministre a parlé d'une mission de combat. Hier, on disait que ce n'était pas une mission de combat. Tout est vague. Nous n'avons aucune idée de ce que sont les critères d'une mission réussie.

Alors comment le député peut-il parler de stabilité quand plusieurs paramètres sont encore très flous, vagues, et pour lesquels nous n'obtenons pas de réponse? Nous ne savons pas quand la mission se terminera. Nous ne savons pas comment on jugera d'une mission réussie. Nous ne savons pas quand nous pourrions revoir ces militaires et nous ne savons pas non plus quel budget sera alloué à cette mission de combat, ou de conseil, comme les libéraux se vantent de le dire.

[Traduction]

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de ses observations, mais il y a quelque chose qui me préoccupe. Le gouvernement a annoncé qu'il retirait les CF-18. C'était une promesse électorale, et il la respecte. Le député n'a cependant pas mentionné que le gouvernement triplait nos effectifs au sol, exposant ainsi nos militaires au danger. Le premier ministre a confirmé que les opérations allaient être plus risquées.

Qu'est-ce que le député dirait à la famille d'un de ces militaires qui perdrait la vie parce que nous avons retiré l'un de nos principaux éléments stratégiques destinés à les protéger?

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Monsieur le Président, nous sommes tous d'accord ici pour dire que les ravages du groupe État islamique sont désastreux, comme dans toutes les guerres. Des crimes de guerre sont perpétrés. Ce dont nous sommes en train de discuter, c'est de la meilleure façon d'intervenir pour que tous les moyens qu'utilise le groupe État islamique pour combattre et faire des ravages soient étouffés.

Depuis longtemps, le NPD propose de réduire tout ce qui est afflux monétaire pour financer les guerres terroristes. Nous voulons aussi réduire le commerce des armes. Le Canada n'a pas encore signé le Traité sur le commerce des armes. Nous voulons travailler sur la déradicalisation pour éviter que nos jeunes soient recrutés par le groupe État islamique, et, évidemment, nous voulons travailler sur l'aide humanitaire.

Les chercheurs, les spécialistes et même les gens de l'ONU sont en train de discuter de toutes ces avenues, de ces outils. Ils disent que ce sont les façons les plus efficaces pour étouffer le travail du groupe État islamique. Donc c'est comme cela que le NPD veut travailler, pas à continuer à envoyer nos soldats se faire tuer au front.

Initiatives ministérielles

M. Matthew Dubé (Beloeil—Chambly, NPD): Monsieur le Président, je suis très honoré de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre, même si c'est sur un enjeu aussi complexe et aussi troublant. Il faut le dire, ce sont des situations géopolitiques très compliquées qui perdurent. C'est une violence qui perdure sous différentes formes depuis de nombreuses années.

Ce dont nous discutons aujourd'hui, je pense que c'est très important de le souligner, c'est le rôle que le Canada doit jouer. Quand nous parlons de la lutte contre le soi-disant État islamique, souvent nous traitons de l'ensemble des efforts, mais notre responsabilité en tant que parlementaires est surtout de nous concentrer sur ce que nous pouvons faire de mieux et de chercher à savoir comment nous pouvons mieux servir les efforts qui sont faits dans la région.

Avant que j'expose les questions que nous avons pour le gouvernement et les solutions que propose le NPD, j'aimerais souligner deux choses très importantes. La première, c'est que peu importe notre couleur partisane, peu importe notre provenance régionale, il faut le dire, nous sommes tous à 100 % derrière les hommes et les femmes qui sont dans les Forces armées canadiennes, et ce, avant, pendant et après les différentes missions qui sont menées. C'est très important.

Il faut aussi dire que, peu importe notre couleur partisane ou notre provenance régionale, nous sommes tous dégoûtés par les atrocités qui sont commises par le soi-disant État islamique. Des vidéos des actes atroces qui sont commis circulent en ligne. Nous ressentons tous la même horreur et indignation devant ces actes. Cela aussi, c'est important de le souligner.

Là où malheureusement nous avons des désaccords, c'est sur la façon dont nous devons procéder, mais les deux points que j'ai mentionnés sont très importants et, selon moi, ne doivent pas teinter le débat d'une façon injuste.

Je commencerai en parlant des questions que nous avons pour le gouvernement concernant ce qui est établi dans la motion. Beaucoup de nos questions, malheureusement, démontrent que, oui, l'histoire se répète. Je suis très fier de faire partie du Nouveau Parti démocratique du Canada, une formation politique qui a, notamment depuis les 15 dernières années, été là pour poser les questions entre autres sur ce qui concernait notre intervention en Afghanistan.

Ce sont des questions qui étaient difficiles et qui ont malheureusement mené à des mesquineries. On se souvient qu'on avait traité Jack Layton de *Taliban Jack* à la Chambre des communes. Pourquoi? Parce qu'il osait poser des questions sur la durée de la mission, sur les paramètres et les conditions de la victoire et sur ce qu'étaient exactement nos objectifs. Les idées étaient louables, mais malheureusement, quand nous demandons aux femmes et aux hommes des Forces armées canadiennes d'aller à l'étranger et de défendre et d'accomplir une mission militaire, ce n'est pas seulement pour des idées; il doit y avoir des objectifs clairs. Nous leur demandons de mettre leur vie en danger, il faut donc nous poser ces questions.

Je me souviens d'avoir lu un article dans *La Presse* il y a quelques années qui décrivait l'état lamentable d'une école en Afghanistan. Dans cette école, il n'y avait pas d'escalier qui menait au deuxième étage. Les écoles étaient en train de s'écrouler. Ce sont les mêmes écoles que nous étions censés défendre et aider à faire construire. On voit donc que, même dans le cadre d'une mission qui a duré plus de 10 ans et qui a coûté beaucoup de vies canadiennes, nous avons certainement fait du bon, mais les objectifs que nous avons voulu atteindre, aussi flous qu'ils étaient, n'ont peut-être pas été atteints à

une échelle qui nous satisfait en tant que parlementaires et qui satisfait la population canadienne, ainsi que les hommes et les femmes qui donnent tellement en essayant d'accomplir quelque chose dans ces régions chaotiques.

Nous posons donc les mêmes questions encore aujourd'hui. Quel est l'objectif du gouvernement, exactement? Qu'est-ce qui est considéré comme étant la ou les conditions pour la victoire? Combien de temps nous attendons-nous à ce que cela dure?

Comme ma collègue de Salaberry—Suroît vient de le souligner dans son discours, au moins, les conservateurs, dans les motions qu'ils nous ont présentées lors de la dernière législature, avaient un échancier. Ils revenaient à la Chambre après six mois ou un an pour nous relancer sur la chose, pour présenter une motion. Ici, nous nous retrouvons devant une situation où le gouvernement nous propose une motion, alors qu'il avait déjà commencé à changer les paramètres de la mission sans même avoir consulté les parlementaires et en donnant des réponses qui laissent pour le moins à désirer durant la période des questions.

Nous continuons donc de poser ces questions et, malheureusement, les réponses jusqu'à maintenant n'ont pas été satisfaisantes. C'est très inquiétant. C'est une partie de notre raisonnement quand nous disons que nous nous opposons à cette motion.

Une autre question que nous posons au gouvernement est la suivante: est-ce que c'est, oui ou non, une mission de combat?

• (1820)

Les libéraux ici, à la Chambre, à l'endroit même où je suis aujourd'hui, en ce moment, ont posé plusieurs questions et ont voté contre une motion des conservateurs, parce qu'ils disaient ne pas vouloir appuyer une mission de combat. En campagne électorale, ils ont aussi pris l'engagement de mettre fin à la mission de combat.

Pourtant, même si on retire nos CF-18 aujourd'hui, on se trouve à mettre en danger plus de femmes et d'hommes des Forces canadiennes sans pouvoir dire pourquoi ni si c'est véritablement une mission de combat ou non. Nous n'avons pas de réponse.

Par ailleurs, au cours d'une de ses réponses, le premier ministre a prononcé aujourd'hui les mots « mission de combat ». Finalement, il s'est rendu compte qu'il a peut-être dit ce qu'est vraiment cette mission. Il a ensuite recommencé à parler de lutte contre le groupe État islamique. Nous savons toutefois, par les propos du ministre de la Défense nationale et du premier ministre que le gouvernement reconnaît qu'il s'agit d'une mission de combat même s'il ne veut pas le dire clairement. Disons donc les choses telles qu'elles sont; c'est au moins un bon point de départ.

Nous soulevons donc toutes ces questions, mais que proposons-nous, au NPD? Si nous n'appuyons pas l'approche du gouvernement ni celle du gouvernement précédent, nous devons tout de même proposer une approche et des solutions. Selon le NPD, quelle contribution le Canada devrait-il apporter à cette situation si dangereuse et si importante au Moyen-Orient et particulièrement en Irak?

Avant même de se rendre dans ces régions, il faut examiner ce que nous faisons ici, à la maison. Les efforts pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme sont essentiels. Cela commence ici, parce que, après tout, nous avons entendu plusieurs histoires, dont certaines de jeunes qui vont à l'étranger combattre pour ces groupes terroristes. J'apprécie d'ailleurs que ma collègue ait abordé cet angle dans son discours.

Initiatives ministérielles

Il est essentiel de faire un travail ici, à la maison. Malheureusement, c'est ce que le gouvernement précédent n'a pas fait, malgré le projet de loi C-51, et c'est ce que le gouvernement actuel ne semble pas prêt à faire non plus.

On voit de beaux efforts se déployer, comme à Montréal, par exemple, et c'est très louable. Cependant, il ne revient pas uniquement aux autorités locales de faire ce travail. On s'attend à du leadership de la part du gouvernement fédéral et à ce qu'il travaille avec les autorités religieuses, locales et policières afin que les jeunes ne se fassent pas influencer par la propagande du groupe État islamique. Par conséquent, cela réduirait le nombre de combattants qui vont contribuer à la violence dans ces régions. C'est extrêmement important.

Malheureusement, malgré de belles intentions et de belles paroles, il n'y a toujours pas de plan concret pour lutter contre la radicalisation chez nous. Or c'est ce que souhaiterait voir le NPD.

Deux autres éléments sont importants: l'argent et les armes. Pour ce qui est des armes, la solution serait si simple: il suffirait d'apposer une signature sur un traité qui a été négocié mais que les conservateurs n'ont pas signé. Le gouvernement libéral dit vouloir le signer, mais il ne l'a toujours pas fait.

Au cours des derniers jours, pendant ce débat, j'ai entendu l'une des secrétaires parlementaires mentionner que le ministre des Affaires étrangères était saisi de cet enjeu. Or s'il en est saisi, je ne crois pas qu'il voie l'urgence, car il serait si facile de régler ce problème.

Le gouvernement a déjà dit qu'il avait l'intention de signer ce traité, alors qu'il le fasse. Que le gouvernement le fasse, et nous pourrions alors commencer à faire ce qu'il faut pour réduire l'afflux d'armes dans la région.

C'est encore plus troublant, comme ma collègue de Salaberry—Suroît et plusieurs autres de mes collègues l'ont souligné dans leurs discours, parce qu'on sait que certaines de ces armes sont d'origine canadienne.

Nous demandons plus que de la transparence; nous demandons que le gouvernement pose des gestes concrets pour s'assurer que les armes circulant dans cette région n'y circuleront plus. Nous devons réduire cet afflux et poser un geste concret d'une façon typiquement canadienne. Autrement dit, travaillons avec nos partenaires internationaux pour réduire le trafic d'armes.

Pour ce qui est de l'argent, nous pouvons mener des négociations en partenariat avec nos alliés, les Nations unies, ainsi que d'autres intervenants et autorités pour s'assurer que ces groupes ne seront plus financés.

Cette semaine, on apprenait que le groupe État islamique avait reçu un gros coup sur le plan financier. Cela a eu une telle incidence sur lui que cela a réduit la coordination de ses efforts pour commettre des actes terribles et violents dans la région. On voit que l'argent est le nerf de la guerre, sans faire de jeu de mots inapproprié.

Continuons à faire notre travail. C'est le genre de rôle que le Canada peut jouer et c'est celui que le NPD envisage. Malheureusement, cela ne semble pas être ce que le gouvernement libéral envisage de faire. C'est pour cette raison que nous allons nous opposer à la motion.

Nous allons continuer de poser des questions et de faire des propositions concrètes allant dans le sens du rôle positif que le Canada peut jouer.

• (1830)

[Traduction]

M. Adam Vaughan (secrétaire parlementaire du premier ministre (Affaires intergouvernementales), Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les observations du député d'en face. Je conviens que la signature des traités exercera encore plus de pression dans cette situation. Il faut que ce soit fait le plus tôt possible, et je partage le sentiment d'urgence du député sur cette question.

Je l'ai toutefois entendu dire que la mission dont nous débattons, qui n'est pas une mission de combat, mais une mission de formation, de collecte de renseignements et de soutien à la stabilisation de la région, est présentée comme un fait accompli sans être débattue au Parlement. N'est-ce pas ce que nous sommes en train de faire, débattre de ce changement et de la nature de ce changement? N'est-ce pas la motion dont est saisi le Parlement? N'est-ce pas la décision que nous sommes en train de prendre?

La deuxième question que je veux poser est la suivante. J'ai entendu à plusieurs reprises les néo-démocrates réclamer des mesures de déradicalisation, pas seulement relativement à cette mission, mais aussi au projet de loi C-51 et à d'autres questions concernant la sécurité des Canadiens. Nous partageons ce désir de mettre en oeuvre ces programmes. Au-delà des discussions avec les groupes religieux, les groupes communautaires et les maires, quelles mesures précises de déradicalisation les néo-démocrates considéreraient-ils comme appropriées et efficaces et nous proposeraient-ils d'adopter à titre de politique gouvernementale?

[Français]

M. Matthew Dubé: Monsieur le Président, j'apprécie que mon collègue partage notre sentiment d'urgence en ce qui concerne le traité. J'espère qu'il fera part de ce sentiment au ministre des Affaires étrangères.

Lorsqu'on écoute le ministre de la Défense nationale et le premier ministre parler de la mission, on a parfois l'impression qu'ils la qualifient de mission de combat. Cette incertitude nous trouble énormément, surtout lorsque nous nous rappelons la mission en Afghanistan. Sans paramètres clairs et sans conditions de victoire, nous ne pouvons pas endosser cette mission.

Lorsqu'on demande aux femmes et aux hommes des Forces armées canadiennes d'aller mettre leur vie en danger dans ces régions pour de telles missions, on doit établir des paramètres clairs et précis. Or ce n'est pas ce que le gouvernement nous présente.

En ce qui concerne la question de la déradicalisation, mon collègue a posé une très bonne question. Je mentirais si je disais avoir toutes les réponses concernant les précisions des programmes. C'est d'ailleurs une bonne raison pour que le gouvernement appuie une étude au Comité permanent de la sécurité publique et nationale, dans le but d'y inviter les intervenants qui peuvent répondre à ces questions, de travailler avec des autorités locales, comme Montréal, et d'explorer les pratiques qui ont bien fonctionné et celles qui ont moins bien fonctionné pour récupérer les jeunes.

D'ailleurs, il faut également travailler avec les jeunes, notamment en matière de santé mentale. Ma collègue de Salaberry—Suroît a parlé des problèmes d'employabilité et de racisme qui peuvent exacerber un tel problème. Il faut donc trouver des solutions à ce problème.

Effectivement, mon collègue a posé une très bonne question. Nous avons très hâte de nous pencher là-dessus avec les députés du gouvernement.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, notre meilleur programme de déradicalisation consisterait à nous débarrasser du groupe État islamique. Cela ferait beaucoup diminuer la radicalisation, car bien des gens sont sensibles à la promesse d'un prétendu califat imaginaire.

Je voudrais que le député nous dise si, selon lui, un génocide est en train de se produire en Syrie et en Irak. Est-il prêt à appeler cela un génocide? Croit-il au principe de la responsabilité de protéger?

[Français]

M. Matthew Dubé: Monsieur le Président, malheureusement, on parle de la question de la déradicalisation.

Pour les conservateurs, le meilleur programme de déradicalisation, c'est le largage de bombes. Toutefois, on devrait travailler avec les autorités locales et les communautés religieuses. Les conservateurs, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont pris aucune mesure à cet égard. On a dû attendre que les municipalités commencent à intervenir dans ce dossier.

Il y a donc véritablement un travail à faire à cet égard, chez nous. Ce sont des gens de chez nous qui vont à l'étranger et qui deviennent des combattants pour le groupe État islamique.

En ce qui concerne l'autre partie de sa question, comme je l'ai dit au début de mon discours, on doit cesser de parler des atrocités commises par le groupe État islamique, car nous sommes tous d'accord pour dire que la violence commise par le groupe État islamique est atroce, qu'elle nous dégoûte et qu'elle doit être rayée de la planète. Ce n'est pas la bonne façon de le dire, mais on ne veut plus voir de tels actes de violence. C'est exactement pourquoi on doit faire ce travail.

Quand on parle de *responsability to protect*, pour reprendre l'expression en anglais, on parle des Nations unies. Or leur position en la matière correspond davantage à ce que propose le NPD. Alors, lorsqu'on parle des principes des Nations unies, travaillons avec elles, entre autres comme intervenants, afin que le Canada joue le rôle qu'il peut le mieux jouer en Irak pour mettre fin à cette violence.

• (1835)

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, si j'ai tenu à intervenir ce soir, pratiquement en fin de débat, c'est que j'ai écouté attentivement les discours. Par mon intervention, ce soir, je me risque humblement à tenter de proposer un compromis.

En matière de défense et d'affaires étrangères, la prudence a bien meilleur goût. Il faut savoir s'adapter à des problèmes qui se transforment avec une grande complexité. Or sans vouloir jeter le blâme sur les propos du nouveau premier ministre, enthousiaste d'avoir gagné ses élections le 19 octobre dernier, il me semble qu'il a manqué un peu de prudence en indiquant, dès le lendemain, qu'il retirerait des chasseurs. Or ceux-ci assuraient justement la sécurité des troupes sur le terrain et permettaient à l'aide humanitaire, par moment, d'ouvrir des couloirs d'évacuation. Bref, il a déclaré comme cela, tout à coup, que l'on retirait tout cela. Il y aurait moyen de faire amende honorable et de considérer que cela, c'était bien avant beaucoup d'autres événements que je vais citer tout à l'heure.

D'entrée de jeu, je dirai que le Bloc québécois a toujours été un parti pacifiste, qui a toujours considéré que les missions humanitaires pouvaient être sous l'égide de l'OTAN. Il était ouvert aux discours de paix de l'ONU. Il a toujours privilégié le multilatéralisme. Force est de constater, en analysant la situation de ce conflit complexe avec un pragmatisme approprié, que les bombardements, pour appuyer

justement les actions humanitaires sur le terrain, étaient des actions que l'on considérait être appropriées. Cela, c'était pendant la période électorale. Que s'est-il passé depuis?

L'ensemble des collègues qui sont ici ont lu la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, en novembre. Toutefois, pour les gens qui suivraient nos débats et qui ne seraient pas au courant, il serait important de citer ici quelques extraits de cette résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, de novembre dernier. En effet, nous, nous avons entendu l'appel de l'ONU qui a dit:

Réaffirmant les buts et les principes de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant son respect pour la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance et l'unité de tous les États conformément aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, constitue une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, le moment et les auteurs,

Considérant que, par son idéologie extrémiste violente, ses actes de terrorisme et les attaques violentes et généralisées qu'il continue de perpétrer systématiquement contre les civils, les atteintes flagrantes, systématiques et généralisées qu'il continue de porter aux droits de l'homme et ses violations du droit international humanitaire, notamment celles fondées sur des motifs religieux ou ethniques, son action d'éradication du patrimoine culturel et ses activités de trafic de biens culturels, mais aussi par le contrôle qu'il exerce sur une grande partie du territoire et des ressources naturelles de l'Iraq et de la Syrie et par son recrutement et la formation de combattants terroristes étrangers qui menacent toutes les régions et tous les États Membres, même ceux qui sont loin des zones de conflit, l'État islamique d'Iraq et du Levant [...] constitue une menace mondiale d'une gravité sans précédent contre la paix et la sécurité internationales,

[...]

Résolu à combattre par tous les moyens cette menace d'une gravité sans précédent contre la paix et la sécurité internationales,

[...]

Réaffirmant que les États Membres doivent s'assurer que toute mesure prise pour lutter contre le terrorisme soit conforme à l'ensemble des obligations que leur impose le droit international [...]

Déclarant de nouveau que la situation continuera de se détériorer en l'absence d'un règlement politique du conflit syrien et soulignant qu'il importe que soient appliquées les dispositions du Communiqué de Genève [...]

1. *Condamne* [et c'est là où je veux en venir, sur ce qui s'est passé depuis le 19 octobre] sans équivoque dans les termes les plus forts les épouvantables attentats terroristes qui ont été commis par l'EIL, également connu sous le nom de Daech, le 26 juin 2015 à Sousse, le 10 octobre 2015 à Ankara, le 31 octobre 2015 au-dessus du Sinaï, le 12 novembre 2015 à Beyrouth et le 13 novembre 2015 à Paris, et tous les autres attentats [...]

[...]

5. *Demande* aux États Membres qui ont la capacité de le faire de prendre toutes les mesures nécessaires, [...] de redoubler d'efforts et de coordonner leur action en vue de prévenir et de mettre un terme aux actes de terrorisme commis en particulier par l'EIL, également connu sous le nom de Daech [...]

• (1840)

Au lendemain de l'élection, quand le premier ministre pense bien faire en énonçant une promesse électorale et dit qu'il va la respecter avec toute sa volonté politique, il se peinture dans le coin, en plus de manquer de prudence. Et là, arrivent les événements de Paris, et puis, il y a une fin de semaine ou deux à peine, surviennent les bombardements des Kurdes auprès desquels on veut envoyer nos soldats. On n'ajuste pas le tir. Pourtant, hier matin, mon collègue disait que ce serait facile de rectifier le tir.

Initiatives ministérielles

Le Bloc québécois est d'accord avec plusieurs éléments de la motion sur la contribution canadienne aux efforts contre Daech. En ce qui concerne l'énoncé de mission, il y a bien de choses avec lesquelles on est d'accord, mais il y a un problème là-dedans. D'abord, au-delà des débats rhétoriques qui consistent à savoir si c'est une mission de combat ou pas, au-delà des débats de sémantique, après qu'on a établi de quoi il s'agit sur le théâtre des opérations, que fait-on pour entendre l'appel de l'ONU? Que fait-on, par exemple, quand on apprend — pas plus tard que le 11 février dernier — que les 28 pays de l'OTAN qui sont déjà impliqués individuellement dans cette lutte contre Daech vont se joindre à la coalition?

Je pense qu'il faut leur emboîter le pas. Cependant, il ne faut pas leur emboîter le pas en restant sur son quant-à-soi et en se disant qu'on a pris un engagement électoral et qu'il faut le maintenir. À un moment donné, il faut revoir notre plan si on envoie des soldats et qu'on triple leur nombre sur le théâtre des opérations où ils sont mis en danger. Je ne sais pas qui voudrait aller peindre des cibles au sol. Quand on fait cela, j'imagine que ce n'est pas dans la cuisine en arrière qu'on peint des cibles au sol. C'est sur un théâtre des opérations qui est risqué. Quand on fait cela, c'est qu'on est effectivement très près du danger, qu'on l'appelle comme on voudra, une mission de combat ou une mission de soutien.

Ce qui n'est pas clair dans l'énoncé de mission, comme l'a répété mon collègue, c'est de savoir s'il s'agit d'une formation ou d'un mentorat opérationnel. Si on fait de la formation tranquille, pour autant que le théâtre des opérations puisse l'être, ce n'est pas la même chose que si on est en train de donner des conseils sur le terrain à des troupes qui sont en train d'avancer et qui sont menacées d'être attaquées.

• (1845)

En groupe de combien seront-ils, et qui assurera leur sécurité? La grande question, c'est de savoir qui assurera la sécurité de nos troupes alors qu'elles feront du mentorat opérationnel.

Selon nous, dans ce volet de la mission, le fait de demander de garder en disponibilité un nombre raisonnable de CF-18 semble être un compromis honorable. Il faut rappeler que certains Québécois pourraient penser que la défense nationale et la politique étrangère sont l'affaire du Canada uniquement. Or le tiers des soldats envoyés seront des gens qui habitent le Québec, et nous paierons le quart de la mission. À partir du moment où l'on envoie des gens sur le terrain, le minimum que l'on doit faire, c'est de s'assurer, de façon non équivoque, que la sécurité est accrue.

Hier, mon collègue laissait entendre que ce serait possiblement des firmes privées, des mercenaires, ou les forces irakiennes, qui ont déjà besoin de formation, qui assureraient la défense et la sécurité de nos troupes au sol. Il me semble donc que personne n'a répondu à la question suivante. Comment se fera la coordination au sein de la coalition pour assurer que nos troupes sont vraiment couvertes pendant un mentorat opérationnel? Je suis d'avis qu'il eût été tout à fait prudent, tout comme on le fait en Ukraine, semble-t-il, où six CF-18 sont là à ne rien faire. On aurait pu en garder à proximité pour venir en aide à nos troupes.

C'est le compromis que le Bloc québécois propose à la Chambre. Nous sommes devant un énoncé de mission qui va éventuellement s'ajuster, avec le temps, dis-je à ceux qui voudraient avoir un énoncé de mission parfait aujourd'hui. Ce que je dis, c'est que son imperfection ne doit pas avoir d'effet direct sur la vie des gens qu'on envoie sur le terrain. Il y aurait moyen de chercher un consensus. Or, jusqu'à maintenant, on a l'impression que l'énoncé du

gouvernement est suffisant et assez complet à ses yeux. De plus, il n'ouvre pas beaucoup la porte à l'introduction de certains amendements proposés par les partis de l'opposition. Dois-je lui faire comprendre que, du haut de sa majorité, il y a quand même une minorité d'électeurs qui ont voté pour lui?

Dans une démocratie parlementaire comme la nôtre, quand il s'agit de quelque chose d'aussi important que cet énoncé de mission, que d'intervenir dans des théâtres des opérations à haut risque, il faut entendre l'opposition et toutes les oppositions. Il me semble qu'il y aurait là, pour les conservateurs, le moyen de se rallier à la position du Bloc québécois et au compromis qu'il met sur la table.

Pour mes collègues du NPD, que j'aime beaucoup, je pense que le centre de déradicalisation qui a été mis sur pied de façon rapide, à Montréal, et qui a impressionné Ban Ki-moon est très important pour nos jeunes ici, comme le soulignait la députée du NPD dans son allocution fort éloquente. Il y a des actions de terrain à l'interne, et il y a des actions de terrain à l'externe.

• (1850)

Sur le théâtre des opérations où on envoie nos soldats, j'ai l'impression qu'il n'y a pas grand-monde qui voudrait recevoir une formation sur les droits de la personne. Je ne pense pas non plus qu'une formation sur la déradicalisation serait appropriée.

À un certain moment, après avoir fait des effets rhétoriques et des effets de toge, il faut arrêter d'être théorique et être pragmatique. J'invite donc l'ensemble des partis à être pragmatiques et à s'unir derrière un énoncé de mission qui doit, à mon avis, obtenir un plus large consensus que celui qui se révèle actuellement.

Pour des raisons totalement différentes et que l'on partage parfois en partie avec d'autres partis de l'opposition, l'opposition va voter contre cet énoncé de mission et le gouvernement va s'applaudir du haut de sa majorité. Il me semble donc que l'on devrait tenter de se rapprocher d'un compromis minimal qui rallie les gens sur cette question.

En terminant, je rappelle que des vies humaines seront en jeu et que c'est la raison pour laquelle je me permets d'appeler à ce compromis l'ensemble des parlementaires de la Chambre.

[Traduction]

M. Nick Whalen (St. John's-Est, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a manifestement beaucoup réfléchi à ce qui est vraiment une mission d'une importance capitale, non seulement pour le Canada, mais pour le monde.

Dans ses commentaires, il a mentionné plusieurs facteurs invoqués, étudiés et cités dans la résolution 2249 du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée aux alentours du 20 novembre, l'année dernière. À cet égard, je vais lire une petite partie du cinquième article de la résolution, qui dit:

Demande aux États Membres qui ont la capacité de le faire de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément au droit international, en particulier à la Charte des Nations Unies, au droit international des droits de l'homme, au droit international des réfugiés et au droit international humanitaire, sur le territoire se trouvant sous le contrôle de l'EIL, également connu sous le nom de Daech [...] de redoubler d'efforts et de coordonner leur action en vue de prévenir et de mettre un terme aux actes de terrorisme [...]

À la lumière de ce qui précède, la position mise de l'avant par le gouvernement en recentrant ses efforts fait écho à ce que le Conseil de sécurité des Nations unies recommande aux pays de la coalition qui luttent contre Daech de faire.

Même si le député ne veut pas appuyer la motion à ce moment-ci pour les raisons qu'il a données, conviendrait-il au moins, comme le gouvernement, que le plan présenté pour centrer les efforts sur la collecte de renseignements, l'aide humanitaire et l'accroissement de la capacité des forces au sol est de loin supérieur à celui des conservateurs, qui était centré sur les CF-18 et qui présentait des lacunes en ce qui a trait aux autres mesures si importantes demandées par le Conseil de sécurité des Nations unies en novembre?

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Va pour l'aide humanitaire, mais quand mon collègue parle de formation, il y a là un problème d'évaluation de l'énoncé de mission. Notre confrère qui a combattu en Afghanistan et qui participait justement à une mission de mentorat opérationnel a reconnu, dans l'énoncé de mission, la définition même d'un mentorat opérationnel.

Ce que nous disons, c'est qu'à partir du moment où on met à risque les gens que l'on envoie sur le terrain, dont on triple le nombre, ce n'est pas de la formation, c'est du mentorat opérationnel.

Il ne faut pas se faire d'illusions: ils vont participer à un mentorat opérationnel et ils vont être divisés sur le territoire en groupes d'environ huit. Ils vont suivre des kurdes, et s'ils se font attaquer, c'est là que les problèmes vont commencer.

Si c'est le contraire, qu'on nous le démontre. Si c'était le cas, je ne vois pas pourquoi le général Vance aurait dit que la mission était dangereuse et à haut risque. La formation, ce n'est pas à haut risque, mais le mentorat opérationnel oui.

•(1855)

[Traduction]

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Monsieur le Président, le député de Montcalm laisse entendre que la terrible attaque terroriste survenue à Paris et les autres événements récents justifient la poursuite des bombardements en Irak et en Syrie. Je tiens à rappeler que, lorsque l'attaque de Paris s'est produite, on menait déjà depuis longtemps une campagne militaire importante au Moyen-Orient.

La position du Bloc québécois et celle des conservateurs me font penser à ces médecins qui, voyant qu'un médicament reste sans effet, décident d'en augmenter la dose.

Puisque des années de bombardements en Irak n'ont pas permis de rétablir la paix ni de mettre fin au terrorisme, pourquoi le député croit-il qu'on obtiendra de meilleurs résultats si on bombarde la région encore un peu plus?

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, contrairement à mon collègue du NPD, nous avons entendu la voix de l'ONU et ce que celle-ci demandait dans la résolution du Conseil de sécurité.

Comme je l'ai dit, les événements de Paris et les derniers bombardements auraient dû faire réfléchir le premier ministre. Je ne crois pas que l'ensemble des électeurs qui ont voté pour lui auraient été choqués s'il avait dit que la situation avait évolué et qu'une résolution de l'ONU nous demandait d'intervenir et de faire notre part. À partir du moment où on sécurise les gens qu'on envoie sur le terrain, dans le théâtre des opérations, on aurait pu laisser les CF-18 en poste. Voilà donc l'argument que j'avais.

Cela dit, si l'on revient à l'origine du conflit, on peut alors revenir à toutes les belles analyses que certains spécialistes ont faites sur le

Initiatives ministérielles

fait qu'on n'aurait jamais dû aller en Irak pour déstabiliser la région sous de faux prétextes. Toutefois, c'est une autre question.

Aujourd'hui, nous devons être pragmatiques. Aujourd'hui, nous sommes devant un état de fait qui demande que nous réagissions de façon responsable.

[Traduction]

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Edmonton-Ouest.

Je tiens avant tout à remercier les militaires canadiens qui mettent leur vie en péril chaque jour afin de protéger les principes de notre société libre et démocratique, où personne ne craint d'être tué à cause de ses valeurs religieuses, de la couleur de sa peau, de sa sexualité ou de son genre, autant de valeurs que l'ancien gouvernement conservateur avait à cœur de protéger à tout prix, tout comme les Canadiens.

Le gouvernement libéral semble se méprendre sur la nature du terrorisme et la menace que pose le groupe État islamique pour la civilisation occidentale. Il ne s'agit pas simplement de brutalité ou d'une forme de crime organisé, comme l'a dit le ministre de la Défense nationale, et, malgré les convictions de ce dernier, on ne peut pas non plus blâmer les changements climatiques.

Les actes terroristes comme ceux commis à Paris l'automne dernier visent à ébranler la civilisation et les systèmes de gouvernement légitimes. Ils visent fondamentalement à détruire la démocratie et le traitement équitable des citoyens, dans le but de promouvoir un système hiérarchique dirigé avec force et brutalité, dans lequel les femmes et les enfants deviennent des esclaves sexuels, alors que les membres des minorités religieuses, les gays et les lesbiennes sont exécutés.

Cette idéologie mérite d'être combattue avec tous les moyens dont nous disposons. C'est pour cette raison qu'il est tout simplement inacceptable que le gouvernement retire de notre arsenal militaire un outil stratégique essentiel alors que nos partenaires de la coalition intensifient leurs efforts pour affaiblir et vaincre le groupe État islamique.

Le premier ministre prend souvent la parole à la Chambre pour dire que son gouvernement est déterminé à mener des consultations auprès des Canadiens. Dans ce cas, pourquoi le gouvernement libéral a-t-il fait fi de l'opinion de la population canadienne à propos de la lutte contre le groupe État islamique et de la guerre que ce groupe mène dans le monde?

Ce combat a causé la mort de nombreux Canadiens. Il menace les principes fondamentaux des démocraties occidentales. Il a entraîné le recrutement et la radicalisation de Canadiens, dans bien des cas des adolescents à peine, qui se sont joints au groupe État islamique. Ce combat est même venu jusqu'aux portes de notre Chambre.

Je sais que le premier ministre et le gouvernement libéral sont résolus à ne tenir compte ni des faits ni de la voix des Canadiens afin de remplir aveuglément une promesse électorale purement partisane. Toutefois, 63 % des Canadiens aimeraient que le Canada continue de bombardier le groupe État islamique comme il le faisait, voire qu'il accroisse le nombre de frappes aériennes qu'il effectue. En outre, 47 % estiment que le retrait des CF-18 de la mission aura un effet négatif sur la réputation internationale du Canada, et moins de 18 % estiment que cela aura un effet positif.

Initiatives ministérielles

Les faits sont les faits. Il est difficile pour moi de comprendre comment les libéraux peuvent ainsi fermer les yeux sur la menace que représente le groupe État islamique.

Le retrait du Canada de la mission de combat contre le groupe État islamique est un pas en arrière. Le Canada s'éloigne de son rôle traditionnel en tant que défenseur des droits de la personne et de la sécurité internationale. Nos militaires se sont toujours battus courageusement contre ceux qui violent les droits de la personne et ceux qui menacent et terrorisent les innocents et les plus vulnérables. Lorsque des gens de ma circonscription m'abordent ou viennent à mon bureau et me demandent pourquoi nous ne faisons pas tout en notre pouvoir pour éliminer le groupe État islamique, qu'est-ce que je dois leur répondre?

La vérité, c'est que le gouvernement libéral non seulement banalise la contribution du Canada, mais il l'amenuise, et tout cela à des fins partisans. Les libéraux disent que nos avions de chasse et nos pilotes sont inefficaces. Peut-être existe-t-il un autre plan dont le gouvernement ne veut pas nous faire part. Ce ne serait pas la première fois qu'un gouvernement libéral démantèle systématiquement nos forces militaires.

Le plan libéral pour la mission du Canada contre le groupe État islamique est indécis, incohérent et, pour dire bien franchement, il porte à confusion pour nos alliés et les Canadiens.

Cela dit, le retrait de nos CF-18 n'est qu'un des facteurs débattus à la Chambre. Non seulement le premier ministre laisse en plan nos partenaires de la coalition, il expose nos militaires à des risques accrus et triple les effectifs sur la ligne de front. En quoi est-ce que tripler les effectifs militaires sur la ligne de front correspond à la promesse électorale des libéraux? Je me demande ce qu'en pensent les Canadiens.

• (1900)

Peu importe comment les libéraux définissent la mission, le fait est que plus d'hommes et de femmes courront davantage de risques. En termes simples, disons que les risques de blessures, de mort ou de capture seront élevés, en l'absence, je le rappelle, d'une composante clé de notre arsenal militaire.

Si une tragédie se produit, le premier ministre sera-t-il prêt à livrer personnellement le message aux familles des militaires? Sera-t-il en mesure de leur dire que nous avons déployé tous les efforts possibles pour protéger leur mère, père, frère, soeur, fils ou fille?

Le plan militaire proposé par les libéraux expose les Forces armées canadiennes à un danger accru tout en réduisant la sécurité assurée par le soutien aérien. Nous dépendrons totalement de nos alliés pour le soutien aérien fourni aux troupes canadiennes.

Le plan du gouvernement libéral fait fi des obligations du Canada concernant la défense des populations vulnérables et la protection des Canadiens au pays et à l'étranger. Malgré ce qu'affirme le gouvernement, il s'agit d'un recul par rapport au rôle qu'occupe traditionnellement le Canada.

Le Canada a la capacité de contribuer aux frappes aériennes tout en fournissant de la formation et de l'aide humanitaire. Les Forces armées canadiennes le font avec une grande efficacité depuis plus d'un an. À tout le moins, je demande, tout comme le député du Bloc qui est absent en ce moment, que les libéraux ne retirent pas les avions et que nos excellents militaires...

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Les députés ne doivent pas mentionner la présence ou l'absence des autres à la Chambre. J'ai été offusquée d'entendre le député suggérer tout à l'heure que les députés d'en face étaient en

train de dormir. Personne n'est endormi. Nous écoutons tous l'intervention du député.

• (1905)

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): C'est une excellente observation. Je tiens à rappeler à tous les députés qu'ils doivent s'abstenir de faire allusion à un député qui ne se trouve pas à la Chambre. De toute façon, il s'agit d'un bon recours au Règlement.

Le député de Cariboo—Prince George a la parole.

M. Todd Doherty: Monsieur le Président, je retire mes commentaires et je tiens à présenter mes excuses à la Chambre.

À tout le moins, je demande aux libéraux de placer dans une position avancée les membres de l'Aviation royale canadienne, qui sont de calibre mondial, afin qu'ils puissent assurer le soutien et la sécurité de nos troupes et de celles de nos alliés.

La marque d'un véritable leader, c'est de prendre la parole, de faire face aux gens qui l'ont élu et d'admettre qu'il a fait une erreur ou qu'il a mal jugé une situation. Il n'y a rien de mal à ce qu'il dise qu'il s'est trompé. Cela signifie qu'il s'élève au-dessus de la mêlée et qu'il se fonde sur les renseignements qui sont maintenant à sa disposition pour prendre la bonne décision, même si ce n'est pas toujours la bonne ou le choix facile.

Malheureusement, je ne peux tout simplement pas identifier un seul leader en face qui serait prêt en ce moment à défendre les intérêts des Canadiens. Aucun député libéral n'a été en mesure d'expliquer pourquoi il faut retirer les CF-18 de la campagne aérienne. Le gouvernement a décidé d'augmenter le nombre de militaires sur le terrain, où ils seront en danger, car ils ne bénéficieront pas du soutien nécessaire pour assurer leur sécurité. Voilà un mot nouveau que l'on n'a pas entendu souvent au cours de ce débat: sécurité.

N'est-ce pas ce dont nous devrions surtout nous soucier? De la sécurité des militaires canadiens qui servent le Canada et de celle, ici même, de la population canadienne. Voici une citation très convaincante du général Rick Hillier:

Chaque chef du groupe État islamique ne doit jamais avoir un seul moment dans sa vie où il n'est pas inquiet lorsqu'il regarde vers le ciel. Chacun d'eux doit craindre d'être la cible d'un missile qui mettra fin à sa vie. Chacun d'eux doit craindre de se mettre au lit, de voir sa porte d'entrée défoncée et d'être capturé ou tué par des commandos.

Voilà pourquoi le Canada se bat. Le groupe État islamique a pris le Canada pour cible. Il est en train de commettre un génocide barbare. Il incite ses sympathisants à commettre des attentats au Canada; deux membres des Forces armées canadiennes ont d'ailleurs été tués. Comme je l'ai dit tout à l'heure, ils recrutent des Canadiens, dont une bonne partie ne sont que des enfants.

Nous avons le devoir de défendre les victimes du génocide, de lutter contre une idéologie odieuse et de protéger nos concitoyens ici même et à l'étranger. Il ne faudrait jamais devoir compter sur nos alliés pour protéger les soldats canadiens. Si nous décidons d'augmenter le nombre de militaires sur le terrain, il faut alors que la protection soit adéquate.

Je terminerai en disant que les militaires canadiens, qui défendent le Canada et mettent chaque jour leur vie en danger, doivent avoir l'assurance que nous nous battons aussi pour eux.

Lorsque des décisions qui ont une incidence sur la vie des Canadiens sont prises, que ce soit lors d'une réunion secrète du Cabinet ou dans un autocar de campagne des libéraux, sur une simple serviette de papier, il nous incombe de ne jamais cesser de défendre les gens qui risquent chaque jour leur vie afin que nous puissions bien dormir et que le Canada se tienne debout.

Bref, les Canadiens méritent mieux que cela.

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député et j'ai une observation à faire. Il accuse les libéraux d'être endormis, incohérents et ignorants de nos politiques. Je vais lire une citation au député:

Il nous apparaît clairement que le moment est très bien choisi pour cesser les frappes aériennes directes. J'éprouve une immense fierté en voyant que, loin de se désengager, le Canada intensifie ses efforts. Nous déployons des efforts accrus et nous envoyons des formateurs directement sur le terrain pour qu'ils accomplissent le travail crucial sans lequel les frappes aériennes contre le groupe État islamique ne suffiront pas. Ce travail consiste à aider les gens du pays attaqué à combattre ceux qui menacent leur sécurité, ce qui conduira en fin de compte à une stabilité accrue.

Le député affirme que notre politique est incohérente. Selon lui, les libéraux sont ignorants. Il nous accuse d'être endormis. Mais la personne qui a prononcé les paroles que je viens de citer s'appelle Jonathan Vance et occupe les fonctions de chef d'état-major de la Défense.

Le député accuse-t-il M. Vance d'être ignorant? L'accuse-t-il d'être incohérent? Pense-t-il que M. Vance est endormi?

M. Todd Doherty: Monsieur le Président, ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que le premier ministre et le ministre de la Défense nationale ont déclaré aux Canadiens dans cette enceinte qu'ils allaient tripler nos effectifs sur le terrain. Ils ont admis qu'ils exposaient ainsi les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes à un risque accru.

Nos CF-18 sont une pièce maîtresse dans notre arsenal militaire. Ils assurent la sécurité des troupes au sol et les appuient au combat. Je ne comprends pas pourquoi nous devons nous en remettre à la générosité des autres pour assurer la sécurité de nos militaires et pour les appuyer au combat. Les autres députés de mon parti ne le comprennent pas, eux non plus. Puisque nous triplons les effectifs au sol, pourquoi ne laisserions-nous pas nos CF-18 là où ils sont efficaces et peuvent aider nos troupes?

Je ne connais pas le général Vance, mais ne serait-il pas sensé de conserver là-bas une pièce maîtresse de notre arsenal militaire pour aider nos troupes?

• (1910)

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son intervention.

J'ai de la difficulté à cerner où les conservateurs se situent sur cette question de la mission du Canada contre le groupe État islamique. En effet, d'un côté, on critique le gouvernement parce qu'on veut augmenter la présence et le nombre de troupes canadiennes là-bas. D'un autre côté, pendant son discours, on semble dire que le premier ministre sera responsable des pertes de vies canadiennes, le cas échéant.

Alors la solution du député semble être de revenir à la mission telle qu'elle était proposée par les conservateurs. Malheureusement, dans cette mission, qui incluait des frappes aériennes, on a eu la perte bien triste d'un Canadien, le sergent Doiron. Par conséquent, je me demande si sa solution est vraiment de revenir à cette mission qui existait sous les conservateurs et qui a pourtant causé un décès parmi les Forces canadiennes.

Initiatives ministérielles

Le député pense-t-il vraiment que la solution est de revenir à cette mission qui existait sous le gouvernement conservateur?

[Traduction]

M. Todd Doherty: Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de me rendre à Sherbrooke, au lac Magog, pour les Jeux d'été du Canada, et j'y ai passé d'agréables moments. J'espère pouvoir visiter de nouveau la circonscription du député.

Le premier ministre, le ministre de la Défense nationale et d'autres collègues d'en face ont eux aussi déclaré qu'ils tripleront le nombre d'hommes et de femmes qui seront exposés à de plus grands risques sur la ligne de front. Notre message est clair. Nous ne comprenons pas le plan du gouvernement. Celui-ci expose un plus grand nombre de militaires au danger, mais parallèlement, il retire un élément crucial de notre arsenal militaire.

Notre position est très claire. Les CF-18 devraient demeurer sur place, là où ils sont efficaces, là où ils peuvent protéger et appuyer nos militaires. Nous ne devrions pas retirer nos avions de chasse au moment où nos alliés, eux, intensifient leurs efforts.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet de la motion présentée par le gouvernement, qui porte sur la mission de combat contre le groupe État islamique, à laquelle le Canada participe. Cela dit, comme bien d'autres députés, j'aimerais d'abord remercier les membres des Forces armées canadiennes des services qu'ils rendent à notre pays. Je tiens aussi à souligner que je sais que mes collègues des deux côtés de la Chambre appuient sans équivoque nos militaires. Je sais que nous voulons tous ce qu'il y a de mieux pour le Canada et ses intérêts, mais que chaque parti estime qu'il existe différents moyens d'atteindre cet objectif.

Depuis longtemps, le Canada aide ses alliés à faire en sorte que le mal et la terreur ne puissent pas se propager partout dans le monde. Il est indéniable que c'est l'objectif que le groupe État islamique poursuit; il veut propager la terreur et sa sinistre idéologie partout dans le monde.

Je suis d'accord pour qu'on éradique le groupe État islamique, mais la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui ne vise pas cet objectif. En fait, elle affaiblit plutôt nos capacités de lutte contre le groupe État islamique et envoie des messages contradictoires à nos militaires sur le terrain, qui se battent pour nous protéger.

J'aimerais dissiper quelques mythes véhiculés par certains députés à la Chambre, qui prétendent que les mesures énoncées dans la motion permettent de lutter directement contre le groupe État islamique.

Commençons par le fait que le gouvernement veut mettre fin aux frappes aériennes contre les cibles de l'EIIS. Cette décision est tout simplement sans fondement. Je sais à quel point le gouvernement aime dire que ses politiques reposent sur des faits, mais dans ce cas-ci, les faits sont contre lui. C'est prouvé que les frappes aériennes constituent le moyen le plus sûr et le plus efficace d'éradiquer un ennemi, surtout un ennemi comme l'EIIS, qui est dispersé en petits groupes sur un immense territoire. Contrairement à l'EIIS, qui n'est actif qu'au sol et ne dispose d'aucune des technologies modernes, nous avons les moyens, en attaquant du haut des airs, de l'affaiblir considérablement sans jamais exposer nos militaires. C'est ce que font les Américains, les Britanniques et les Français. Tous ces pays contribuent à la mission aérienne contre l'EIIS. Seul le Canada fait bande à part.

Initiatives ministérielles

Aucun de nos alliés ne nous a demandé de retirer nos chasseurs du combat. Au contraire, pas plus tard qu'hier, le général américain qui dirige la campagne aérienne de la coalition contre les djihadistes de l'EIIS, le lieutenant-général Charles Brown, a remis en question la décision du gouvernement. Voici ce qu'il a dit: « Dans un monde idéal, j'aimerais qu'un jour ou l'autre, les Canadiens reviennent dans le combat, mais je suis conscient que, pour ce faire, certaines décisions devront être prises localement, au Canada. » Ces décisions ne sont rien d'autre que des décisions de politique partisane que le gouvernement prend seulement parce qu'il en a fait la promesse pendant la campagne électorale.

Lors de la campagne électorale, le gouvernement avait promis que la hausse d'impôt qu'il imposerait n'aurait aucune incidence sur les recettes, mais il n'a pas tenu cette promesse. Il n'a pas non plus tenu ses promesses au sujet de l'accueil des réfugiés et de la taille du déficit. J'espère donc vraiment qu'il ne respectera pas sa promesse électorale de retirer nos CF-18 du combat. Il est triste de voir que le gouvernement libéral ne suit pas les directives des agents de renseignement et des fonctionnaires du ministère de la Défense, mais qu'il se fie plutôt à ce qu'il entend dans les coulisses politiques et les centres de crise.

Curieusement, alors que le gouvernement prévoit le retrait de nos avions de chasse, il envoie davantage de soldats canadiens sur le terrain. C'est dangereux pour les membres des Forces armées canadiennes, et pourrait leur faire perdre la vie. Envoyer plus de troupes canadiennes sur le terrain pour contribuer à la mission de formation et à la mission humanitaire, tout en réduisant nos capacités aériennes, rend nos soldats vulnérables. Cette décision crée un très dangereux précédent. Lorsque nous envoyons des Canadiens en mission, nous devons les soutenir avec tous les moyens à notre disposition. Nous ne pouvons pas les désavantager, ou les exposer à de plus grands dangers, pour respecter des promesses électorales.

Le gouvernement libéral a cependant décidé de déployer un plus grand nombre de Canadiens tout en réduisant considérablement la capacité que nous avons d'assurer leur sécurité. Il met nos forces terrestres à risque, non pas dans le cadre d'un plan cohérent, mais à cause d'une promesse électorale. Lorsqu'on leur demande pourquoi ils retirent nos chasseurs du combat, les libéraux répètent sans cesse qu'ils en ont fait la promesse durant la campagne. Leur décision n'est pas dans l'intérêt de nos forces ou de nos alliés; elle découle d'une promesse électorale.

Le Canada a la capacité de poursuivre ses frappes aériennes tout en offrant une aide humanitaire et de la formation. C'est ce qu'accomplit avec brio le personnel des Forces armées canadiennes depuis six mois maintenant.

Notre parti a répété maintes fois que nous ne nous opposons pas à l'augmentation du nombre de soldats au sol, mais à la décision de retirer nos CF-18.

La motion illustre à merveille l'incohérence des libéraux sur la question de la mission aérienne. Ils ne nous ont pas encore expliqué en quoi le retrait des CF-18 aidera la coalition à vaincre l'EIIS plus aisément. Le gouvernement libéral a beau prétendre s'opposer à la campagne de bombardement, les avions canadiens continueront de ravitailler ceux qui largueront les bombes et nous continuerons d'identifier les cibles à atteindre pour les avions alliés.

● (1915)

Pour ajouter à la confusion, alors que le gouvernement retire les CF-18, il est question de déployer quatre de nos hélicoptères Griffon. Nous ne savons pas pourquoi ces hélicoptères seront déployés ni de quelle façon ils seront utilisés en vue de l'élimination de l'EIIS. Le

caucus conservateur a plusieurs questions à poser au gouvernement. Pourquoi ces hélicoptères seront-ils déployés? Seront-ils utilisés dans le cadre de combats et, le cas échéant, comment seront-ils utilisés? Quelles mesures de précaution seront prises pour protéger les pilotes et les membres d'équipage des tirs provenant des ennemis au sol, puisque nous n'avons plus de capacité aérienne?

Je sais bien que ce n'est pas la période des questions, alors je vais cesser d'en poser. Cependant, ces questions font ressortir les nombreuses lacunes et l'absence de clarté de la décision du gouvernement d'envoyer nos hélicoptères dans une zone de combat. Il importe aussi de mentionner que le fait de déployer nos hélicoptères alors que nous retirons nos CF-18 met en évidence le caractère illogique et irréflectif du plan présenté par le gouvernement.

Qu'on me permette de dire qu'aucun de nos alliés n'appuie la décision du gouvernement libéral de mettre fin à la participation du Canada à la mission de frappes aériennes contre l'EIIS. Personne n'a demandé une telle chose au premier ministre et personne ne se rejouit de cette décision, hormis le premier ministre et son caucus.

Tandis que le premier ministre se retire et se cache derrière nos alliés, ceux-ci mènent l'offensive contre l'EIIS. Le Canada a été snobé par nos alliés lors d'une récente rencontre de la coalition contre l'EIIS: le message est on ne peut plus clair. Il y a six mois, le ministre conservateur des Affaires étrangères organisait une réunion internationale à Québec pour discuter des volets militaire et politique de la mission contre l'EIIS. Aujourd'hui, nous n'avons même plus de place à la table.

Tandis que nos partenaires de la coalition redoublent d'efforts pour affaiblir et vaincre l'EIIS, le gouvernement libéral, lui, fait marche arrière. La décision de retirer les CF-18 est perçue par nos alliés comme un désengagement de la part du Canada, alors qu'il devrait plutôt les épauler.

Il est également évident que cette décision n'a absolument rien à voir avec la stratégie à long terme de lutte contre l'EIIS du Canada. Il s'agit plutôt d'une ruse politique orchestrée par le gouvernement et ses spécialistes des relations publiques.

Cette motion est une honte pour nos militaires et pour nos alliés; elle affaiblit notre position dans le monde. Pour ces raisons, je ne l'appuie pas.

● (1920)

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, alors que le débat sur cette question tire à sa fin, je pense que nous devrions nous livrer à un exercice de comparaisons.

Le Parti libéral propose une mission de conseil et d'assistance trois fois plus vaste que celle des conservateurs. Le Parti libéral propose une mission de collecte de renseignements deux fois plus vaste que celle des conservateurs. En fait, les conservateurs ne proposent même pas de mission de collecte de renseignements.

Nous proposons une capacité médicale, tandis que les conservateurs ne proposent aucune capacité de ce genre. Nous proposons d'utiliser quatre hélicoptères, alors que les conservateurs ne proposent pas d'avoir recours à des hélicoptères.

Nous proposons de renforcer notre présence diplomatique. Comme le gouvernement précédent a littéralement brûlé tous les ponts diplomatiques dans cette région, n'importe quel effort en la matière constituera une amélioration comparativement à ce qu'était la position des conservateurs.

Initiatives ministérielles

Le gouvernement précédent a déployé des efforts en matière d'aide humanitaire. C'était tout à son honneur. Nous avons intensifié l'aide humanitaire. Jusqu'ici, le gouvernement a fait venir au pays environ 24 000 réfugiés. Si le plan conservateur avait été mis en oeuvre, aucun réfugié ne se trouverait au Canada.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. John MacKay: Monsieur le Président, tout comme vous et les autres députés, j'ai participé à la dernière campagne électorale. Lorsque le premier ministre a pris l'engagement d'accueillir des réfugiés, le Parti conservateur s'y est opposé en faisant craindre à la population que des terroristes se glissent parmi les réfugiés.

Alors, qui intensifie ses efforts et qui fait marche arrière?

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, j'ai vécu dans la circonscription de mon collègue. C'est une région magnifique.

Le député a parlé de brûler des ponts. Je veux revenir là-dessus. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes très heureux de brûler les ponts avec des régimes despotiques comme celui de la Syrie et nous nous félicitons de ne pas en avoir à brûler avec des gens comme les membres du groupe État islamique. Je l'en remercie.

Nous nous réjouissons du soutien accru que nous apportons à nos alliés avec notre force terrestre. Nous disons, comme nous l'avons toujours fait, que nous ne nous y opposons pas; c'est à la décision insensée de retirer les CF-18 qui protègent ces gens que nous nous opposons.

Personne, de l'autre côté de la Chambre, n'a jamais expliqué pourquoi nous ne pouvions pas jouer les deux rôles. Nous pouvons faire tout cela et laisser nos CF-18 là-bas pour aider nos alliés et protéger nos troupes. Sans ces avions de combat, nos militaires n'auraient pas eu de couverture aérienne quand ils étaient sous le feu de l'ennemi, il y a un mois. Nos CF-18 ont appuyé nos effectifs qui collaboraient aux opérations au sol. Vous allez priver nos militaires de cette protection. Nous sommes donc très heureux de ne pas nous opposer à un renforcement de notre appui à nos alliés, mais nous affirmons qu'il faut laisser nos CF-18 là-bas.

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): À l'ordre s'il vous plaît. Je rappelle aux députés de s'adresser à la présidence. Je ne crois pas que je vais priver qui que ce soit de quelque chose.

La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je suis contente de pouvoir profiter des derniers moments du débat pour poser une question essentielle au député d'Edmonton-Ouest sur la position du Canada. Je m'oppose à cette résolution, mais je suis bel et bien favorable au retrait des CF-18. Selon moi, rien ne prouve que ces appareils pouvaient d'une quelconque façon éradiquer Daech. Si nous décidions de poursuivre la mission de l'ancien gouvernement, nous courrions le grand danger de soutenir un autre gouvernement comme celui que le député vient de qualifier de despotique.

Comment l'opposition officielle peut-elle penser que les chasseurs canadiens peuvent éradiquer la menace terroriste que représente Daech alors que, sur le terrain, de nombreuses factions se font la lutte dans la guerre civile qui fait rage en Syrie?

• (1925)

M. Kelly McCauley: Monsieur le Président, j'ai déjà vécu à Saanich. C'est une région magnifique. Moi qui ai déjà vécu un peu partout, de Victoria à Terre-Neuve, je vais finir par dire la même chose à tous les députés.

Nous ne sommes pas en train de dire qu'à eux seuls, les chasseurs parviendront à vaincre Daech. Nous n'avons jamais dit cela. Nous préconisons une mission complète. À notre avis, comme les Forces armées canadiennes sont sur les lieux, nos chasseurs devraient soutenir leur travail et les protéger, en plus d'aider nos alliés.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre pour débattre de questions importantes pour tous les Canadiens. Je pense que notre responsabilité et notre engagement dans la lutte contre le groupe État islamique font partie des questions extrêmement importantes auxquelles les Canadiens et les parlementaires sont confrontés.

Je vais partager mon temps de parole, monsieur le Président, avec le député de Perth—Wellington.

Premièrement, j'aimerais remercier les courageux militaires de nos Forces armées canadiennes pour leur professionnalisme et leur dévouement en service. Je crois que je parle au nom de tous les députés si je dis que nous sommes extrêmement fiers de ce qu'ils accomplissent. En raison de leur réputation dans le monde, nous sommes honorés de nous dire Canadiens.

Nous avons dans l'Aviation royale canadienne parmi les meilleurs pilotes, le meilleur personnel au sol et les meilleurs techniciens du monde. Nous avons une histoire extraordinaire, des premiers jours de la Première Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, en passant par les exploits de Billy Bishop et notre contribution à la Seconde Guerre mondiale, à la guerre de Corée et en Afghanistan. Nous avons la réputation d'être parmi les meilleurs combattants du monde.

Les courageux militaires des Forces armées canadiennes sont toujours disposés à entreprendre des tâches difficiles, notamment à affaiblir et à vaincre le groupe État islamique, un groupe terroriste qui commet des massacres, qui inspire des attentats terroristes dans le monde entier, et qui a déclaré la guerre non seulement au Moyen-Orient, mais au Canada et à ses alliés.

Nous avons apporté une contribution absolument énorme à la lutte contre le groupe État islamique. Nos hommes et nos femmes en uniforme ont protégé nos soldats, contribué à freiner la progression du terrorisme et joué un rôle essentiel dans la coalition. Je tiens à les remercier chaleureusement pour tout ce qu'ils ont fait.

Avant d'en venir aux détails de mon intervention, je trouve qu'il est vraiment important de mentionner que le débat que nous tenons à ce sujet est malhonnête. La vérité, c'est que le premier ministre a annoncé qu'il avait déjà interrompu la mission des CF-18 avant même que le débat n'ait commencé. Il a manqué de respect à l'égard de la Chambre, de tous les députés et, surtout, de tous les Canadiens qui souhaitaient la tenue d'un débat complet et ouvert sur une question de cette ampleur. Ces derniers veulent qu'un véritable débat ait lieu à la Chambre des communes, mais ce n'est pas le cas parce qu'ils savent que la décision a déjà été prise.

Initiatives ministérielles

Si le gouvernement et le premier ministre pensent que les Canadiens ne s'intéressent pas au respect de la procédure établie, je les invite à en parler au gouvernement néo-démocrate de l'Alberta, qui a fait une erreur semblable en décembre lorsqu'il a présenté un projet de loi sur l'agriculture, puis a tenu des consultations, des débats et des réunions alors qu'on s'apprêtait à passer à l'étape de la troisième lecture du projet de loi. Que s'est-il passé? Tous les agriculteurs et les éleveurs de l'Alberta se sont montrés extrêmement vexés. Ils ont pesé très lourd dans la balance et se sont unis pour défendre leurs amis et leurs voisins. Les libéraux devraient en tirer une bonne leçon. Les Canadiens ne restent pas les bras croisés lorsque des décisions respirent la mauvaise foi et sont prises sans en débattre pleinement, en toute légitimité, à la Chambre des communes.

Il me paraît assez ironique de voir le gouvernement prendre une telle décision. L'année dernière, lorsque nous avons voté à la Chambre pour envoyer nos militaires en Syrie et en Irak, j'ai entendu beaucoup de récriminations dans le camp d'en face. Apparemment, nous n'avions pas suffisamment débattu des tenants et des aboutissants de notre action militaire contre le groupe État islamique. Pourtant, nous avons tenu un vrai débat et un vrai vote. Chaque député avait eu l'occasion de s'exprimer avant que la décision soit prise. Le gouvernement libéral, lui, ne nous a pas permis de le faire. Il devrait avoir honte d'agir ainsi.

Cette semaine, j'ai eu l'occasion de discuter avec plusieurs familles de militaires dans ma circonscription. Je voulais leur demander ce qu'elles pensent de la situation en Syrie et en Irak et de la motion présentée par le gouvernement libéral. Le message des militaires est très clair, et je ne pourrai jamais assez le souligner. C'est le temps ou jamais de combattre. C'est ce pour quoi ils ont été entraînés, pour lutter contre les atrocités commises par le groupe État islamique. Selon eux, s'il y a un moment où ils devraient risquer leur vie, c'est maintenant.

Ils comprennent que le groupe État islamique est une menace non seulement pour le Moyen-Orient, mais aussi pour les Canadiens au pays et à l'étranger. Ils veulent faire tout ce qu'ils peuvent pour protéger les Canadiens, mais pour cela, ils doivent participer au combat, à l'action. C'est pour ce travail qu'ils ont été entraînés, c'est ce qu'ils veulent faire. Ils disent que tous les militaires qu'ils ont rencontrés croient que nous devrions participer à la lutte contre le groupe État islamique.

• (1930)

Hier, la position du gouvernement libéral à ce sujet s'est réellement précisée. Une députée du Parti libéral a déclaré que la contribution de nos militaires à la lutte contre le groupe État islamique est symbolique. Je ne peux pas concevoir que la députée puisse manquer à ce point de respect pour nos militaires, qui risquent leur vie pour lutter contre l'un des groupes les plus abominables que nous ayons vus en une génération. Les libéraux disent que leur contribution est symbolique. J'estime qu'ils manquent totalement de respect envers nos militaires.

Nous devrions appuyer nos alliés du mieux que nous le pouvons. Par exemple, la Belgique offre les services de deux avions de chasse à la coalition; oui, seulement deux avions. La Belgique, elle, ne retire pas ses avions, et je ne pense pas que nos alliés affirment que la contribution de ce pays est purement symbolique. Si les libéraux croient vraiment que notre engagement et notre contribution à la coalition sont purement symboliques, pourquoi la motion qu'ils ont présentée ne prévoit-elle pas un accroissement du soutien aérien que nous offrons? Si les libéraux croient vraiment que nos efforts sont symboliques, pourquoi n'est-il pas question, dans la motion, de faire

participer 12 CF-18 aux combats, au lieu de retirer les six CF-18 qui sont sur place en ce moment?

Cette députée a même mis en doute le fait que le groupe État islamique soit un groupe terroriste. Je trouve tout à fait ahurissant que le gouvernement actuel ne comprenne pas ce que représente véritablement ce groupe.

De plus, je trouve incroyable que le gouvernement ne soit pas en mesure de comprendre l'importance de la participation de nos CF-18 dans la lutte contre le groupe État islamique. Par exemple, nos CF-18 ont mené plus de 250 missions de bombardement et, au mois de février, ils avaient mené 249 missions contre des postes de combat du groupe État islamique, 83 contre du matériel et des véhicules lui appartenant et 24 contre des usines et des installations d'entreposage d'explosifs improvisés. Malgré ces réussites, nous retirons nos avions du combat.

Ce n'est pas seulement que nous retirons une ressource importante du combat, mais nous exposons aussi nos militaires sur le terrain à de plus grands risques. Les libéraux soutiennent que le fait de retirer les CF-18 n'exposera pas nos militaires sur le terrain à des risques accrus. Ce n'est tout simplement pas le cas.

Tout d'abord, en ce qui me concerne, je ne veux pas compter sur quelqu'un d'autre pour protéger les militaires canadiens. Je crois que c'est à nous que cette tâche incombe. Nos Forces armées canadiennes et l'Aviation royale canadienne s'entraînent ensemble. Elles communiquent entre elles. Elles savent qu'elles peuvent compter l'une sur l'autre. Le retrait des CF-18 représente un risque considérable pour la sécurité. Le gouvernement a réduit les capacités des Forces armées canadiennes. Six CF-18 ont la même portée dans un combat que 400 à 600 soldats sur le terrain. Qu'est-ce qui est plus sécuritaire? Est-ce 600 soldats sur le terrain ou 6 avions dans les airs? Selon moi, nos militaires seraient bien plus en sécurité et seraient exposés à moins de risque si les CF-18 continuaient de participer aux combats.

Ensuite, nos CF-18 sont les avions les plus perfectionnés parmi tous ceux utilisés par les alliés dans la coalition. Nos CF-18 sont dotés de capacités dont les avions de certains de nos alliés ne disposent pas. Cela signifie que nos forces aériennes pourraient exécuter certaines tâches que les autres forces aériennes dans la coalition ne seraient pas en mesure d'exécuter.

Enfin, nous pouvons moins facilement influencer sur la planification des opérations. En retirant un élément aussi important de l'équation, nous ne pouvons plus prétendre jouer dans les ligues majeures, et nous risquons fort d'être mis sur la touche. Selon moi, les Canadiens ne veulent pas que leur pays soit mis sur la touche quand il est question d'un conflit de cette ampleur.

Initiatives ministérielles

Il se peut également que nos militaires se trouvent coincés. Les règles d'engagement varient parmi nos alliés, tout comme les moyens de communication et très certainement les priorités. L'une des choses qui me tracassent particulièrement, là-dedans, c'est la communication entre nos CF-18 et nos forces terrestres. Je m'inquiète aussi de savoir que nous serons loin d'être une priorité pour les forces aériennes de nos alliés. C'est ce qui est arrivé en Afghanistan, dont nos CF-18 étaient aussi absents. Bon nombre des missions que nous avions proposées ont dû être retardées parce que nous devions attendre que les appareils alliés soient disponibles. J'espère seulement que nos militaires ne se retrouveront jamais en danger parce qu'ils n'étaient pas protégés du haut des airs. S'ils avaient l'assurance que nos CF-18 veillent sur eux, les soldats sur le terrain sauraient qu'ils constituent toujours la priorité numéro un de nos chasseurs, que l'Aviation royale canadienne couvre leurs arrières. Ils se sont entraînés ensemble, ils communiquent ensemble, et c'est un énorme réconfort moral pour les hommes et les femmes sur le terrain que de savoir que les CF-18 ne sont pas loin.

En terminant, je rappellerai que tout le monde veut que nos CF-18 demeurent sur place: nos militaires, nos alliés, mais surtout, la vaste majorité des Canadiens. Après toutes les promesses qu'il a rompues depuis 100 jours, pourquoi le gouvernement libéral tient-il mordicus à tenir celle-là, alors que le reste de la population ne partage pas son point de vue?

J'implore le premier ministre et les députés de voter contre cette motion.

● (1935)

Mme Joyce Murray (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté de nombreux députés conservateurs répéter que la nouvelle mission du Canada ne faisait pas le bonheur de nos alliés. Je me permets donc de leur lire le commentaire du Pentagone:

Le secrétaire [à la Défense des États-Unis, Ash Carter] souhaite que les membres de la coalition proposent des interventions comme celle annoncée par le Canada, au moment où les États-Unis et leurs partenaires de la coalition entendent intensifier la campagne contre le groupe État islamique.

Les quelques citations choisies avec soin par les députés d'en face n'apportent rien au débat.

Le député accuse les libéraux de rester sur la touche alors qu'en fait le gouvernement travaille aux côtés de ses alliés. Nous soutenons le Liban et la Jordanie, qui sont submergés de réfugiés. Nous les aidons à financer les besoins de base. Nous soutenons aussi les soldats irakiens grâce à une formation qui leur permettra de combattre sur le terrain.

Il s'agit d'une promesse électorale conforme à la position du gouvernement. Pourquoi le député nous recommande-t-il de tourner le dos à une promesse électorale tout à fait conforme à la position que nous défendons dans ce dossier depuis un an et demi?

M. John Barlow: Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question, bien que celle-ci comporte de nombreuses inexactitudes. Elle demande pourquoi nous souhaitons que le gouvernement rompe une promesse. Le gouvernement libéral a trahi beaucoup de promesses au cours de ses 100 premiers jours au pouvoir. Il est très intéressant d'entendre la députée affirmer que le gouvernement tient à respecter cette promesse en particulier.

La députée a dit également que nous choisissons les citations qui nous plaisent. Le *National Post* rapportait hier les propos du lieutenant-général Charles Brown, dont la position est différente de la sienne. Il a dit qu'il préférerait voir les CF-18 rester et que, si la position politique du gouvernement devait changer dans le futur, leur

retour serait favorablement accueilli. La députée peut bien nous accuser de choisir les citations, le fait est qu'il y a deux côtés à une médaille.

Au fond, les libéraux choisissent de rester sur la touche. Comme je l'ai dit aujourd'hui, ce n'est pas nécessairement ce que souhaitent nos alliés. Voici ce que veulent les Canadiens. La majorité des Canadiens sont d'avis que les CF-18 devraient être là-bas et que le pays a un rôle important à jouer dans la lutte contre le groupe État islamique. Il est malavisé d'ignorer ainsi la volonté des Canadiens et des militaires uniquement pour respecter une promesse électorale.

M. Erin Weir (Regina—Lewvan, NPD): Monsieur le Président, le député de Foothills a laissé entendre que nous devons déployer des ressources militaires pour avoir le droit de jouer dans les lignes majeures.

Le député de Foothills ne convient-il pas que, en matière d'affaires étrangères, il faut souvent des intermédiaires honnêtes, et que pour avoir de l'influence, il n'est pas nécessaire de participer au combat, mais d'être perçu comme une tierce partie neutre, en qui les autres pays peuvent avoir confiance pour les pourparlers diplomatiques?

M. John Barlow: Monsieur le Président, le député a soulevé un point valable. Dans un enjeu de cette importance, nous ne pouvons simplement rester sur la ligne de touche et laisser les autres se battre, pour peut-être intervenir comme arbitre, au besoin. Si nous voulons vraiment être partie prenante à la solution, nous devons agir et faire partie de la solution. On ne peut s'attendre à ce que les autres fassent le sale boulot à notre place puis, lorsque tout est réglé, arriver en disant que nous sommes prêts à participer aux discussions. Nous devons être sur place, sur le terrain, à combattre aux côtés de nos alliés et à faire partie de la solution. Nous ne devrions pas nous retirer et laisser les autres faire le sale boulot à notre place.

● (1940)

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Monsieur le Président, c'est un grand honneur pour moi d'être un des derniers députés à intervenir à la Chambre à cette heure tardive dans le cadre du débat sur une motion très importante concernant une question qui l'est tout autant.

Il est important de remercier d'entrée de jeu les courageux hommes et femmes des Forces canadiennes, notamment de l'Aviation royale canadienne, pour tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent dans l'exercice de leur mission. Il est tout aussi important de reconnaître les familles et êtres chers de ces membres des Forces canadiennes. Lorsque nos courageux hommes et femmes sont déployés, c'est souvent leurs êtres chers, les membres de leur famille, qui gardent le foyer en leur absence et leur donnent un soutien. Ces êtres chers et membres de la famille méritent notre respect et nos remerciements.

Les Canadiens et les Canadiennes en uniforme sont appelés à voyager aux endroits les moins accueillants et les plus inhospitaliers de la planète pour protéger les plus vulnérables, lutter contre le terrorisme et promouvoir les valeurs canadiennes. Le Canada ne serait pas le grand pays qu'il est aujourd'hui si ce n'était des sacrifices des courageux hommes et femmes qui ont porté l'uniforme.

Initiatives ministérielles

Je suis ravi que le gouvernement ait soumis la question à la Chambre car j'estime qu'il est important que nous débattons en long et en large d'un déploiement militaire. C'est la convention qui a été ancrée dans ce merveilleux Parlement par le gouvernement précédent. Lorsque des décisions militaires d'importance devaient être prises, elles étaient soumises au Parlement pour qu'il puisse en débattre et les mettre aux voix.

Par conséquent, j'étais, à l'origine, ravi que le gouvernement présente la motion à la Chambre, jusqu'à ce que je me rende compte que les libéraux avaient déjà mis fin à la mission des CF-18. C'est pour le moins malhonnête et c'est décevant qu'ils ne respectent pas cette convention que ce merveilleux Parlement avait établie.

Le Canada ne doit pas rester passif sur la scène mondiale. Nous devons être un chef de file dans la protection des droits de la personne et dans la lutte contre le terrorisme. Nous devons défendre les droits des gens qui souffrent dans le monde et lutter contre ceux qui commettent des actes atroces et haineux contre les membres les plus innocents de nos sociétés.

Les Canadiens sont déçus de leur gouvernement et de son retrait de cette mission essentielle contre l'EIIS. En fait, en juillet dernier, le député de Niagara Falls, qui était alors ministre des Affaires étrangères, a tenu ici au Canada une réunion internationale des pays qui contribuent à la lutte contre l'EIIS.

Le ministre des Affaires étrangères de l'époque était l'hôte de cette réunion. Transportons-nous maintenant à Paris, où une autre réunion des alliés engagés dans la mission contre l'EIIS s'est tenue récemment: le Canada n'a même pas été invité. Nous sommes passés d'un pays hôte à un pays qui ne reçoit même pas d'invitation à la réunion. Cela semble être une nouvelle tendance du gouvernement libéral en matière de politique étrangère.

C'est intéressant d'entendre le premier ministre et les libéraux dire que la première chose qu'ils ont faite lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir a été de proposer une baisse d'impôt pour la classe moyenne. En fait, ce n'est pas vrai. La première chose qu'a faite le premier ministre, c'est d'appeler le président Obama pour lui dire qu'il allait retirer nos CF-18 de la lutte contre l'EIIS. Voilà sa première incursion dans les relations et les politiques internationales. Il s'est retiré de la bataille.

Le Canada doit continuer de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre l'EIIS en Irak et en Syrie.

En apprenant le retrait de nos CF-18, Jabar Yawar, chef de cabinet et porte-parole du ministère des peshmergas au sein du gouvernement régional kurde, a déclaré qu'il s'agissait là d'une très mauvaise nouvelle pour les Kurdes, rappelant que le Canada était un important partenaire de la coalition et qu'il était d'une grande aide pour le Kurdistan.

Le Canada abandonne ses alliés dans la région. La décision de retirer les CF-18 canadiens n'est rien d'autre que la réalisation d'une promesse électorale irréfutable. Il est particulièrement inquiétant que ni le premier ministre, ni le ministre de la Défense nationale, ni, en fait, aucun député d'en face n'ait vraiment expliqué pourquoi ou comment le retrait de nos avions de combat aide nos alliés. La nouvelle ligne de conduite du gouvernement n'est pas la meilleure stratégie pour combattre le groupe État islamique. De plus, elle entache la réputation du Canada sur la scène internationale.

Le plus déroutant, dans la position adoptée par le gouvernement, c'est que, tout en s'opposant à ce que les CF-18 continuent de participer aux bombardements, il prévoit que nos militaires et nos appareils collaboreront encore au ravitaillement des avions et au repérage de cibles pour la coalition internationale. Les libéraux

veulent profiter du fait qu'ils donnent l'impression de retirer nos forces des opérations de combat, mais ils veulent quand même faire partie de la lutte. Il faudrait qu'ils sachent ce qu'ils veulent.

• (1945)

Lorsque les historiens analyseront la contribution du Canada et de ses forces à la lutte, je pense qu'ils trouveront que nous avons raté l'objectif sur ce point en particulier. Le retrait des CF-18 restera une grande pomme de discorde et une déception.

En novembre 2015, le musée commémoratif de l'Holocauste, aux États-Unis, a publié un rapport selon lequel le groupe État islamique avait commis un génocide contre la population yézidie en Irak. Toujours selon ce rapport, les combattants du groupe État islamique avaient commis des crimes contre l'humanité, procédé à un nettoyage ethnique et perpétré des crimes de guerre contre d'autres minorités. Pourquoi le gouvernement choisit-il de fermer les yeux sur tant de malveillance?

Certains députés d'en face hésitent à utiliser le terme « génocide ». Or, c'est exactement de cela qu'il s'agit, et c'est précisément la raison pour laquelle le Canada et ses CF-18 devraient participer à la lutte. Après tout, les Canadiens sont toujours de cet avis. Récemment, le 6 février 2016, un sondage Angus Reid a révélé que 63 % des Canadiens aimeraient que le Canada poursuive la mission de bombardement, même que certains aimeraient qu'il l'intensifie. La population canadienne saisit l'importance de la lutte contre le groupe État islamique et d'une participation active des CF-18 à la mission.

Nous pouvons aussi être extrêmement fiers des hommes et des femmes qui font partie des forces aériennes. Le colonel Sean Boyle, qui a commandé une force opérationnelle aérienne en Irak d'avril à octobre 2015, a récemment confirmé que les missions de bombardement canadiennes n'ont fait aucune victime parmi les civils, ce qui en dit long sur l'habileté et le professionnalisme de nos courageux militaires. Pourquoi le gouvernement libéral veut-il retirer du combat nos pilotes de chasse les plus efficaces au lieu de les féliciter et de leur accorder un vote de confiance pour leur excellent travail et l'adresse dont ils ont fait preuve jusqu'à maintenant au cours de cette mission?

Retirer nos CF-18 de cette mission est une mesure de plus qui ternira notre image et réduira la présence canadienne sur la scène internationale. Les efforts que déploie le gouvernement pour tenter de normaliser les relations avec l'Iran nuisent eux aussi à notre réputation à l'étranger. Si le Canada n'est pas disposé à adopter une position ferme contre les pays et les groupes terroristes qui commettent des actes épouvantables, comme le groupe État islamique, il ne jouira plus d'autant de respect sur la scène internationale.

De plus, à partir de 2012, le gouvernement conservateur précédent s'est engagé à consacrer 1 milliard de dollars au développement humanitaire et à la stabilisation de la région, dans le cadre d'une approche multidimensionnelle pour lutter contre le groupe État islamique. En plus de l'effort militaire déployé avec les CF-18, il y avait aussi de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pour les gens sur le terrain.

Nous ne pouvons fournir une aide humanitaire si nous n'offrons pas de soutien militaire. Nous ne pouvons bâtir la paix si nous ne sommes pas prêts à lutter pour la paix.

Initiatives ministérielles

Le Canada doit montrer qu'il est prêt à défendre nos valeurs et nos libertés: la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de réunion et d'association, l'égalité des femmes et la primauté du droit.

Les Canadiens comprennent l'importance de la responsabilité de protéger. Il ne suffit pas de parler des droits et des libertés; nous devons être prêts à défendre les personnes sans défense quand on nous le demande, non seulement en paroles, mais aussi par la force, lorsque c'est nécessaire. Lorsqu'on a affaire à un groupe aussi infâme que l'EIIL, la force est nécessaire.

Je suis fier de prendre la parole à la Chambre pour m'opposer à la motion présentée par le gouvernement libéral. En retirant maintenant les CF-18, les députés d'en face montrent qu'ils manquent de confiance envers les courageux militaires des Forces canadiennes. Je suis fier d'appuyer les hommes et les femmes de l'Aviation royale canadienne et de les féliciter de tout ce qu'ils ont accompli jusqu'ici dans la lutte contre le groupe État islamique. J'encourage le gouvernement à réévaluer la proposition et à laisser nos CF-18 participer au combat.

• (1950)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je sais que les conservateurs ont du mal à comprendre que, pendant la longue campagne électorale, les libéraux ont beaucoup parlé du retrait des CF-18 et de la réorientation de la mission. Le 19 octobre, les Canadiens se sont prononcés fortement en faveur du Parti libéral, à tel point qu'ils ont élu un gouvernement libéral majoritaire.

Les libéraux honorent un engagement pris pendant la campagne électorale. La coalition n'en est aucunement surprise. Elle sait très bien ce que nous réorientons la mission.

J'ai beaucoup de respect et de gratitude pour les Forces armées canadiennes, une force extraordinaire et l'une des meilleures au monde. Nos missions de formation compteront parmi les meilleures. Notre aide humanitaire sera excellente. Le gouvernement a déjà pris beaucoup d'engagements. Comme on l'a dit, la coalition et le monde entier sont satisfaits du nouveau rôle que joue le Canada.

Pourquoi le Parti conservateur ne veut-il pas reconnaître que les CF-18 ne sont que l'une des pièces du casse-tête? La coalition internationale a accepté la mission modifiée du Canada. Pourquoi les conservateurs ne sont-ils pas prêts à accepter que les Canadiens ont voté le 19 octobre, et que la coalition internationale s'est déclarée satisfaite du nouveau rôle du Canada?

M. John Nater: Monsieur le Président, je remercie le député de Winnipeg-Nord de sa question. Il est bon de l'entendre intervenir à la Chambre de temps en temps.

Je veux simplement revenir sur un récent sondage Angus Reid selon lequel 63 % des Canadiens sont favorables à la participation continue du Canada à la mission de bombardement. En fait, nous pouvons faire les deux, c'est-à-dire fournir de l'aide humanitaire et poursuivre la mission des CF-18 dans la région. Il nous appartient de contribuer sur les deux plans. Il nous est toutefois impossible de fournir de l'aide humanitaire et diplomatique et de contribuer à stabiliser la région sans fournir également de l'aide militaire.

Je suis fier de la collaboration du gouvernement précédent avec nos alliés internationaux. Nos alliés comptent sur nous. D'après ce que je sais, aucun de nos alliés n'a déclaré que les CF-18 ne sont pas utiles et qu'il valait mieux les retirer complètement. En vérité, nos alliés préféreraient voir les CF-18 demeurer sur place. C'est d'ailleurs

ce qu'a déclaré le commandant des forces américaines dans la région, qui est responsable des forces aériennes.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, tout à l'heure, le député de Scarborough—Guildwood a dit que le débat tirait à sa fin et que nous devons nous livrer à un petit exercice de comparaisons.

Les néo-démocrates pensent que nous pourrions jouer un rôle plus efficace en coupant le groupe État islamique de ses sources de financement, d'armes et de combattants étrangers. Pour l'essentiel, cette motion parle d'une mission militaire qui ressemble drôlement à l'ancienne mission lancée par les conservateurs.

Pour ce qui est des bombardements, nous y participons de toutes les façons possibles sauf en envoyant nos CF-18. Nous utilisons des avions de ravitaillement et de surveillance et nous traçons des cibles au sol. Quant à la mission de formation, c'est un élargissement de ce que les conservateurs avaient déjà lancé.

Les conservateurs appuient-ils vraiment l'autre volet de cette mission militaire? Sont-ils en faveur d'un accroissement de la formation donnée sur le terrain, ce qui augmentera le risque que des Canadiens se retrouvent en situation de combat contre le groupe État islamique? Nous avons tous bien compris que les députés conservateurs s'opposent au retrait des CF-18, mais à part cela, sont-ils en faveur de l'élargissement du volet formation de la mission?

M. John Nater: Monsieur le Président, nous nous opposons ni à l'expansion de la mission d'entraînement, ni au renforcement de l'aide au développement régional.

Nous nous opposons à l'abandon des frappes aériennes. Selon nous, il est dans notre intérêt et dans celui de nos alliés de laisser nos CF-18 sur place afin d'offrir l'assistance dont les courageux hommes et femmes des Forces canadiennes ont besoin sur le terrain.

C'est pour cela que l'ancien gouvernement conservateur a entrepris la mission. Nous aimerions qu'elle soit maintenue.

[Français]

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): Avant de reprendre le débat, j'aimerais rappeler à l'honorable député que son intervention sera interrompue à 20 heures. Il est maintenant 19 h 55.

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Il me semble que, si un député se lève avant 20 heures, il peut continuer à parler jusqu'à ce qu'il ait terminé de dire ce qu'il a à dire. D'après moi, un député ne peut pas se lever après 20 heures, mais il peut finir son intervention. D'après ce que je sais, je peux continuer.

• (1955)

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): La Chambre a déterminé que la séance se terminait à 20 heures. Normalement, je laisse le député finir d'exprimer sa pensée et je poursuis ensuite.

L'honorable député de Mégantic—L'Érable a la parole.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je n'aime pas la guerre, je n'aime pas les conflits et je n'aime pas me battre. J'ai entendu au cours des derniers jours plusieurs de mes collègues s'exprimer pour dire à la Chambre ce qu'ils pensaient de la guerre contre le groupe État islamique. Cette guerre n'en est pas une au sens traditionnel du terme, parce que l'ennemi n'a pas de pays.

Motion d'ajournement

D'ailleurs, c'est ce qui m'inquiète le plus avec ce qui se passe en ce moment en Syrie, en Irak, en Afrique, partout. Le nouvel ennemi du monde moderne n'a pas de pays. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que ce nouvel ennemi n'a rien à perdre. Si on le repousse, on ne fait que lui faire faire un pas en arrière dans un pays qui de toute manière n'est pas le sien.

Qu'importe où il se trouve, ce nouvel ennemi n'est pas chez lui. Qu'il brise, mutile, tue, viole tout sur son passage, cela lui importe peu, car ce ne sont pas des terres qu'il convoite, ce sont des âmes, et malheureusement, il n'a pas de territoire. Heureusement, il n'en a pas.

Je n'aime pas les guerres, je n'aime pas les conflits, je n'aime pas me battre. La question à laquelle nous devons répondre comme représentants du peuple canadien, c'est comment nous pouvons faire face à ce nouvel ennemi qui ne recrute pas ses soldats dans des centres de recrutement, mais dans des forums Internet, où se rassemblent malheureusement des personnes influençables, prêtes à croire quiconque leur promettra une vie heureuse sur cette terre ou ailleurs.

Ils n'ont pas de pays, ils n'ont pas de terre, ils n'ont que des ennemis qu'ils ont appris à haïr et à détester. Ils n'ont que des ennemis qu'ils doivent détruire, tuer, violer. Ces soldats n'ont rien à perdre que leurs illusions, et ils sont persuadés que mourir les mènera encore plus rapidement à la victoire sur leurs ennemis.

Le soi-disant État islamique est une menace pour le monde entier. Comme je le disais plus tôt, cette guerre qui, à première vue, n'a rien de comparable aux autres grands conflits que nous avons traversés avec courage au fil des siècles, est insidieuse. Notre ennemi peut choisir n'importe quel champ de bataille. Personne n'est à l'abri. Nous l'avons vu ici même, chez nous, au Canada.

Heureusement pour nous, notre ennemi a fait le choix de se concentrer sur un endroit bien précis en appelant aux armes tous ses sympathisants, espérant profiter du désarroi d'une population et de la désorganisation des territoires déjà en guerre pour se donner une crédibilité et un territoire. C'est un territoire qu'il vole sans vergogne aux populations locales.

Nous avons la chance unique de vivre dans un pays où il est encore possible de mener une vie sans guerre. J'en suis très reconnaissant. Même si tout allait bien, le Canada n'est pas à l'abri. On le sait, des Canadiens sont morts ici, victimes de cette guerre immonde. Cette guerre que je n'aime pas, il faut la faire. Il ne faut pas se fermer les yeux. L'océan et les milles terrestres qui nous séparent du champ de bataille ne nous mettent pas à l'abri.

Tant et aussi longtemps que ces soldats sans pays croiront à leurs chances de remporter la guerre, ils continueront de s'acharner sur des populations innocentes. Malheureusement, récemment, le soi-disant État islamique a remporté une victoire en raison de notre propre faiblesse. Un membre de la coalition a décidé de se retirer de la zone de combat. Sans avoir largué une seule bombe sur son pays, le soi-disant État islamique lui a fait plier les genoux. Plus le conflit sera long, plus le soi-disant État islamique remportera ce genre de victoires.

Malheureusement, la décision de ce gouvernement de retirer les CF-18 de la mission est le genre de victoire que cherche le groupe État islamique. Pour des raisons purement électoralistes, le gouvernement libéral leur a accordé cette victoire morale. Il est encore temps pour le gouvernement de changer les choses et de retirer cette victoire morale qu'il a procurée au groupe État islamique. C'est en maintenant sur place nos CF-18 que nous enverrons le bon message au groupe État islamique.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (2000)

[Français]

POSTES CANADA

Mme Karine Trudel (Jonquière, NPD): Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir discuter ce soir de la question que j'ai posée à la Chambre le 26 janvier concernant Postes Canada.

Pour remettre les choses en perspective, en décembre 2013, Postes Canada a annoncé son plan en cinq points concernant les emplois ainsi que l'arrêt du système de livraison postale à domicile. Cela avait fait tout un choc, car il n'y avait eu aucune consultation au préalable. C'est arrivé comme cela, sans justification, alors qu'il y avait même un surplus budgétaire à ce moment-là. On ne comprenait pas la situation. Bien entendu, le processus s'est accéléré avec les élections à l'horizon, et plusieurs villes ont perdu la livraison du courrier à domicile.

Malheureusement, les villes n'ont pas été consultées, et les boîtes de Postes Canada ont poussé un peu partout comme de la mauvaise herbe au printemps. À certains endroits, leur emplacement est inapproprié et dangereux. On retrouve des boîtes postales communautaires dans des entrées d'écoles et dans des entrées de garderies. On a même vu des boîtes postales communautaires dans des côtes. Les gens ont du mal à se stationner et nos aînés ont beaucoup de difficulté. Cela leur prend tout pour se rendre à leur boîte postale communautaire, en raison de l'endroit où elle est installée. On a aussi vu des arbres complètement détruits par Postes Canada, qui a coupé leurs racines pour installer leurs boîtes. Ainsi, des milliers d'arbres sont malheureusement perdus dans certains quartiers.

Par ailleurs, on a aussi appris que ces boîtes étaient fabriquées aux États-Unis. Ainsi, elles ne sont pas conçues pour notre climat. Cet hiver, il y a eu plusieurs plaintes de citoyens qui n'ont pas pu avoir accès à leur courrier. Cela est déplorable, car en plus d'avoir perdu le service de livraison à domicile, ces gens n'ont tout simplement plus accès à leur courrier. Certaines personnes ont été incapables d'ouvrir leur serrure pendant un mois parce qu'elle était gelée.

On a donc fait une enquête à ce sujet. Est-ce parce que ces boîtes sont fabriquées aux États-Unis? Est-ce à cause du matériel utilisé? S'agit-il d'un manque de graissage des serrures? Une chose est sûre, c'est que ces boîtes ne sont pas adaptées du tout à nos conditions climatiques, et ce sont encore une fois les citoyens qui en paient le prix.

Postes Canada est un service public. On doit donc le donner à la population, car il lui appartient. Le service est rentable. Il existe plusieurs façons d'augmenter les profits de Postes Canada. On parle notamment de l'installation de banques à l'intérieur des bureaux de poste. On a aussi constaté une augmentation du nombre de colis.

Pour en revenir au sujet des boîtes postales communautaires, dû au fait que Postes Canada n'a pas adapté ses normes de déneigement cet hiver, plusieurs citoyens ne pouvaient pas se rendre à leur boîte. Alors, non seulement leur serrure était gelée, mais ils n'avaient pas accès à leur boîte postale. On a vu des citoyens être obligés de se coucher dans le banc de neige pour ouvrir leur casier et avoir accès à leur courrier.

Si on avait conservé la livraison à domicile, on n'aurait pas ces problèmes, parce qu'ils n'existaient pas auparavant. Les facteurs étaient fidèles, ils se rendaient directement à la porte des citoyens et il y avait beaucoup plus d'installations et de services.

Voici donc la question que j'aimerais adresser à la ministre ce soir: est-ce que le gouvernement va respecter sa promesse d'assurer la livraison à domicile pour tous les citoyens et citoyennes du Canada?

[Traduction]

Mme Leona Alleslev (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de participer ce soir au débat sur l'avenir de Postes Canada. J'aimerais passer le temps dont je dispose à revenir sur les initiatives que nous avons annoncées dans le dossier et faire le point sur ce qui a été fait.

Durant la campagne, nous avons fait la promesse de mettre fin à l'installation de boîtes postales communautaires, initiative lancée par le précédent gouvernement. Nous avons également pris l'engagement de soumettre Postes Canada à un examen afin de veiller à ce que tous les Canadiens, où qu'ils vivent, aient accès à un service de haute qualité à prix raisonnable. C'est ce que nous faisons.

Une semaine après les élections, Postes Canada a annoncé la suspension de la conversion aux boîtes postales communautaires pendant que la question était réexaminée.

• (2005)

[Français]

Voilà qui nous amène à l'examen. Nous avons pris un engagement clair afin d'examiner Postes Canada pour nous assurer que l'organisation fournit les services de haute qualité auxquels s'attend la population canadienne, et ce, à un prix raisonnable.

Voici la lettre de mandat écrite par le premier ministre à l'intention de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Les détails de l'examen sont en cours d'achèvement. Toutefois, ce soir, je peux énoncer trois éléments au sujet de cet examen.

[Traduction]

Premièrement, l'examen permettra de réunir tous les faits pertinents au sujet de Postes Canada, conformément à l'engagement du gouvernement à prendre des décisions fondées sur des faits.

Deuxièmement, ces faits seront présentés aux Canadiens, parce que le gouvernement a relevé la barre en matière d'ouverture et de transparence.

Troisièmement, tout au long de l'examen, nous allons sonder l'opinion des groupes d'intervenants et des Canadiens de partout au pays, conformément à l'engagement du gouvernement à tenir de vastes consultations en vue d'atteindre des objectifs communs.

En d'autres termes, les Canadiens auront leur mot à dire au sujet de l'avenir de leurs services postaux. Leurs préoccupations seront entendues grâce à un processus exhaustif fondé sur des données

Motion d'ajournement

probantes. J'espère que tous les parlementaires appuieront ce dialogue national et y participeront.

[Français]

Les Canadiens accordent une grande valeur à Postes Canada. Depuis longtemps, d'un point de vue pratique, cette organisation aide à nous connecter les uns avec les autres dans l'ensemble de notre vaste pays.

Le gouvernement croit que, pour tenir une discussion utile sur l'avenir de Postes Canada, les Canadiens devraient, en tant que consommateurs, avoir une meilleure compréhension des faits concernant les services qu'offre Postes Canada, des pressions actuelles auxquelles fait face cette société et de ses réalités financières.

L'examen permettra de s'assurer que l'information sur Postes Canada est communiquée à la population canadienne. Cette dernière aura son mot à dire dans le cadre d'une discussion éclairée. Les Canadiens et le gouvernement prendront ensemble des décisions concernant l'avenir de Postes Canada.

Mme Karine Trudel: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Je suis heureuse de savoir que Postes Canada va faire l'objet d'un examen. J'offre d'ailleurs mon aide à ma collègue si elle a besoin d'information supplémentaire ou d'aide. Je suis disponible pour travailler avec elle en ce sens et pour participer à l'examen de Postes Canada.

Ma collègue peut-elle me confirmer et m'assurer que les maires de nos villes ainsi que toute la population, les petites et les grandes municipalités seront vraiment consultées et que cela sera pris en considération?

[Traduction]

Mme Leona Alleslev: Monsieur le Président, le plan de Postes Canada de convertir la livraison à domicile est suspendu depuis l'automne dernier, dans l'attente des résultats d'un examen de la société.

Le gouvernement s'engage à réaliser un examen ouvert et transparent, fondé sur des données probantes, qui permettra aux Canadiens de se prononcer quant aux décisions relatives à Postes Canada.

[Français]

L'examen permettra de s'assurer que Postes Canada fournit les services de haute qualité auxquels les Canadiens s'attendent, et ce, à un prix raisonnable.

[Traduction]

Le vice-président adjoint (M. Anthony Rota): La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 20 h 9.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mercredi 24 février 2016

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Air Canada	
M. Marcil	1303
Le recrutement par CV anonyme	
M. Hussen	1303
Le 350^e anniversaire de Charlesbourg	
M. Paul-Hus	1303
La Nuit la plus froide de l'année	
Mme Sidhu (Brampton-Sud)	1304
La Journée du chandail rose	
Mme Benson	1304
Le Mois de l'histoire des Noirs	
M. Fraser (Nova-Centre)	1304
L'énergie nucléaire	
M. O'Toole	1304
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Zahid	1304
Les Championnats mondiaux de hockey sur glace naturelle	
M. Harvey	1305
La fiscalité	
M. Poilievre	1305
La fusillade à La Loche	
M. Rusnak	1305
Marguerite Charlebois	
M. Paradis	1305
La campagne « Oil Respect »	
M. Shields	1305
La députée de Vancouver Granville	
Mme Tassi	1306
La Marche annuelle pour les femmes autochtones disparues ou assassinées	
Mme Kwan	1306
La Journée du chandail rose	
Mme Vecchio	1306
La Journée nationale du chandail rose	
M. Finnigan	1306

QUESTIONS ORALES

Les finances	
Mme Ambrose	1306
M. Trudeau	1307
Mme Ambrose	1307
M. Trudeau	1307
La défense nationale	
Mme Ambrose	1307
M. Trudeau	1307
Les finances	
M. Kenney	1307

M. Trudeau	1307
M. Kenney	1307
M. Trudeau	1307
Les affaires autochtones	
M. Mulcair	1307
M. Trudeau	1308
Air Canada	
M. Mulcair	1308
M. Trudeau	1308
M. Mulcair	1308
M. Trudeau	1308
La fiscalité	
M. Mulcair	1308
M. Trudeau	1308
L'économie	
M. Sorenson	1308
M. Champagne	1308
M. Sorenson	1309
Mme Rudd	1309
M. Godin	1309
M. Champagne	1309
M. Godin	1309
M. Champagne	1309
Le transport aérien	
Mme Block	1309
M. Gameau	1309
L'industrie de la construction navale	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	1310
Mme Alleslev	1310
Le patrimoine canadien	
M. MacGregor	1310
Mme Joly	1310
M. Boulerice	1310
Mme Joly	1310
La défense nationale	
M. Bezan	1310
M. Sajjan	1310
M. Bezan	1310
M. Sajjan	1311
M. Paul-Hus	1311
M. Sajjan	1311
M. Paul-Hus	1311
M. Sajjan	1311
L'assurance-emploi	
Mme Duncan (Edmonton Strathcona)	1311
Mme Mihychuk	1311
Mme Trudel	1311
Mme Mihychuk	1311
La santé	
M. Oliver	1312
Mme Philpott	1312

Les affaires étrangères	
M. Kent	1312
Mme Goldsmith-Jones	1312
M. Kent	1312
Mme Goldsmith-Jones	1312
M. Genuis	1312
Mme Goldsmith-Jones	1312
M. Cooper	1312
M. Alghabra	1312
Les affaires autochtones	
Mme Jolibois	1313
Mme Bennett	1313
Mme Ashton	1313
Mme Bennett	1313
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. O'Toole	1313
M. McCallum	1313
La sécurité publique	
M. Rayes	1313
M. Goodale	1314
M. Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)	1314
M. Goodale	1314
La Gendarmerie royale du Canada	
Mme Petitpas Taylor	1314
M. Goodale	1314
Le travail	
M. Barlow	1314
Mme Mihychuk	1314
Les affaires étrangères	
M. Johns	1314
M. Alghabra	1314
Les pêches et les océans	
M. Bittle	1315
M. Tootoo	1315
Les télécommunications	
M. Scheer	1315
Mme Joly	1315
Air Canada	
M. Fortin	1315
M. Garneau	1315

AFFAIRES COURANTES

Les affaires étrangères	
Mme Goldsmith-Jones	1315
La Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
M. Hussen	1316
Projet de loi C-227. Présentation et première lecture	1316
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1316
La Loi sur les pêches	
M. Donnelly	1316
Projet de loi C-228. Présentation et première lecture	1316
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1316

Loi sur les peines de prison à vie purgées en entier	
M. Liepert	1316
Projet de loi C-229. Présentation et première lecture	1316
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1316
Le Code criminel	
M. Miller (Bruce—Grey—Owen Sound)	1316
Projet de loi C-230. Présentation et première lecture	1316
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1316
Loi sur la lutte au gaspillage alimentaire	
Mme Brosseau	1316
Projet de loi C-231. Présentation et première lecture	1316
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	1317
Pétitions	
La réforme démocratique	
M. Chong	1317
La Convention contre la torture	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1317
Le régime d'assurance-médicaments	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1317
Les aliments génétiquement modifiés	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1317
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	1317
Demandes de documents	
M. Lamoureux	1317

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

La contribution canadienne aux efforts de combat contre l'ÉHIL	
Motion	1317
M. Angus	1317
M. Chan	1319
M. Genuis	1319
M. Dusseault	1319
M. Arnold	1320
M. Ayoub	1321
M. Julian	1321
Mme Alleslev	1321
M. Scheer	1322
M. Vaughan	1323
M. Weir	1323
M. Saini	1324
M. Kmiec	1325
M. Dusseault	1325
M. McKay	1325
M. Sorbara	1326
M. Genuis	1326
M. Dusseault	1327
Mme Murray	1327
M. Nicholson	1327
M. Bratina	1328
M. Garrison	1329
M. Richards	1329
M. Lamoureux	1330
M. Julian	1330
Mme Malcolmson	1331

M. McKay	1332
M. Genuis	1332
M. Dusseault	1333
M. McKay	1334
M. Genuis	1334
M. Nuttall	1334
M. Peterson	1336
M. Dusseault	1336
M. McKay	1336
M. Albrecht	1336
Mme Alleslev	1338
M. Julian	1338
Mme Quach	1338
M. Fraser (West Nova)	1340
M. Doherty	1340
M. Dubé	1341
M. Vaughan	1342
M. Genuis	1343
M. Thériault	1343
M. Whalen	1344

M. Weir	1345
M. Doherty	1345
M. Saini	1347
M. Dusseault	1347
M. McCauley	1347
M. McKay	1348
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	1349
M. Barlow	1349
Mme Murray	1351
M. Weir	1351
M. Nater	1351
M. Lamoureux	1353
M. Garrison	1353
M. Berthold	1353

MOTION D'AJOURNEMENT

Postes Canada

Mme Trudel	1354
Mme Alleslev	1355

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>